

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# QUATRIÈME INTERNATIONALE

17<sup>e</sup> ANNEE

N<sup>o</sup> 6

## SOMMAIRE

### EDITORIAL :

L'Allemagne, enjeu critique.

### NOTES EDITORIALES :

La révolution irakienne.

L'évolution de la révolution algérienne.

Le 3<sup>e</sup> Congrès du Parti ouvrier unifié polonais.

« L'indépendance » cyproite.

L'évolution de la conjoncture économique.

Des livres.

E. GERMAIN. — Le 21<sup>e</sup> Congrès du P. C. de l'U.R.S.S..

Jean-Paul MARTIN

La Révolution africaine vers l'indépendance  
et l'unité négro-africaine

W. BECKER. — Berlin et le mouvement ouvrier allemand.

Pierre FRANK. — Un an de gaullisme.

M. PABLO. — La Révolution arabe (II).

M. PABLO. — Démocratie, socialisme et programme de transition.

P. RICHARDS. — Sur le sort de la III<sup>e</sup> Internationale.

Léon TROTSKY

Plus près des prolétaires des races de couleur

M. TOUKHATCHEVSKY

L'Armée Rouge

Notes de lecture. — La « gauche » européenne et l'Europe.

Les livres. — « Jeunesse du socialisme libertaire », de D. Guérin. - « La Révolution Algérienne », de C.-H. Favrod. - « Nous, Algériens », de J. Chevallier. - « La classe ouvrière d'Allemagne orientale », de B. Sarel.

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale. — Belgique - Yougoslavie - Tibet - Brésil - Danemark - France - Bolivie - Pérou - Chili - Japon.

MAI 1959

(2<sup>e</sup> trimestre 1959)





D'autre part, le Kremlin sait, à l'heure actuelle, qu'effectivement personne, sauf les masses allemandes, ne désire réellement l'unification allemande.

L'Angleterre et même la France redoutent une Allemagne unifiée qui accroîtrait énormément le potentiel économique déjà redoutable de l'Allemagne de l'Ouest. L'Angleterre en particulier, de plus en plus distancée par l'Allemagne de l'Ouest dans les exportations de produits manufacturés et la conquête des marchés étrangers, est en train de se rappeler le « danger » allemand et de ranimer les préjugés nationalistes à son égard.

Adenauer non plus ne souhaite pas à l'étape actuelle, la réunification allemande, craignant de perdre la majorité parlementaire — que son parti détient encore — au profit de la social-démocratie qui ne cesse d'augmenter le pourcentage de ses voix dans toutes les élections récentes.

Quant aux Etats-Unis, leur politique allemande est basée sur l'alignement avec Adenauer.

Le Kremlin pense donc pouvoir officialiser une situation de fait que personne ne désire actuellement changer au risque de provoquer la guerre.

Mais, entre la reconnaissance tacite des deux Allemagnes et la reconnaissance officielle de l'Allemagne de l'Est, qui contrôlerait également de fait Berlin-Ouest, il y a une grande différence. En souscrivant à une telle opération, les alliés atlantiques apparaîtraient avoir reculé sous la pression soviétique dans le domaine crucial de l'Allemagne et de l'Europe. Les répercussions en Allemagne occidentale et dans le monde entier risqueraient d'être profondes et incontrôlables.

Pour cette raison, malgré les dissensions qui se sont manifestées jusqu'ici entre les alliés atlantiques, et plus particulièrement entre les Anglais et les Allemands, c'est la ligne de la fermeté qui dominera dans les négociations avec le Kremlin. Les croisés de l'Alliance atlantique se préparent à jouer au « bord de l'abîme », à rejeter aussi bien une modification unilatérale du statut actuel de Berlin qu'un traité de paix avec l'Allemagne de l'Est. Ils feront plutôt l'offre d'un marchandage global liant l'avenir de Berlin à la question de l'unification allemande et à la « sécurité » européenne.

Le Kremlin, appuyé par la Chine et ses alliés du Pacte de Varsovie, rejettera à coup sûr une telle proposition. Alors commencera une majeure épreuve de force, en réalité la plus importante depuis la deuxième guerre mondiale. On verra ensuite sur quelle ligne de retraite, par rapport aux positions actuelles des uns et des autres, pourrait s'amorcer la négociation d'un compromis.

Il est en tout cas nécessaire de comprendre que les négociations seront serrées, qu'on jouera de part et d'autre « au bord de l'abîme », et que la détente actuelle, dans les mois qui viennent, laissera place à plusieurs reprises à l'alarme. De part et d'autre, les états-majors ont des plans prêts pour toute éventualité, et leurs forces mobilisées pour prévenir des « surprises ».

Il faut rechercher les raisons de cette nouvelle tension internationale en perspective dans les données essentielles de la situation internationale actuelle. Les années passent sans qu'aucun arrêt n'intervienne à la folle course aux super-armements. Du côté impérialiste, il n'y a aucun relâchement dans ce domaine. Au contraire, les budgets

militaires des principaux pays impérialistes sont en augmentation, ainsi que la production des armes atomiques ; les essais atomiques continuent ; la multiplication des bases militaires de par le monde se poursuit ; le Japon et l'Allemagne se réarment, y compris bientôt avec des armes atomiques.

Face à cette évolution, les Etats ouvriers sont obligés de recourir à un effort militaire analogue, au détriment de leur développement économique et de la libéralisation de leurs régimes politiques.

Dans ces conditions, la « coexistence » qui est un fait, loin de se poursuivre « pacifiquement » tourne fatalement à la tension et en réalité à la lutte à mort entre les deux systèmes sociaux.

Devant l'impossibilité de figer sur un palier quelconque l'évolution économique, le développement de la technique, le potentiel militaire, ainsi que les rapports entre Etats capitalistes, et Etats dépendants, et les rapports sociaux à l'intérieur de ces Etats, devant l'impossibilité de figer en quelque sorte la révolution internationale en cours, la « coexistence pacifique » est une chimère mise constamment en cause par des crises internationales nous amenant « au bord de l'abîme ».

Certes, le conservatisme inhérent à la nature de la bureaucratie soviétique et sa peur de la prolongation « incontrôlée » de la révolution mondiale, la poussent à rechercher des compromis avec l'impérialisme, et des « accords de Yalta » qui lui procureraient des avantages, en contrepartie de trahisons certaines de la révolution.

C'est là un facteur qui, à côté de la peur mutuelle d'une guerre atomique, a jusqu'ici joué pour qu'on ne se précipite pas du « bord » dans « l'abîme » même.

Cependant, le seul moyen réaliste pour lutter contre l'aggravation du danger de guerre atomique et contre la guerre en général, est d'affaiblir davantage l'impérialisme par la lutte révolutionnaire victorieuse dans les pays capitalistes et dépendants.

Pour que cette lutte devienne d'autre part possible, elle doit se déterminer par rapport aux véritables problèmes et intérêts de la révolution prolétarienne, et non pas par rapport aux objectifs de la diplomatie du Kremlin.

Dans le cas de l'Allemagne, vouloir affaiblir l'impérialisme en maintenant le pays divisé et l'Allemagne occidentale en quarantaine, signifie tourner carrément le dos à la révolution allemande. Les masses allemandes, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, ne sauraient se concilier pour longtemps avec la permanence de la division de leur pays. Pour éviter qu'elles s'égarent dans les voies d'un nationalisme réactionnaire, il faut leur esquisser clairement la perspective de **l'Allemagne socialiste unifiée et indépendante**.

Dans les conditions concrètes actuelles, il ne saurait être question de démanteler les structures sociales de l'Allemagne de l'Est au profit d'une restauration capitaliste dans une Allemagne capitaliste unifiée. Il ne saurait être question non plus de soumettre l'Allemagne occidentale au régime politique bureaucratique et policier d'Ulbricht inféodé au Kremlin. Les masses allemandes doivent avoir le droit de bâtir une Allemagne socialiste démocratique unifiée, alliée sur un pied d'égalité avec l'URSS et les autres Etats ouvriers.

Pour qu'une telle perspective se réalise, il faudrait une évolution profonde dans la situation actuelle en Allemagne occidentale et en URSS. Il faudrait que le Parti social-démocrate allemand prenne une

position claire sur les structures sociales de l'Allemagne orientale, et qu'il se déclare déterminé, en accédant au pouvoir, non pas à gérer la société capitaliste mais à instaurer un véritable régime socialiste en Allemagne occidentale.

Il faudrait qu'en URSS, le Kremlin, qui dispose du sort du régime en Allemagne orientale, se déclare prêt à soumettre le sort d'une Allemagne unifiée sur des bases socialistes, au libre verdict des masses allemandes organisées dans les partis ouvriers de leur choix.

Dans les conditions actuelles, cette perspective paraît illusoire. Elle est cependant la seule qui tienne compte des aspirations et des intérêts des masses allemandes.

Le Parti social-démocrate allemand, dans son nouveau plan pour l'unification, s'est résigné à accepter l'idée d'une confédération entre les deux Etats allemands, en tant qu'étape provisoire et transitoire vers l'unification. C'est là une position à envisager dans le cadre d'une perspective prévoyant une véritable unification du pays sur la base d'un régime socialiste démocratique.

Dans les mois critiques à venir, la pression des masses internationales doit s'exercer dans le sens de paralyser d'éventuelles tentatives aventureuses de la part de l'impérialisme, comme par exemple celle qui consisterait à forcer *manu militari* l'accès de Berlin-Ouest.

Elle doit d'autre part se faire sentir des deux côtés de la ligne de la division actuelle de l'Allemagne, pour réclamer l'unification du pays dans le cadre d'un régime socialiste démocratique.

Sans vigilance et sans intervention active des masses européennes en particulier, on risque d'assister au plus périlleux exercice « au bord de l'abîme ».

Que l'avant-garde prolétarienne au moins ne se méprenne pas que tel est en effet l'enjeu de la nouvelle épreuve de force sur Berlin et l'Allemagne.

## La révolution irakienne

Sous la poussée puissante des masses révolutionnaires du pays, l'Irak est en train de se dégager progressivement des séquelles de l'impérialisme. Après son retrait du Pacte de Bagdad, on annonce le départ prochain de la Royal Air Force de la grande base britannique de Habbaniya. Kassem a, d'autre part, laissé comprendre que son gouvernement étudie l'expropriation des 23,75 % formant la participation des capitaux français à l'Iraq Petroleum.

La Compagnie produit actuellement 35 millions de tonnes de pétrole par an, et est la troisième grande société pétrolière du Moyen-Orient.

Cette mesure, envisagée en faveur de la révolution irakienne, devrait normalement mener soit à la nationalisation de la compagnie et également à l'expropriation des parts détenues par les capitaux américains, britanniques et hollandais, soit une redistribution des parts, après une expropriation préalable, excluant cette fois la participation française.

De toute manière, l'Irak s'éloigne insensiblement de l'orbite impérialiste, ce qui ne manque pas de provoquer les plus grandes inquiétudes de l'impérialisme.

En même temps, nous assistons au déclenchement d'une violente campagne anti-communiste de Nasser, dirigée principalement contre l'Irak. C'est le régime égyptien qui, de manière indiscutable, a fomenté le coup d'Etat avorté en mars dernier du colonel Chawaf.

Pour comprendre cette évolution, il est nécessaire de mieux saisir le sens des événements en Irak depuis l'éclatement de la révolution du 14 juillet 1958, qui a renversé

le régime pro-impérialiste de Nouri el Saïd « l'Anglais ». La révolution de juillet avait à sa tête une équipe d'officiers nassériens, « anti-impérialistes », idéologiquement sinon socialement directement liés à la bourgeoisie. Ces officiers rêvaient, en termes naturellement confus, d'un régime capable de permettre à la bourgeoisie industrielle de se développer, en secouant au moins en partie les entraves que l'impérialisme et les féodaux indigènes avaient pu imposer au progrès du pays.

Parmi eux, à cette époque, il y avait une bonne partie de partisans de l'union immédiate avec la R.A.U., dont le représentant le plus éminent était le colonel Aref, depuis arrêté et condamné à mort. Cependant, la base de la révolution, les prolétaires et la petite bourgeoisie paupérisée des villes, la masse des paysans pauvres et des métayers sans terre (celle-ci appartenant à quelques milliers de grands féodaux), était infiniment plus à gauche que sa « tête ». Elle aspirait à une véritable révolution sociale et y poussait.

Sous la pression de cette base, et devant la faiblesse de la bourgeoisie irakienne, la résistance opiniâtre des féodaux et les complots des éléments pro-nassériens de l'armée poussant à l'unification avec la R.A.U., le régime militaire de Kassem s'est vite développé en pouvoir bonapartiste.

Le Parti Communiste irakien, le plus fort de tous les P.C. des pays arabes, avec des cadres endurcis dans une longue et sanglante clandestinité, avait reçu l'ordre du Kremlin de proclamer un appui aux couches bourgeoises du pays et de leur faire miroiter la perspective d'un développement autonome grâce aux ressources pétrolières de l'Irak, et à la « paix sociale » garantie par le P.C.

Toute l'opération, à cette première étape, visait à encourager les couches bourgeoises et leurs représentants au gouvernement, Kassem lui-même en premier lieu, à résister contre la tentation d'une fusion de l'Irak dans la R.A.U. L'appui de la forte minorité kurde, noyautée par des éléments dirigeants acquis au Kremlin, s'exerçait dans le même sens.

Cette politique du Kremlin peut avoir deux explications : soit le Kremlin cherchait simplement à exercer une pression sur Nasser, soupçonné de s'éloigner vers l'Ouest, quitte à le ramener ainsi dans l'orbite du Kremlin ; soit le Kremlin était persuadé qu'il pouvait, sans gros risques, acheminer l'Irak dans la voie d'une véritable « démocratie populaire ».

Nous reviendrons sur cet aspect. Retenons pour le moment que la politique d'appui inconditionnel à Kassem et à la bourgeoisie « patriotique » suivie par le P.C., véritable maître des masses dans le pays, va effectivement stimuler la résistance à la pression nassériste. D'autant plus que les complots successifs des féodaux insurgés contre la réforme agraire promulguée par le régime — si limitée qu'elle fut — des éléments pro-impérialistes et des officiers pro-nassériens, ont en réalité rendu le gouvernement bonapartiste de plus en plus dépendant de l'appui des masses, sur lesquelles règne maintenant sans conteste le Parti Communiste.

Insensiblement, Kassem est devenu le super-Kerensky de la Révolution irakienne. Le coup d'Etat de Mossoul a fait faire à la révolution un gigantesque pas en avant, en facilitant l'irruption révolutionnaire des masses sur l'arène politique, et en désorganisant davantage les forces réactionnaires.

On sait maintenant que le soulèvement du colonel Chawaf à Mossoul qui, pendant quelques heures, avait tourné au massacre des éléments communistes, s'est heurté ensuite à une forte résistance populaire. Des milliers d'ouvriers de Mossoul et des paysans des environs, rapporte le journal communiste Ittihad El Chaab, ont pris les armes et se sont battus contre les insurgés. Ils ont occupé les principaux centres de la ville et traqué, capturé et exécuté les chefs de la rébellion. A Bagdad même, de gigantesques manifestations, accompagnées d'actions de grève générale, dirigées par le P. C. irakien, se sont déroulées en signe de sympathie envers les victimes de la rébellion de Mossoul, et de solidarité avec les combattants prolétariens.

« La rébellion de Mossoul, reconnaissait L'Humanité du 12-3-59, a été écrasée par les milices ouvrières armées ».

Ces milices en effet existent et se développent en Irak. Kassem a dû les réautoriser et les renforcer. Elles constituent de plus en plus des forces essentielles du pays, son pouvoir « double » à côté d'autres organismes d'essence soviétique (1), face au gouvernement bonapartiste de Kassem, qui se voit obligé de recourir à leur protection.

(1) Le développement le plus important de ces dernières semaines (avril 1959) est la formation de la première Fédération des syndicats agricoles en Irak, que Kassem a dû autoriser. Les résolutions du Congrès constitutif de cette Fédération préconisent, entre autre, l'exécution des traîtres « anciens et nouveaux », la formation de milices paysannes et l'armement général du peuple.

Dans ces conditions, il devient clair que l'évolution ultérieure de l'Irak est actuellement entre les mains du P. C. irakien et du Kremlin. La voie vers le pouvoir révolutionnaire total est possible et même nécessaire. Sinon, le danger qui guette maintenant la révolution irakienne est le suivant : soit le Kremlin la sacrifie en tant que monnaie d'échange dans un nouveau compromis avec Nasser ; soit que ce dernier, profitant de la dislocation des forces conservatrices qui appuient Kassem, et d'une désorientation des masses, en cas d'attente prolongée qui n'aboutit pas à la victoire complète de la révolution, arrive à faire réussir un nouveau coup d'Etat renversant Kassem à l'improviste.

Il faut espérer que la vigilance des masses et leur dynamisme, attisé éventuellement par une nouvelle tentative réactionnaire, sauront pousser le P. C. irakien plus loin que ne le désire actuellement le Kremlin. Dans ce cas, la révolution prolétarienne peut triompher dans un des plus importants pays arabes du Moyen-Orient, ce qui ne manquera pas d'avoir des répercussions incalculables sur le développement de la révolution dans toute cette région.

Nasser s'acharne contre la révolution irakienne car il est conscient du caractère prolétarien et du dynamisme de celle-ci. La contradiction entre le développement actuel de la révolution irakienne et la tâche historique de l'unification de la nation arabe n'est qu'apparente.

Le P. C. irakien, au lieu de se défendre contre Nasser en devenant le champion de l'« indépendance » de l'Irak, aurait dû élaborer un programme concret d'unification de la nation arabe, qui ne saurait s'opposer aux impératifs de la révolution sociale arabe.

Quand il s'agit de l'unification entre deux pays arabes du même système social, l'impératif de l'unification doit prévaloir sur le caractère politique du régime sous lequel se ferait l'unification. Mais quand il s'agit de l'unification entre un pays arabe en train d'accomplir sa révolution anti-impérialiste et sociale à la fois, et un pays sous régime encore féodo-capitaliste, l'impératif de l'accomplissement de la Révolution sociale peut retarder l'heure de l'unification dans le même ensemble national. C'est actuellement le cas de l'Irak et de la R.A.U., pays entre lesquels cependant il ne devrait y avoir aucune difficulté pour établir immédiatement des rapports d'union fédérative par exemple.

Les événements démontrent qu'en réalité l'unification nationale arabe totale, durable et progressive, aspiration des masses révolutionnaires arabes, ne se fera que par elles, dans l'accomplissement de leur révolution sociale.

## L'évolution de la révolution algérienne

La Révolution algérienne est à nouveau devant un tournant. La lutte d'extermination des masses algériennes que mène depuis bientôt cinq ans l'impérialisme français n'a pas réussi à mettre à genoux les paysans et les ouvriers combattant sous le drapeau du F.L.N.

Il y a maintenant plus de 600.000 morts du côté algérien, d'innombrables villages détruits, des prisons et des camps de concentration pleins de militants algériens, aussi bien en Algérie qu'en France, plus d'un million de « personnes déplacées » en Algérie, parquées dans des conditions inhumaines qui stigmatiseront à jamais le visage barbare des brigands impérialistes engagés dans cette sale guerre coloniale.

L'impérialisme sauvage, déchaîné, encouragé par le manque de toute résistance tant soit peu efficace de la part du prolétariat français, cherche visiblement à changer carrément le rapport de forces entre l'élément arabe et l'élément européen en Algérie, par l'extermination physique, en masse, des femmes, des enfants, des hommes de l'Algérie martyre.

Il s'agit là d'une opération parmi les plus horribles de celles perpétrées par l'impérialisme à notre siècle, avant qu'il ne quitte la scène de l'histoire.

On doit mesurer la force de la Révolution algérienne par rapport à ce bilan atroce de la répression impérialiste. Luttant pratiquement seuls depuis bientôt cinq ans dans les conditions les plus adverses, les paysans et les prolétaires de l'Algérie tiennent toujours vaillamment tête aux forces déchaînées de l'impérialisme. Il s'agit là d'un

exemple de l'incroyable potentiel révolutionnaire des masses coloniales à notre époque, qui devrait servir à stimuler la lutte révolutionnaire du prolétariat français et européen, en retard choquant sur l'action de nos frères coloniaux.

Cependant, la saignée terrible que l'impérialisme français inflige à la vaillante Révolution algérienne ne va pas sans inconvénients graves pour l'avenir de cette révolution. La question d'une aide financière, matérielle et morale à celle-ci est maintenant urgente. On ne peut que s'étonner, s'indigner surtout, que les promesses d'aide à la révolution algérienne, faites à profusion à différentes reprises par certains Etats arabes et certains Etats ouvriers, ne se matérialisent pas, et restent une sorte de propagande verbale à l'adresse de leurs masses, solidaires de la révolution algérienne.

Il est urgent de cesser de monnayer la cause sacrée de la révolution algérienne pour des buts de « popularité » intérieure ou de diplomatie, et de passer à l'aide financière, matérielle et morale à celle-ci.

De ce point de vue, il faut saluer la décision de la Chine populaire d'aider sur une grande échelle la révolution algérienne. Il se peut également que le Kremlin, afin d'exercer une pression sur de Gaulle, maintenant allié d'Adenauer et croisé fervent de l'alliance atlantique, joue à fond la carte algérienne, aide matériellement et reconnaisse même, à une étape ultérieure, le gouvernement algérien.

L'éventualité de l'aide chinoise et peut-être de l'aide soviétique ne manquera pas de différencier le FLN entre une tendance « orientaliste » et une tendance « occidentaliste ». La première rencontrera incontestablement, et de plus en plus, l'appui de la base paysanne et prolétarienne du mouvement, décidée à continuer la lutte et avide de se procurer les moyens (argent, armes, etc.) d'où qu'ils viennent. C'est la tendance saine, l'aile marchante de la Révolution.

La tendance « occidentaliste » voudra temporiser encore avec l'impérialisme américain et ses alliés « bourguibistes » du Maghreb, Bourguiba lui-même et le roi du Maroc. C'est elle-même une tendance « bourguibiste » au sein du FLN, c'est-à-dire pro-occidentale et pro-bourgeoise, toujours portée à trouver un « compromis acceptable » avec l'impérialisme français.

Il faut espérer que cette tendance, combattue par les partisans de l'intérieur et les cadres prolétariens et plébiens de l'extérieur, se trouvera isolée au sein des organismes dirigeants du FLN, et qu'elle capitulera ou s'effacera d'une manière ou d'une autre.

Le danger constant qui guette la Révolution algérienne, privée de l'appui actif du prolétariat français, est naturellement le développement de cette tendance « bourguibiste », pro-occidentale et pro-bourgeoise, qui pourrait s'orienter vers un compromis favorable à l'impérialisme français.

Pour la combattre efficacement, il faudrait que le FLN se transforme d'un mouvement vague qu'il est encore à l'heure actuelle, en parti politique, avec un programme national et social défini, et avec une structure organisationnelle plus précise, capable d'exercer un véritable contrôle de la base au sommet. Il faudrait en outre, tirant profit des enseignements de toutes les révolutions qui ont abouti à de véritables victoires, transférer en Algérie même les organismes de direction et les lier à la base réelle de la Révolution : les combattants et la population algérienne. A l'extérieur, il faudrait naturellement continuer à avoir des « délégations diverses » des organismes dirigeants résidant en Algérie même et indissolublement liés à l'armée révolutionnaire.

Ces mesures sont les seules en réalité qui pourraient permettre d'éviter la corruption bureaucratique et néo-bourgeoise de la direction de la révolution, de politiser le mouvement et d'accroître son efficacité organisationnelle, y compris sur le plan militaire.

La conduite ultérieure de la révolution algérienne n'est pas une question exclusivement militaire, qui peut être résolue sur le plan des moyens financiers et matériels accrus. C'est avant tout une question politique, de programme, des perspectives.

L'armée ne peut devenir une véritable armée révolutionnaire, soudée à la population civile, que sur la base d'un programme social clair et hardi, définissant les buts à la fois anti-impérialistes, nationaux, démocratiques et sociaux de la révolution.

Le but de l'indépendance nationale doit aller de pair avec un programme précis sur la réforme agraire, les nationalisations, l'industrialisation, la libération des femmes, la structure démocratique réelle du nouveau pouvoir.

Doter la révolution d'un parti politique structuré, discipliné, d'un programme précis et d'organismes de direction liés à l'armée révolutionnaire et aux masses du pays, et effectivement contrôlés par elles, c'est insuffler à la révolution un nouvel élan invincible.

Ces changements influeraient aussi sur le plan de la conduite de la guerre, en facilitant les opérations par des petites unités ultra-mobiles, composées de combattants révolutionnaires conscients, et tirant tout le profit possible de leurs relations étroites avec la population, du terrain et de leur armement adéquat.

D'autres problèmes politiques doivent naturellement occuper dès maintenant l'attention d'une direction vraiment politisée de la révolution : la stratégie de la guerre, guerre limitée à l'Algérie ou embrassant tout le Maghreb ; dans ce cas politique adéquate de la révolution algérienne envers les populations tunisienne et marocaine qui ne sauraient être vraiment gagnées à de telles perspectives que sur la base du visage social affermi de la Révolution algérienne ; propositions de solution transitoire à présenter à l'impérialisme français, appuyées sur l'effort de guerre accru, etc.

Par exemple, l'intérêt de l'impérialisme pour les pétroles et autres richesses du Sahara est incontestablement actuellement à la base de son acharnement à maintenir l'Algérie sous son contrôle effectif.

Pour lui faciliter le dégagement de cette position, le gouvernement algérien pourrait envisager pour toute une période la constitution d'une société mixte de l'exploitation du Sahara, avec participation de l'Etat algérien, des capitaux français, éventuellement avec participation également marocaine et tunisienne, la condition sine qua non étant que l'Etat algérien détienne la majorité absolue des actions. D'autre part, les profits de cette exploitation pourraient couvrir des indemnités à envisager aux agrariens et industriels européens d'Algérie à exproprier.

Il ne s'agit là naturellement que d'indications simplement à titre d'exemple pour une politique concrète à élaborer afin de faciliter le dégagement de l'impérialisme français, aussi longtemps qu'une décision écrasante ne saurait intervenir sur le plan strictement militaire.

L'avenir de la Révolution algérienne dépend maintenant également de sa capacité de dégager une direction politique adéquate et de se politiser elle-même dans son ensemble au maximum.

## Le III<sup>e</sup> Congrès du Parti ouvrier unifié polonais

Parlant le 4 novembre 1956, au lendemain des événements d'octobre, devant la conférence nationale des cadres du Parti, Wladyslaw Gomulka déclarait que la période de l'histoire du parti comprise entre 1948 et 1956 était « révolue à jamais » et qu'une « nouvelle période » avait commencé avec le VIII<sup>e</sup> Plénum du Comité Central. Cette nouvelle période, affirmait-il, devrait être caractérisée par des « transformations qui doivent s'étendre à presque tous les domaines de la vie de notre nation. Le contenu des transformations envisagées, conçu de la manière la plus générale et la plus large, c'est la démocratisation de notre vie réalisée dans l'esprit des principes de base du socialisme ».

Parlant le 20 mars 1959 devant le III<sup>e</sup> Congrès du Parti Ouvrier Polonais Unifié, Gomulka n'a pas trouvé un mot pour mentionner les journées d'octobre, les conquêtes d'octobre, la « nouvelle période » et « la démocratisation de la vie de notre nation » ! Au contraire, il a présenté les choses comme s'il y avait continuité de direction et de ligne du parti de 1944 à aujourd'hui, comme s'il n'y avait eu que quelques « infractions à la légalité socialiste » qui avaient été commises « sous l'influence du culte de la personnalité et de Beria », comme si l'adversaire principal était le révisionnisme. Il s'est sans doute arrêté juste à temps pour ne pas affirmer que la décision historique fondamentale du VIII<sup>e</sup> Plénum avait été... la condamnation du révisionnisme !

On connaît l'argumentation « réaliste » avec laquelle Gomulka et sa fraction ont justifié la liquidation, morceau par morceau, des conquêtes d'octobre 1956 : le danger petit bourgeois et bourgeois est grand en Pologne même ; la Pologne doit continuer à faire partie du bloc soviétique (elle y est « condamnée par sa situation géographique ») ; l'U.R.S.S. ne peut pas permettre une « désagrégation de sa zone d'influence » sous la pression de « forces centrifuges ». Par conséquent, si l'on veut vivre en paix avec le Kremlin, il faut supprimer — d'abord dans le parti, puis, petit à petit, à l'extérieur du parti — toute expression d'opinion politique qui déplaît à la bureaucratie soviétique.

Que cette argumentation soit basée sur une série de sophismes manifestes, il n'est nul besoin de le démontrer ici. Ce qui est plus important, c'est de saisir la dialectique implacable à laquelle Gomulka lui-même a succombé. Lui qui a préféré aller en prison, après 1948, plutôt que de condamner Tito de façon injustifiée, a cette fois-ci lancé de nombreuses calomnies contre les communistes yougoslaves. Lui qui, au lendemain de Poznan, dans son fameux discours devant le VIII<sup>e</sup> Plénum, avait justifié l'emploi de la grève par les travailleurs, le leur interdit aujourd'hui même. Lui qui avait mis tant d'espoirs dans les conseils ouvriers, a été amené, en pratique, à les remplacer

par les « conférences de l'autonomie ouvrière », auxquelles il a assigné, dans son rapport devant le III<sup>e</sup> Congrès du Parti, des tâches typiquement stalinienne d'augmentation de la production et de sauvegarde de la « discipline du travail ».

Il ne s'agit pas de duplicité machiavélique, mais d'un pragmatisme qui s'efforce de résoudre les problèmes au jour le jour, sans analyser à fond les causes des « choses terribles » qui étaient arrivées en Pologne entre 1948 et 1956, sans comprendre la nature sociale de la bureaucratie, sans saisir le mécanisme qui relie la démocratisation de la vie publique à la démocratie ouvrière, à la dictature du prolétariat au sens léniniste du terme. Hier victime de la bureaucratie, Gomulka est ainsi devenu, en l'espace de quelques années, son suppôt et son principal soutien.

Cela ne veut pas dire qu'en pratique, rien ne subsiste des « conquêtes d'octobre ». Malgré son apparente monotonie et son semblant de monolithisme, ce Congrès n'a été rendu possible que par le début de révolution politique que la Pologne connut en octobre 1956.

La fraction stalinienne qui fut solidement installée à la direction du Parti et qui contrôla d'innombrables rouages de l'administration d'Etat, notamment grâce à l'appui soviétique dont elle jouit ouvertement, a été largement éliminée. Klosiewicz et Matuszewski avaient déjà été éliminés au cours du XI<sup>e</sup> Plénum du C. C. qui précéda le III<sup>e</sup> Congrès. Au cours de ce Congrès, Mazur, Mijal, Wasilkowska, Minc et d'autres stalinien ne furent pas réélus membres du Comité Central. Trois solides partisans de Gomulka, Kliszko, Gierek et Sychalski, furent adjoints au Bureau Politique.

Cette défaite étonnante des stalinien, étant donné les mesures pratiques qui ont entre temps découragé et rejeté dans la passivité la classe ouvrière, s'explique essentiellement par le changement de ligne de Moscou. Pour mener la lutte contre une fraction activement soutenue par le Kremlin, l'appui actif du prolétariat était indispensable. Pour écraser une petite fraction abandonnée par Moscou et isolée du peuple, un soutien passif des masses suffisait. Ce soutien, Gomulka ne l'a point perdu. Sa victoire put donc être décisive.

Par ailleurs, si Gomulka lui-même n'a pas soulevé le problème du « dogmatisme » dans son rapport, divers orateurs y ont fait des allusions, « en sens divers » il est vrai. Novak, le seul natolinien à prendre la parole au cours du Congrès, a essayé de justifier son attitude en affirmant que, comme le révisionnisme était déjà le danger principal en 1956, il avait pu se tromper en tout honneur sur la portée des réformes envisagées à ce moment. D'ailleurs, pour lui, le révisionnisme s'identifie carrément avec « le rétablissement du capitalisme » !

Voilà donc Gomulka presque pris au piège de sa propre théorie courante. Ce fut Alexander Zavadski, ex-stalinien passé avec armes et bagages dans le camp de Gomulka entre le VII<sup>e</sup> et le VIII<sup>e</sup> Plénum, qui fut chargé de l'attaque contre le « dogmatisme ». Il le fit sous les applaudissements frénétiques du Congrès, qui montra, du moins à cette occasion, de quel langage il conservait la nostalgie.

Par ailleurs, certaines controverses furent inscrites en filigrane dans le Congrès : celle du rythme de l'industrialisation et celle de la politique agraire reçurent le plus d'attention. Sur la première question, qui avait soulevé un débat passionné au XI<sup>e</sup> Plénum du Comité Central, et fourni aux stalinien la dernière occasion de « prendre l'offensive », Gomulka utilisa des formules de compromis. Il n'exclut pas que le C. C. pouvait revoir les objectifs du Plan, si ceux-ci s'avéraient trop pessimistes au cours des années à venir. Par contre, sur la question agraire, il resta intransigeant. La socialisation de l'agriculture reste le but ultime du Parti ; mais elle ne peut se réaliser que par l'adhésion volontaire des paysans.

Ceux-ci, faisant confiance à Gomulka, ont entrepris d'investir dans l'agriculture polonaise, dont les progrès sont remarquables depuis deux ans. S'il y a une constante dans la politique de Gomulka, à laquelle il n'a admis aucune entorse depuis octobre 1956, c'est bien son « cours vers le paysan ». Pour le faire admettre, sans grand mal d'ailleurs, par Khrouchtchev, il a été prêt à sacrifier ses amis et ses alliés. Aussi est-ce plutôt paradoxal de l'entendre fulminer contre les révisionnistes « agents de l'ennemi de classe », alors que la seule classe qui ait durablement profité des « conquêtes d'octobre » soit précisément... la paysannerie !

Les observateurs étrangers qui ont pu assister au Congrès ou qui se sont trouvés à Varsovie au moment du Congrès confirment que l'atmosphère reste fort détendue dans la capitale polonaise. Les discussions, les remarques sarcastiques, les coups d'épingle, les recherches historiques objectives, tout cela continue comme depuis 30 mois. Pourtant, on se bernerait d'illusions en croyant que le retour en arrière que Gomulka vient de marquer sur tous les domaines politiques n'aura pas d'effets dans le domaine de la liberté d'expression. La censure fonctionne de plus en plus efficacement ; on supprime des revues ; on interdit la publication de certains livres... Un vent glacial détruit les jeunes bourgeois du printemps d'octobre. Mais d'autres printemps lui succéderont.

## « L'indépendance » cyprïote

Une phase de la révolution cyprïote vient de s'achever. Les accords de Zurich et de Londres ont amené la direction nationaliste de la révolution cyprïote à se contenter d'une indépendance formelle de l'île, agrémentée de toutes sortes de limitations imposées par l'impérialisme britannique et ses alliés atlantiques, les gouvernements turc et grec.

Les masses cyprïotes ont consenti, plus particulièrement depuis 1955, des sacrifices immenses, dans une lutte tenace, héroïque, de tous les jours, pour se débarrasser effectivement de l'impérialisme et accéder à leur véritable auto-détermination. Dans cette lutte, l'aspiration de l'écrasante majorité grecque de l'île de se trouver intégrée dans la nation grecque, n'a pas fait défaut un seul instant.

Les accords conclus à Zurich et à Londres, en l'absence de toute consultation démocratique des masses cyprïotes, garantissent le maintien des bases militaires de l'impérialisme britannique dans l'île, y surajoutent la présence militaire des gouvernements turc et grec, autorisent l'intervention contre-révolutionnaire des uns et des autres contre toute tentative des masses cyprïotes d'altérer ce statu quo, excluent l'union avec la Grèce, et s'apparentent largement à un statut de partition de fait de l'île entre la majorité grecque (quatre-cinquièmes) et la minorité turque.

Loïn d'assurer les droits légitimes de la minorité turque dans le cadre d'une coexistence démocratique, fraternelle, avec la majorité grecque de l'île, les accords de Zurich et de Londres érigent un statut administratif mixte, des plus complexes, destiné à perpétuer l'antagonisme ethnique au détriment de l'union des masses travailleuses grecques et turques de Chypre contre leurs exploités communs : l'impérialisme, les bourgeoisies grecque et turque, les notables indigènes.

Les accords furent le résultat de la pression de Washington aussi bien sur Londres que sur Ankara et Athènes, pour trouver un compromis acceptable et sauvegarder ainsi les intérêts supérieurs de l'alliance atlantique.

Le gouvernement grec de Karamanlis n'était que trop pressé de voir la question cyprïote « résolue », les masses grecques ayant tendance à s'en servir pour lutter en réalité contre l'impérialisme et contre la bourgeoisie grecque.

Quant à l'archevêque Makarios, leader nationaliste cyprïote, il représentait la combinaison des intérêts de la bourgeoisie grecque et des notables cyprïotes. L'Eoka était jugée, du point de vue de sa direction, l'instrument militaire de la direction politique nationaliste. Makarios et Grivas (1), dirigeant insaisissable de l'Eoka, ont dû capituler devant les ordres reçus d'Athènes et leur peur de voir le mouvement des masses dans l'île se polariser de nouveau à gauche.

Mais ce danger n'est que partie remise. Les masses cyprïotes, qui ont su ingénieusement développer des formes spécifiques de lutte armée adaptées aux conditions de l'île — une organisation « terroriste » disséminée, camouflée, protégée, au sein de la population complice — ne seront pas prêtes à entériner le régime bâtarde de l'« indépendance » sous contrôle effectif de l'O.T.A.N. Partant des premiers résultats acquis par leur lutte tenace, qui leur accordent une certaine autonomie, elles poursuivront leur révolution commencée pour accéder à une véritable auto-détermination. Celle-ci dans le cadre d'une République cyprïote ouvrière et paysanne, éventuellement fédérée à la Grèce, avec les droits de la minorité turque pleinement garantis, et toutes les séquelles de l'impérialisme étant définitivement liquidées.

Les stalinien cyprïotes se sont longtemps contentés de laisser la question cyprïote dégénérer en pomme de discorde entre les partenaires atlantiques anglais, turc et grec. Pour cette raison, ils n'ont que très mollement réagi à la passation de la direction du mouvement national de leurs mains dans celles des nationalistes réactionnaires à la Makarios et Grivas. Maintenant, l'île devenant base militaire de l'O.T.A.N. tout entière, et les nationalistes ayant déposé les armes, il est aisé de prévoir que les stalinien redeviendront les champions ardents de la lutte nationale, tout en sabotant de nouveau les objectifs sociaux proprement dits des masses (2).

Les trotskystes cyprïotes, tout en s'insérant dans le mouvement national tel qu'il est, indépendamment de sa direction, sauront mettre en avant le véritable programme transitoire, national et social, capable de conduire la révolution cyprïote à sa victoire totale.

(1) Il ne faut pas oublier que le nouvel « héros » national fut, en Grèce, vers la fin de l'occupation allemande et immédiatement après, le dirigeant de l'organisation fasciste « Khi », lancée contre le mouvement révolutionnaire des masses grecques.

(2) « La gauche cyprïote », lisons-nous dans l'organe stalinien *Vima*, de Londres, du 14-2-1959, « malgré ses réserves sur les accords Zurich-Londres, va travailler avec désintéressement et conséquence patriotique pour l'unité de tous les Grecs cyprïotes, indépendamment des divergences idéologiques et politiques », etc... (Déclarations de E. Papaioannou, dirigeant de l'AKEL).

## L'évolution de la conjoncture économique

Il est encore trop tôt pour se prononcer sur la question de savoir si la récession, commencée en 1957, est en train de céder la place à un nouvel essor ou si elle se prolongera par une période plus étendue de stagnation relative. En tout cas, aux Etats-Unis la récupération incertaine et graduelle qui débuta en mai 1958 donne des signes d'accélération. En mars et en avril, la production industrielle s'est élevée de 2 points par rapport au mois précédent (au lieu de 1 point seulement jusqu'en février 1959). D'autre part, les aciéries travaillent depuis plusieurs semaines déjà à plus de 90 % de leur capacité.

Il est vrai que c'est la reprise dans ce domaine qui contribue à augmenter l'indice général de la production industrielle et, d'autre part, que cette reprise est en partie artificiellement gonflée par la perspective d'une grève éventuellement prolongée des ouvriers de l'acier en juin ou d'une nouvelle augmentation du prix de l'acier. Mais la reprise de l'acier est également due au démarrage de l'industrie de l'automobile (plus de 20 % que l'an dernier) et d'autres articles durables.

D'autre part, le boom du bâtiment, qui s'est maintenu pendant toute la période de récession, se poursuit sans donner des signes d'un essoufflement prochain.

Dans ce tableau d'un redressement qui s'accélère, les points noirs sont les suivants : le chômage, quoique en diminution, se maintient officiellement à plus de 4 millions, à plus de 5 millions selon les dirigeants syndicaux. Il y a aussi confirmation qu'il s'agit surtout de chômage technologique, résultant du progrès de l'automatisation, l'accroissement de la productivité étant à la base de l'augmentation de la production. On prévoit que, par suite de nouveaux progrès de la productivité et du nombre accru de jeunes gens s'intégrant dans le marché du travail, la résorption des 6 % de chômeurs sera laborieuse.

La reprise dans les secteurs des machines-outils, de la construction industrielle et des biens durables, bien qu'amorcée, reste encore très lente.

Les exportations continuent à stagner, face à un accroissement des importations, causant une sérieuse hémorragie des réserves d'or du pays.

D'autre part, la spéculation boursière se poursuit, le public jouant les valeurs industrielles contre les titres du gouvernement.

De cette description sommaire de l'évolution économique aux Etats-Unis se dégagent les conclusions suivantes qui pourraient servir de lignes indicatrices pour l'évolution ultérieure. Pour que la reprise s'accélère au rythme d'un nouveau boom, il faudrait qu'à un moment donné intervienne le facteur de nouveaux investissements, privés ou publics, importants. Cette perspective ne se dessine pas pour le moment.

Malgré une stabilisation relative des prix depuis la reprise, le danger d'une nouvelle inflation guette l'économie américaine et préoccupe les responsables de celle-ci. Ce qui se passe avec les exportations et la Bourse indique une fuite certaine devant le dollar dont la valeur d'achat diminue. La Trésorerie doit maintenant lutter constamment contre le danger de déficits commerciaux et budgétaires menaçants, qui diminueraient la capacité compétitive de l'industrie américaine dans l'actuel climat de concurrence internationale avivée. La Trésorerie se trouve devant le problème de refinancer 260 milliards de dollars de dettes pendant les cinq prochaines années. Au début de cette année, elle a offert de payer un taux d'intérêt de 3,25 % pour une extension d'un an et de 4 % pour une extension de trois ans, de ses titres arrivant à échéance, soit le taux le plus élevé depuis 25 ans. Mais les porteurs de 22 % de la dette totale demandèrent à être payés comptant, considérant probablement qu'on pouvait avec certitude spéculer à la Bourse, mais qu'économiser en titres était une spéculation. Près d'un tiers de la dette de la Trésorerie est en titres d'épargne payant un intérêt de 3,25 % et pouvant être monnayés à tout moment.

Quant à l'économie de l'Europe occidentale, il y a là également des signes de reprise, lente et incertaine pour le moment, à nouveau plus visibles dans le cas de l'Allemagne occidentale. De toute façon, le taux de la nouvelle expansion reste partout sensiblement inférieur à celui du boom des années 1954-57, et surtout par comparaison avec celui de l'expansion en cours de l'économie de l'URSS et des autres Etats ouvriers européens. Les progrès enregistrés par tous ces Etats en 1958 se situent aux environs de 8 à 10 % par rapport à l'année précédente et semblent s'accroître davantage dans le courant de cette année.

## Des livres

Le mouvement trotskyste se trouve enrichi de publications récentes que nous signalons tout particulièrement à l'attention de nos lecteurs.

En français vient de paraître le tome III des « ECRITS » de Léon Trotsky, un volume de près de 600 pages, rassemblant tout ce que le grand révolutionnaire a écrit sur ces deux grands moments du mouvement ouvrier européen d'entre les deux guerres : la tragédie du prolétariat allemand face à la montée nazie, et la Révolution espagnole. Ces pages, ce ne sont pas seulement des documents historiques, ce sont aujourd'hui des armes pour la lutte que les masses doivent encore mener pour abattre le capitalisme, pour se dégager des directions funestes qui ont provoqué tant de catastrophes.

\*\*

A ceux de nos lecteurs qui connaissent l'italien, nous signalons :

a) un livre de TROTSKY : « Letteratura, Arte, Liberta », publié par l'éditeur Schwarz, de Milan. Ce livre, qui contient, entre autre : « Littérature et révolution » et « Leur morale et la nôtre », ainsi qu'un essai sur le marxisme et la science, etc..., donne, sur les questions de culture et d'esthétique, des exemples prestigieux d'application du marxisme, absolument opposés aux défigurations si grossières des stalinien.

b) un livre du camarade Livio MAITAN : « Trotsky, oggi » (Trotsky aujourd'hui) édité par Giulio Einaudi. Cet ouvrage rassemble les positions essentielles de Trotsky sur les questions fondamentales (Etat, bureaucratie, démocratie ouvrière, paysannerie, socialisme dans un seul pays, révolution coloniale, internationalisme prolétarien) et fait justice des calomnies stalinien, entre autres en matière de rapports entre Lénine et Trotsky.

La tragédie du prolétariat allemand (1933)

La Révolution espagnole (1931-39)

## ECRITS de Léon TROTSKY (TOME III)

Des analyses, des renseignements, des vues théoriques sur des événements historiques qui restent d'actualité.

Un volume de 600 pages : 1.600 frs. — Commandes à C.C.P. FRANK 12648-46, Paris, 64, rue de Richelieu.

Les 3 tomes des « Ecrits » déjà parus : 2.500 francs.

## E. GERMAIN

# Le 21<sup>e</sup> Congrès du P. C. de l'U. R. S. S.

Congrès « morne », contraste « décevant » avec le 20<sup>e</sup> Congrès, congrès « insignifiant », réunion « purement technique » : voilà quelques-unes des formules que les observateurs occidentaux ont employées au sujet du 21<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique, qui s'est réuni dans la capitale soviétique du 27 janvier au 5 février 1959. Toutes ces remarques contiennent un noyau de vérité — mais seulement un noyau !

Après le dramatique 20<sup>e</sup> Congrès, culminant dans la dénonciation du culte de Staline et le rapport secret de Khrouchtchev, le 21<sup>e</sup> Congrès ne pouvait pas offrir un équivalent de sensation. La bureaucratie soviétique, après la dure leçon des événements de Pologne et de Hongrie d'octobre-novembre 1956, entreprit un effort exceptionnel pour resserrer son contrôle politique sur l'ensemble de son empire. Khrouchtchev a accepté le point de vue que toute nouvelle phase « bruyante » de déstalinisation menace directement le règne de la bureaucratie. C'est d'ailleurs après cette concession faite à Molotov et Cie que le « groupe anti-parti » semble s'être mépris sur l'ampleur de la victoire remportée ; il est passé à l'attaque au Bureau Politique en juin 1957, avec les conséquences qu'on connaît. Mais dans sa défaite, il a conservé l'avantage sur un point essentiel. Au 21<sup>e</sup> Congrès, il n'y eut pas de nouvelle dénonciation de Staline ; c'est à peine si son nom fût prononcé une ou deux fois.

Par contre, rien de ce qui a été dit ou fait à ce Congrès n'accorde de crédit à l'hypothèse que les décisions du 20<sup>e</sup> Congrès seraient à leur tour soumises à révision. Au contraire, le rapporteur lui-même et un grand nombre d'orateurs insistèrent sur le fait que les « violations de la légalité soviétique », que les « infractions à la démocratie socialiste et à la démocratie intérieure du Parti », ont été totalement et définitivement abolies. Le 21<sup>e</sup> Congrès apparaît ainsi comme un Congrès qui confirme et consolide, sur le plan politique, les principales tendances de la « déstalinisation », sans passer outre les limites fixées par la bureaucratie à partir de fin 1956.

L'accent du Congrès fut mis sur le plan septennal, largement développé dans le rapport de Khrouchtchev. Nous avons déjà analysé les principaux aspects de ce plan dans le numéro précédent de « Quatrième Internationale » (1) ; nous ne le traiterons donc plus ici, c'est sur d'autres sujets discutés au 21<sup>e</sup> Congrès que nous voudrions nous étendre, sujets auxquels ni la presse bourgeoise ni la presse stalinienne n'ont accordé une attention suffisante, et qui révèlent pourtant d'importantes tendances de développement de la société soviétique et de la politique du PC de l'U.R.S.S.

(1) Voir dans le numéro de janvier 1959 notre article : « Du 20<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> Congrès du P.C. Soviétique. »

## LA LUTTE CONTRE LE GROUPE ANTI-PARTI

A côté du plan septennal lui-même, ce fut la dénonciation du groupe anti-parti qui servit de thème général à presque tous les orateurs du Congrès. Et en quels termes !

Telle une litanie byzantine, les machinations « honteuses », « éhontées », « ignobles », « criminelles », « fractionnelles » de ce groupe sont dénoncées de façon stéréotypée et monotone par les bureaucrates qui se succèdent à la tribune. Quelle distance sépare ce Congrès, non seulement des Congrès de l'ère léniniste mais encore des Congrès du début de l'ère stalinienne, quand la tradition et les cadres bolcheviks n'avaient pas encore été détruits ! Là, du moins, des arguments politiques — fussent-ils faux, démagogiques ou même calomnieux — furent encore échangés.

Rien de cela ici. Il s'agit d'une « dénonciation » qui est à mi-chemin de l'excommunication et du rapport de mouchardage. Sur le plan du style, le PC de l'U.R.S.S. ne semble avoir surmonté ni le « culte de la personnalité » ni même les séquelles des « activités criminelles de l'ennemi de l'Etat, Béria ».

Si nous l'examinons de plus près, cette morne litanie nous révèle pourtant quelques faits intéressants. Tout d'abord, sur un total de 83 orateurs soviétiques qui ont pris la parole au 21<sup>e</sup> Congrès, 60 ont dénoncé le groupe anti-parti, et 23 ne l'ont pas fait. Qui sont ces 23 ? Nous y retrouvons, à trois exceptions près, tous les ouvriers et agriculteurs du rang qui ont pris la parole au Congrès, ainsi que tous les académiciens et savants ! Cela mérite

d'être retenu. Les 83 orateurs se divisent en 64 bureaucrates du parti et de l'Etat (y compris un unique porte-parole de l'armée, le maréchal Malinovsky) et en 19 représentants de la « base » (ouvriers, agriculteurs et intellectuels). Sur les 64 bureaucrates, 57 ont participé à la dénonciation rituelle ; sept se sont abstenus. Sur les 19 représentants de la « base », trois seulement (un ouvrier et deux kolkhoziens) ont attaqué le groupe anti-parti ; seize se sont abstenus.

Il faut naturellement se garder d'accorder à ce fait révélateur plus d'importance qu'il n'en mérite. Parmi les bureaucrates qui ne se sont pas joints à la campagne contre le groupe « anti-parti » se trouve le tristement célèbre Semitchastny, secrétaire du CC des Komsomol au Congrès et gendre de Khrouchtchev (il a été depuis lors déplacé de ce poste). Semitchastny a la renommée d'être un hyper-stalinien dans la « fermeté » ; il s'est « distingué » en comparant Pasternak à un « porc qui salit son étable ». Il est d'autre part peu probable qu'il ait été un allié de Molotov, toute son ascension étant due à Khrouchtchev. Le fait qu'il ait fait preuve de « manque d'orthodoxie » peut s'expliquer simplement par un oubli, ou par le désir de manifester que les Komsomol « ne font pas de politique ».

D'autre part, les ouvriers qui se sont abstenus d'attaquer le groupe anti-parti sont décrits comme tels par les seuls documents officiels du Congrès. Nous ignorons s'il s'agit de véritables ouvriers, de chets d'équipe, de contremaîtres ou de membres du personnel de maîtrise.

Néanmoins, cette division étrange des orateurs mérite d'être soulignée ; elle le mérite d'autant plus que Khrouchtchev désigne nommément dans sa réplique un certain nombre d'orateurs qui ont fait des exposés « remarquables » — et qu'à quelques exceptions près, il s'agit précisément des orateurs qui se sont abstenus d'attaquer le groupe anti-parti.

Mieux : il y a eu une certaine gradation dans les attaques contre le groupe « anti-parti ». Alors que la plupart des orateurs se sont contentés de répéter les adjectifs mentionnés ci-dessus, vers la fin du Congrès les attaques sont devenues de plus en plus dures, et de plus en plus lourdes de sous-entendus.

Ainsi, J.P. Kolustchinski (dirigeant du PC d'Omsk) parla du « groupe de conspirateurs ». Joudine renchérit et affirme que si les « conspirateurs criminels » n'avaient pas été « désarmés » par le C.C., le communisme aurait été « décisivement affaibli » en U.R.S.S. Kousmine, chef de la commission du plan, fait un pas de plus et accuse Pervoukhine et Sabourov d'avoir, de mauvaise foi (donc pour des intentions mauvaises ?) freiné le développement de l'industrie pétrolière et chimique, et d'avoir poussé aux centrales thermiques à carburant solide, plutôt qu'à carburant liquide. L'accusation touche presque le domaine du sabotage ! Un certain Chegaline, chef du parti à Stalingrad, reprend et élargit cette même accusation, et un certain Denisov, bureaucrate de Saratov, accuse même le groupe « anti-parti » d'avoir

voulu sciemment retarder l'avance du pays vers le communisme.

Toutes ces accusations sont de nature à rappeler la formule d'« ennemi du peuple » que le procureur Rudenko avait prononcée à la dernière session du Soviet Suprême. Et pourtant, Khrouchtchev, dans sa réplique, ne leur fait pas écho. Les membres du groupe « anti-parti » ne sont pas exclus du parti ; Pervoukhine et Sabourov ne sont même pas exclus du Comité Central. Il est vrai que le renouvellement de cet organe n'était pas à l'ordre du jour. Mais la campagne de Kousmine visait sans aucun doute des mesures extrêmes ; celles-ci ne se sont pas produites. Kousmine lui-même, au lendemain du Congrès, a été démis de ses fonctions. Faut-il y voir un signe que la direction a voulu tranquilliser la masse des bureaucrates et des membres du parti ? Ceux-ci ont dû sans doute craindre que les attaques contre le groupe « anti-parti » ne donnent le signal de nouvelles mesures extrêmes qu'on avait pourtant promis d'éviter.

Nous avons dit que le style de ce Congrès reste plus proche de celui des Congrès staliniens que de celui des Congrès de l'ère 1923-27, sans parler des Congrès auxquels Lénine participa. La composition du Congrès, révélée par le rapport de la commission des mandats, donne à ce propos quelques précisions terrifiantes. Sur 1.269 délégués au Congrès, huit — nous disons : huit — sont de vieux bolchéviks, c'est-à-dire des membres du parti au moment de la révolution d'Octobre.

Or, à ce moment le parti bolchévik comptait 240.000 membres, dont des dizaines de milliers de jeunes, âgés de 20 à 30 ans, qui auraient aujourd'hui de 62 à 72 ans. Beaucoup sont morts dans la guerre civile, mais des dizaines de milliers ont survécu. D'ailleurs, à la fin de la guerre civile, le parti bolchévik comptait en mars 1921, 732.500 membres. Or, de ces membres, qui comportaient certainement un tiers de personnes de moins de 35 ans (qui auraient eu moins de 73 ans aujourd'hui), 45 — nous disons quarante-cinq sur 200.000 — sont délégués au XXI<sup>e</sup> Congrès...

Faut-il d'autres chiffres pour se rendre compte de l'effroyable hécatombe que Staline a provoquée dans les rangs des bolchéviks ?

Il est d'ailleurs significatif que Khrouchtchev lui-même n'a adhéré au parti bolchévik qu'après octobre 1917, bien qu'au moment de la révolution il avait déjà 23 ans. Il ne se trouvait pas dans l'élite de la jeunesse ouvrière russe, dont des dizaines de milliers de fils, du même âge ou moins âgé que lui, rejoignirent les rangs du parti avant la victoire de la révolution.

Ajoutons encore que sur 1.269 délégués, il n'y avait que 399 ouvriers et kolkhoziens et 50 intellectuels actifs comme tels ; le reste, soit 820 délégués, étaient des bureaucrates. Ceux-ci constituaient donc près des deux-tiers des délégués du Congrès : proportion significative, même si elle est légitimement inférieure à celle du XX<sup>e</sup> Congrès.

## LA LIQUIDATION DES « VIOLATIONS DE LA LEGALITE ET DE LA DEMOCRATIE SOVIETIQUE »

Un grand nombre d'orateurs prit la parole au sujet des décisions du 20<sup>e</sup> Congrès concernant la « répression des violations de la légalité et de la démocratie soviétiques ». Ce fut le troisième thème plus ou moins généralement traité au Congrès. Si de nombreuses déclarations, en cette matière également, furent plutôt stéréotypées, plusieurs remarques méritent d'être mises en relief.

Ainsi Khrouchtchev lui-même affirma qu'il n'y avait plus de prisonniers politiques aujourd'hui en U.R.S.S. et que personne n'était plus persécuté pour ses opinions politiques. Mikoyan s'étendit sur le même sujet et déclara notamment :

« La démocratie soviétique a fait de grands pas en avant, et plus nous avançons, plus cette évolution s'approfondit, en même temps que l'ordre social du pays socialiste se consolide et se perfectionne. Chaque pas qui nous rapproche du communisme donne de plus en plus d'importance au rôle de la persuasion, de l'influence sociale, de l'éducation communiste et de la discipline consciente des membres de la société communiste, et tend à réduire de plus en plus l'emploi des moyens de contrainte. Il n'y a plus aujourd'hui chez nous de représailles contre les citoyens pour des raisons politiques. »

Le ton de Mikoyan est ici différent de celui qu'emploient tous ses collègues. Il est le seul orateur qui affirme que « le 21<sup>e</sup> Congrès est le développement organique du 20<sup>e</sup> Congrès ». On sent que c'est une école différente qui parle ici, et en fait Mikoyan est un de ces huit délégués du Congrès qui étaient déjà membres du Parti en octobre 1917. Cela se sent à ses paroles... Il est d'ailleurs intéressant de constater que Mikoyan affirme que jamais auparavant les liens entre le parti et les masses n'étaient aussi solides que maintenant. Naturellement, cette affirmation rituelle se retrouve dans tous les Congrès précédents du P.C. bolchévik. Mais peut-être est-elle à mettre en rapport avec le « déperissement de la fonction de contrainte » ? Peut-être admettra-t-on aujourd'hui que lorsque l'Etat et la police, loin de déperir, atteignaient un degré de puissance totale inconnu, comme ce fut le cas entre 1934 et 1954, cela ne témoignait guère de la solidité mais au contraire du déclin de la société, cela ne prouvait pas l'adhésion enthousiaste mais au contraire l'opposition — fût-elle tacite — des citoyens envers le pouvoir ?

Sans aucun doute, cette opposition a-t-elle perdu beaucoup de sa violence, maintenant que les besoins fondamentaux des consommateurs commencent peu à peu à être satisfaits. Néanmoins Chélinine, le nouveau chef de la police, se voit obligé de constater que les services de sécurité (police politique) tout en limitant leurs fonctions, restent indispensables ; et il a également en fait contredit l'affirmation selon laquelle ces services se dirigeraient exclusivement vers l'étranger. Ses objectifs sont, dit-il « quelques renégats, des hommes dégénérés, des ivrognes, des ba-

vards qui pourraient (!) tomber dans les filets de l'ennemi ».

S'il n'y avait vraiment que de telles exceptions, on ne voit pas très bien pourquoi il faudrait maintenir un appareil extrêmement lourd et coûteux (même s'il a été considérablement réduit, comme l'a affirmé Khrouchtchev, disant sans doute la vérité). En fait, si la cohésion de la société soviétique a été augmentée au cours des dernières années, nous sommes encore loin d'une « société sans classes ». C'est là, et là seulement, que réside le secret de la survivance des « organismes de répression orientés vers l'intérieur ». Mais on ne peut l'expliquer sans remettre en doute le dogme de la « construction achevée de la société socialiste ».

Aussi bien Khrouchtchev que Chélinine ont insisté sur la nécessité de transmettre à des « organisations sociales » certaines fonctions exécutées jusqu'à maintenant par l'appareil d'Etat. Chélinine cite l'exemple du grand nombre de jeunes délinquants dénoncés à la justice (ce qui, entre parenthèses, jette une lumière fort crue sur « l'harmonie sociale » qui règne dans cette « société sans classes »). Il le regrette à juste titre, et demande que des jeunes puissent être rééduqués et corrigés amicalement par les syndicats, les organisations de jeunesse, le collectif d'entreprises, plutôt que par la justice et la maison d'internement. Khrouchtchev de son côté envisage l'administration par les syndicats des maisons de vacances, la remise entre les mains d'organisations de sportifs de l'équipement relatif au sport, le développement par des organisations bénévoles (notamment des groupes d'amateurs de théâtre, des orchestres d'amateurs etc.), d'activités culturelles diverses.

Tous ces développements sont à saluer et marquent la détente incontestable qui se manifeste actuellement dans les relations sociales en U.R.S.S. Certains apologistes occidentaux — notamment le groupe allemand « Arbeiterpolitik » — ont parlé à ce propos de « déperissement de l'Etat ». C'est une exagération qui frise le ridicule. A ce compte-là, « l'Etat déperirait » depuis longtemps en démocratie bourgeoise, où les phénomènes maintenant montrés en épingle sont courants depuis des décades. Le jour où des conseils ouvriers prendront en main la gestion des entreprises ; le jour où des groupes de travailleurs exécuteront à tour de rôle les fonctions dirigeantes des grandes municipalités ; le jour où des groupes de citoyens prendront l'initiative de faire publier partout en U.R.S.S. des quotidiens politiques, ce jour-là, on pourra parler d'un « déperissement de l'Etat » dans le sens où Lénine emploie le terme. Car ce jour-là, l'Etat ouvrier démocratisé sera à la fois un Etat et un Etat qui déperit, par sa fusion grandissante avec la masse des citoyens.

En U.R.S.S., où l'appareil administratif reste le plus lourd du monde et où l'initiative politique et administrative des travailleurs est infiniment réduite par rapport à celle des premières années de la

révolution, parler de « déperissement de l'Etat » c'est tromper cyniquement les masses — à moins de se tromper soi-même !

Chvernik a affirmé que « tous les communistes condamnés sans fondement ont été réadmis dans le parti », et il a ajouté que ces mesures concernaient surtout « des cadres dirigeants (!) du Parti, de l'Etat, de l'économie et de l'armée ». Souslov a promis que les comptes rendus des Congrès et des conférences du Parti bolchévique seront reproduits. Il est incontestable que la falsification de l'histoire la plus hystérique tend à « déperir » en U.R.S.S. ; mais elle n'est pas remplacée par une recherche objective de la vérité — du moins pas de la part des dirigeants du parti et de l'Etat.

La préface aux « Mémoires » d'Antonov-Ovsénko ; la préface et les notes aux « Dix Jours qui ébranlèrent le Monde » de John Reed — deux des publications les plus sensationnelles en U.R.S.S. au cours des dernières années — montrent que la déstalinisation s'arrête au niveau qui précède la grande « épuration ». On continue à combattre le « trotskysme » à l'aide de calomnies politiques, mais ce sont les calomnies des années 1926-32 plutôt que celles des années 1936. Le résultat objectif de cette « évolution », c'est de donner aux jeunes et aux chercheurs honnêtes la possibilité de se réorienter par leurs propres moyens ; et cela promet pour l'avenir !

La « libéralisation » de la vie publique en U.R.S.S. n'était pas seulement une concession aux larges masses ; c'était aussi une concession à la masse de la bureau-

## LA LUTTE POUR L'AMELIORATION DU NIVEAU DE VIE

Après le plan septennal, la dénonciation du groupe anti-parti et le « rétablissement des normes léninistes de démocratie et de la légalité soviétique, quatrième thème-clé du 21<sup>e</sup> Congrès, l'amélioration constante du niveau de vie du peuple soviétique. En cette matière, les réalisations des dernières années sont incontestablement impressionnantes, même si souvent les promesses n'ont pas toutes été tenues dans les délais envisagés. De nombreux orateurs sont venus confirmer par des chiffres les progrès réalisés et les progrès prévus dans les années à venir. Espérons que tous ces plans — et notamment celui de la construction de logements, le plus impressionnant et le plus urgent de tous — seront effectivement réalisés et que le peuple soviétique verra son standing s'élever de façon notable après des décades de sacrifices terribles.

Pourtant, les dirigeants de la bureaucratie qui, pour la première fois, pouvaient citer des arguments solides en faveur du régime soviétique, n'ont pas pu s'abstenir de tomber dans une démagogie facile et outrancière ; on ne se défait pas facilement de ses mauvaises habitudes.

C'est ainsi qu'en comparant la consommation du sucre en U.R.S.S. et aux Etats-Unis, les orateurs du 21<sup>e</sup> Congrès ont cité les chiffres de production courante et les

cratie qui, sous Staline, était exclue de l'exercice effectif du pouvoir et en danger permanent de perdre ses privilèges et sa vie pour des raisons arbitraires. Nous avons souvent insisté sur ce fait, comme nous avons souligné à ce propos que la direction actuelle du Parti cherchait à élargir les bases de la dictature, à associer un nombre croissant de bureaucrates à l'exercice du pouvoir.

Nous avons trouvé une confirmation éclatante de cette thèse dans la décentralisation économique. Nous en trouvons une autre au 21<sup>e</sup> Congrès par la déclaration de Kirichtchenko, selon laquelle aux séances plénières du Comité Central, et aux conférences qui aboutissent à des décisions du Comité Central pour des questions importantes

« sont invitées les personnalités les plus progressistes (!) du pays, les collaborateurs dirigeants (!) des organes du parti, de l'Etat et de l'économie, c'est-à-dire des grandes entreprises et des kolkhozes, des savants, des ingénieurs, des techniciens etc. »

Cette énumération est éloquent. La démocratie au sein de la bureaucratie s'étend manifestement ; les séances plénières du Comité Central se transforment de plus en plus en assemblées représentatives de la bureaucratie dans son ensemble. Mais Kirichtchenko oublie un détail insignifiant : les ouvriers non dirigeants (!) des entreprises n'appartiennent-ils peut-être pas aux « personnalités les plus progressistes » du pays ? C'est sans doute par simple oubli qu'on ne les invite pas à ces séances...

prévisions d'ici 7 ou 12 ans — en s'abstenant de mentionner que la majeure partie de la consommation américaine est couverte non par la production intérieure mais par l'importation du sucre cubain !

D'autres orateurs, faisant de la surenchère sur les déclarations de Khrouchtchev, affirment imprudemment que, d'ici 1970, le niveau de vie des travailleurs soviétiques sera déjà supérieur à celui des travailleurs américains à ce moment-là — affirmation non fondée comme nous l'avons démontré (1). Khrouchtchev lui-même prétend que les soins de santé en U.R.S.S. sont les meilleurs du monde, et cite, comme preuve, la dépense de 360 milliards de roubles pour la santé publique au cours du septennat à venir. Mais cela ne fait en définitive que moins de 250 roubles par an et par tête d'habitant, soit à peine la moitié de ce que l'Etat dépense en Grande-Bretagne pour financer le service de santé. Et ainsi de suite.

Ce fut encore Mikoyan qui, contrairement à de nombreux orateurs insistant sur la « priorité absolue du développement de l'industrie lourde », souligna la particularité du plan septennal :

(1) Voir dans le numéro de janvier 1959 notre article : « Du 20<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> Congrès du P.C. Soviétique. »

« Le plan septennal est caractérisé dans une mesure bien plus large que nos plans économiques précédents par le fait, qu'en s'appuyant sur les énormes succès de l'industrie lourde et de son développement ultérieur, il prévoit une croissance beaucoup plus rapide qu'auparavant de la production de biens de consommation, et un relèvement plus rapide du bien-être de la population. »

Il y a là à la fois un programme et un aveu, tous deux véridiques. Nous ne devons pas douter de la promesse qui est sincère (même si elle ne pourra pas être complètement tenue). Mais l'aveu est moins réel. Il inflige un démenti cinglant aux laquais de la bureaucratie, et notamment à ses laquais en Occident, qui se sont évertués à cacher ou à minimiser les sacrifices imposés à la population soviétique au cours des décades passées et qui ont décrit en couleurs de pastel la vie misérable de la masse du peuple, l'insultant de ce fait dans sa détresse. Un autre orateur, Kirichtchenko, a d'ailleurs complété cet aveu, et confirmé que nous avons raison lorsque nous critiquions avec le même argument le dernier ouvrage économique de Staline (2). Il dit en effet :

## LES DEFICIENCES DE LA PLANIFICATION BUREAUCRATIQUE

Le 21<sup>e</sup> Congrès confirme à ce propos les plaintes du 19<sup>e</sup> et du 20<sup>e</sup> Congrès — ce qui démontre bien que les réformes introduites entre temps n'ont rien modifié aux racines du mal.

Ainsi le vice-président du Conseil, Sasjadko, annonce qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1959, il y avait en U.R.S.S. pas moins de 320.000 (!) chantiers de construction non achevés, et que les dépenses gelées dans ces constructions, qui ne pouvaient être rentables qu'avant la fin de ces travaux, s'élevaient à 179 milliards de roubles. Cette situation ralentit énormément le rythme de progression de l'économie. Aristov y ajoute que, dans la seule République fédérative de Russie, il y avait 60.000 machines-outils et 15.000 groupes de machines déjà produits, capables de fonctionner, mais non encore installés. De là une nouvelle source de pertes.

La fourniture régulière, ininterrompue, de matières premières et de produits auxiliaires, est loin d'être assurée. L'ouvrier Gorbounov, déjà cité, affirme que la seule régularisation de l'approvisionnement des chantiers navals de Leningrad permettrait une augmentation de la production de 20 à 30 %, sans aucun investissement supplémentaire. « Voilà les réserves inemployées dans notre industrie », s'est-il exclamé. En effet ; et une situation identique a été dénoncée par Malenkov... au 19<sup>e</sup> Congrès du P.C. !

Un autre orateur, Koslov, s'est étendu sur les pertes entraînées du fait de déchets de métal excessifs. Il les a chiffrées à 4,5 millions de tonnes par an, soit 25 milliards de roubles en valeur...

« tous connaissent la situation dans laquelle s'est trouvée notre production agricole il y a quelques années (!) à peine. Il y avait trop peu de blé, il y avait une grande pénurie (!) de viande, de lait, de beurre, de sucre, de légumes et d'autres produits alimentaires importants. »

D'autres orateurs ont d'ailleurs signalé en passant des cas de pénurie tout aussi lamentables qui persistent jusqu'à aujourd'hui dans la deuxième puissance industrielle du monde. Le poète Tvardovski a signalé qu'il est extrêmement difficile de trouver dans les magasins des rayonnages pour y caser ses livres. Un autre orateur, l'ouvrier Gorbounov, des chantiers navals de Leningrad rappelle qu'il est difficile, même pour les entreprises, de trouver... des clous, des boulons et du petit outillage, et qu'elles sont souvent obligées d'en fabriquer à grands frais. Nous retrouvons ici la chappe de plomb bureaucratique qui alourdit le fonctionnement de l'économie planifiée et qui continue à lui causer des pertes et des gaspillages énormes.

(2) Les problèmes économiques de l'U.R.S.S.

Divers orateurs se sont étendus sur certaines conséquences néfastes de la décentralisation industrielle — par ailleurs dûment vantée par tout le Congrès. Ils ont souligné le développement du régionalisme, de l'égoïsme d'entreprises ou de localités, la violation des contrats de fourniture, la modification arbitraire de l'assortiment des produits, etc.

Un des faits, pour la première fois officiellement révélés par le 21<sup>e</sup> Congrès, c'est l'absence de calcul de coûts comparés des projets d'investissement jusqu'à maintenant réalisés en U.R.S.S. Ainsi, divers projets sidérurgiques ont été comparés par Sasjadko pour en calculer la rentabilité à long terme, qui tient compte de la rémunération de l'investissement ; un projet qui ne rapporte que du 7 %, affirme-t-il. Il semble bien que les planificateurs soviétiques soient amenés dorénavant à inclure la charge d'intérêt (le calcul de la rentabilité monétaire et non seulement l'accroissement de la productivité physique) dans le choix entre divers projets d'investissements.

L'énorme diversité des prix de revient a été soulignée surtout par les orateurs qui ont traité des centrales électriques. Un orateur du Tadjikistan — depuis lors démis de ses fonctions — a proposé la construction d'une centrale hydraulique qui fournirait le kWh pour 0,3 kopeks (ce fut une attaque voilée contre Khrouchtchev qui a demandé qu'on se concentre sur la construction de centrales thermiques à base de gaz et de produits pétroliers). La moyenne du coût du kWh dans les grandes centrales électriques a été chiffrée par

Novikov, ministre de l'Industrie électrique, à 8 kopeks. Mais à côté de ces grandes centrales, il y en a de petites qui fournissent le courant à 1 à 2 roubles le kWh !

Novikov a d'ailleurs révélé que ces « petites centrales », au nombre de 100.000, concentrent 80 % du personnel de l'indus-

trie de l'électricité d'U.R.S.S., tout en ne fournissant que 10 % du courant.

Il est certain que de telles anomalies subsistent dans de nombreuses branches de l'économie soviétique, et que la « décentralisation » ne les a pas précisément surmontées.

## UNE DERNIERE FOIS :

### LA CONSTRUCTION ACHEVEE DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS

Si le 21<sup>e</sup> Congrès du P.C. soviétique fut avant tout un Congrès pratique, pragmatique même, il n'a pas pu passer sous silence une série de problèmes théoriques de plus en plus compliqués et contradictoires qui se posent aux théoriciens de la bureaucratie, ainsi qu'à tous les théoriciens marxistes tout court. Quelle est la phase réelle du développement social que traverse actuellement l'U.R.S.S. ? Quelles sont les étapes qui lui restent à parcourir avant d'atteindre une phase supérieure du développement social ? Quelles transformations politiques, économiques, sociales devront accompagner cette évolution ?

Ces questions sont d'autant plus pénibles pour les théoriciens de la bureaucratie qu'elles touchent toutes, directement ou indirectement, au problème de la bureaucratie elle-même. Aussi les théoriciens officiels ne s'avancent-ils dans cette « terre inconnue » que sur la pointe des pieds, en jetant constamment de regards en arrière et en revenant chaque fois sur leurs pas. Ce n'est pas par hasard si le fameux nouveau programme du P.C. soviétique, qu'on nous promet depuis des années, n'est toujours pas rédigé et qu'au 21<sup>e</sup> Congrès, un orateur ait avancé la proposition de s'inspirer du rapport de Khrouchtchev pour rédiger ce programme !

On ne peut contester au premier secrétaire du P.C. soviétique un certain courage, même sur le terrain de la théorie. Il s'y est lancé vaillamment, comme s'il s'agissait de défricher des terres vierges ou d'imposer une nouvelle technique de la culture du maïs. Malheureusement, la théorie marxiste n'est pas un champ en friche, même si Staline a fait l'impossible pour qu'il soit aride et inculte. Et Khrouchtchev, qui a le mérite de poser certaines questions, ne peut proférer que des réponses banales, que des courtisans s'empressent d'acclamer comme remarquables sinon géniales.

Khrouchtchev constate qu'en U.R.S.S. le socialisme a **complètement et définitivement triomphé** ; ce dernier adjectif a été repris par de nombreux orateurs, qui y ont trouvé une innovation sensationnelle. Que faut-il en penser ?

Il y a près de dix ans que notre mouvement, au lendemain de la victoire de la révolution chinoise, avait affirmé que les rapports de forces avaient évolué de

façon décisive en faveur du camp anti-capitaliste, et aux dépens du camp impérialiste. Rien de ce qui est arrivé depuis lors ne permet de réviser cette estimation ; au contraire, elle a été complètement confirmée par les événements. Cette évolution mondiale des rapports de forces — fonction autant de la victoire de la révolution chinoise et des progrès constants de la révolution coloniale que des progrès économiques réalisés en U.R.S.S. — a incontestablement raffermi à un degré inconnu avant 1941 le régime soviétique. Il est difficile cependant d'y voir une confirmation de la théorie selon laquelle il est possible d'achever le socialisme dans un seul pays. Car n'est-ce pas précisément l'**extension internationale** de la révolution qui a modifié les rapports de forces globaux entre les classes ?

Nous pouvons approuver Khrouchtchev lorsqu'il affirme qu'une restauration du capitalisme en U.R.S.S. peut être considérée comme exclue. Pareille restauration ne pouvait être fonction de d'un renforcement international des forces contre-révolutionnaires par rapport aux forces de la révolution. On ne peut guère prévoir ce renforcement dans un avenir prévisible.

Malheureusement, comme nous l'avons déjà dit dans le passé, le Kremlin est passé d'un extrême à l'autre — de la surestimation de la puissance impérialiste (qui caractérisa sa stratégie à l'époque stalinienne) à une sous-estimation non moins dangereuse. Si nous suivons Khrouchtchev lorsqu'il affirme qu'une restauration du capitalisme est impossible en U.R.S.S., nous ne le suivons plus lorsqu'il affirme que la « victoire du socialisme est définitive ». Car il oublie qu'il y a, hélas, un autre terme à l'alternative : à savoir la destruction réciproque des Etats-Unis et de l'U.R.S.S. dans une guerre nucléaire.

Affirmer que pareille destruction matérielle des bases de l'économie soviétique est impossible, ce serait affirmer que l'impérialisme américain n'est plus en mesure de déclencher la guerre mondiale. Plusieurs orateurs l'ont plus ou moins déclaré au 21<sup>e</sup> Congrès ; mais il s'agit là d'une illusion extrêmement dangereuse. Une illusion qui ne semble d'ailleurs pas influencer le comportement des chefs des forces armées soviétiques, à juger de la masse annuelle des dépenses militaires.

Peut-on en outre affirmer, comme le fait Khrouchtchev, à la suite de son maître Staline, que le socialisme est déjà « définitivement achevé » en U.R.S.S. ? Cela l'entraîne immédiatement dans des contradictions flagrantes. Le socialisme est un système social supérieur au capitalisme, caractérisé par la disparition de la division sociale en classes. Or, le « socialisme » soviétique ne prévoit de dépasser le niveau de productivité du capitalisme américain que d'ici à 15 ans ; et la disparition des classes sociales — notamment de la distinction entre classe ouvrière et paysannerie kolkhoziennne — est remise par Khrouchtchev lui-même dans un avenir assez brumeux.

Il est donc plus logique, et davantage conforme à la tradition marxiste, d'affirmer que nous nous trouvons toujours, en U.R.S.S., en présence d'une **société de transition** entre le capitalisme et le socialisme, mais qui commence à se rapprocher du but, au fur et à mesure que l'essor des forces productives, l'élévation du niveau de vie et de culture, et l'industrialisation de la campagne, permettent la solution des principales contradictions de cette phase. Inutile d'ajouter que le ren-

versement de la dictature (fût-elle légèrement libéralisée) de la bureaucratie, et le rétablissement d'une démocratie soviétique pleine et entière, permettant par la suite son rapide dépérissement, sont des conditions **sine qua non** pour l'achèvement de la construction d'une société socialiste.

En vérité, plusieurs des caractéristiques citées par Khrouchtchev pour la **société communiste** sont en réalité des caractéristiques d'une **société socialiste**, comme par exemple la conquête d'un niveau de productivité, de niveau de vie, de santé et de culture supérieur à celui du capitalisme le plus avancé. Si donc Khrouchtchev affirme de façon assez étonnante — en révisant heureusement Staline — que le communisme ne sera pas construit dans un seul pays, mais dans l'ensemble du « camp socialiste » (c'est-à-dire sur un tiers de la surface du globe, même si l'on admettait que ce camp ne s'étendrait pas dans les années à venir), il affirme en réalité, peut-être inconsciemment, que l'histoire a définitivement balayé la « théorie du socialisme dans un seul pays », et que ce sera sans doute une douzaine de pays sinon plus qui aboutiront ensemble à la société socialiste.

## PROBLEMES DU COMMUNISME

Mais si de nombreuses questions soulevées par Khrouchtchev en tant que questions du **communisme** sont en réalité des questions du **socialisme**, quelles sont donc les véritables problèmes du communisme ?

On sait que, dans sa « Critique du Programme de Gotha », Marx distingua les deux phases de la société socialiste, la phase inférieure et la phase supérieure dite phase communiste. Il en énumérait les caractéristiques suivantes :

1° Dans la phase inférieure — que nous appelons aujourd'hui la phase socialiste — la **valeur** et l'**échange** ont disparu. Ce qui subsiste, c'est la **mesure exacte** du travail donné par chaque individu à la société ; car c'est cette mesure qui préside à la répartition **égalitaire** des biens de consommation.

2° Dans la phase supérieure — que nous appelons aujourd'hui la phase communiste — la **mesure** du travail de chacun aura disparu en même temps que la mesure de ce que chacun consomme. La règle « de chacun selon ses capacités, à chacun selon les besoins » sera appliquée. Nous serons dans le règne de l'abondance, rendu possible par :

(a) un développement prodigieux des forces productives ;

(b) une révolution psychologique provoquée par la satisfaction automatique de tous les besoins fondamentaux au cours de la phase précédente, qui fera ainsi disparaître le désir d'enrichissement individuel en tant que mobile d'activité économique et sociale.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce résumé succinct pour se rendre compte que les problèmes du communisme — problème du passage d'une distribution éga-

litaire à une distribution abondante — ne peuvent encore guère être soulevés en U.R.S.S. de façon sérieuse.

L'académicien Ostrovitianov, qui a réussi ce tour de force de rester pendant trente ans un économiste officiel en URSS — avant Staline, pendant Staline et après Staline — affirme qu'au cours de la phase supérieure du communisme la production des marchandises et les rapports marchandise-argent déperiront. Il y ajoute que, grâce aux machines à calculer électroniques (!), on pourra mesurer directement le temps de travail social dans les travaux individuels de chacun.

La confusion est manifeste. C'est au cours de la phase de transition et au début de la première phase du communisme — la phase du socialisme — que les marchandises, la valeur, l'argent déperiront et feront place à une comptabilité en heures de travail de l'effort de chacun. Dans la mesure où Ostrovitianov insiste sur l'essor des catégories marchandises, valeur, argent, non seulement à l'intérieur de l'U.R.S.S. mais encore dans les rapports entre l'URSS et les pays « socialistes », il apporte malgré lui la meilleure preuve que la construction d'une société socialiste est loin d'être achevée en Union soviétique.

Khrouchtchev explique beaucoup plus correctement que, dans la société communiste, la répartition **mesurée** des biens de consommation disparaîtra — y compris lorsqu'elle est mesurée par la « machine à calculer électronique ». Ce qui subsiste, dit-il, c'est la nécessité de répartir de façon scientifique les forces de travail disponibles dans les différentes branches industrielles. Nous sommes ici fort proches

de la fameuse formule de Jarochenko, le jeune économiste avec lequel Staline fut obligé de croiser le fer avant sa mort : les seuls problèmes économiques qui subsisteront dans la société communiste seront les problèmes de l'organisation de la production.

Seulement pour arriver à cette conclusion, Khrouchtchev est obligé d'emprunter à Staline la fameuse formule absurde « de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail (!) » comme formule qui guiderait la répartition des biens dans une société socialiste. Cette formule ne se trouve dans aucun ouvrage classique du marxisme ; elle en est une contrefaçon grossière. Mieux, elle doit voiler le caractère bourgeois des normes de distribution en U.R.S.S., définition qui correspond à toute la tradition marxiste et qui, selon Khrouchtchev, a été récemment reprise par « certains savants ».

La discussion des « problèmes du communisme » ramène ainsi inévitablement à la discussion des « problèmes du socialisme », et celle-ci conduit à l'analyse des problèmes réels de la phase de transition que traverse encore l'U.R.S.S. Cette analyse se heurte à la nature apologetique de toute une série de définitions et de théories actuellement en vogue au sein de la bureaucratie. Mais la jeunesse soviétique qui s'est attaquée avec tant de vigueur au problème pratique de la bureaucratie, ne manquera pas de soulever ces problèmes théoriques eux aussi.

La revue social-démocrate des Etats-Unis « *The New Leader* » publie dans son numéro du 18-25 août 1958 un article extrêmement significatif de David Burg, un

jeune émigré soviétique qui y fut étudiant jusqu'en 1957. Il y décrit le « courant néo-bolchevik » qui est un des principaux courants de la jeunesse intellectuelle non conformiste aujourd'hui en U.R.S.S. :

« Ils ont une forte nostalgie de la période pré-soviétique et des premières années de la période post-révolutionnaire. Aujourd'hui, la jeunesse soviétique manifeste fréquemment son opposition au régime en présentant devant la réalité contemporaine le miroir des classiques du marxisme-léninisme. A leur avis, les épurations de 1937 ont liquidé les véritables dirigeants de la Révolution. Ils opposent Thermidor à Octobre.

... Ils idéalisent la révolution et demandent un retour aux idées premières du léninisme, qu'ils croient pouvoir trouver dans certains ouvrages de Lénine (« *L'Etat et la Révolution* »). Ils parlent fréquemment de « dégénérescence bureaucratique » du régime, de l'apparition d'une bureaucratie régnante, privilégiée, qui a établi une dictature contre le peuple...

Ils voient « cette bureaucratie en tant qu'une tumeur maligne » qu'on peut éliminer « par une opération chirurgicale » afin de permettre « un développement normal d'un organisme fondamentalement sain. »

Cette jeunesse qui est trotskyste sans le savoir et qui se nourrit de plus en plus aux mêmes sources dont jaillirent nos idées, préparera et exécutera son « opération chirurgicale » malgré l'euphorie khrouchtchévienne.

**Jean-Paul MARTIN**

## La Révolution africaine vers l'indépendance et l'unité négro-africaine

L'Afrique noire, à son tour, traverse actuellement la phase démocratique-bourgeoise de sa révolution avant que celle-ci ne débouche inévitablement sur la révolution prolétarienne et socialiste.

Si la question d'une nation négro-africaine au sud des pays africains-arabes — de l'Egypte au Maroc — est compliquée par la diversité des races, des dialectes, des croyances, des coutumes, il ne doit pas être difficile pour un marxiste de comprendre que nous assistons actuellement à la formation et à l'éveil d'une sorte de conscience nationale négro-africaine, englobant tous les peuples négro-africains dont la société tribale primitive, soumise à la pénétration capitaliste, est en train de craquer de toute part et de donner naissance à des formes de vie moderne, caractérisées par une urbanisation et même, par endroits, une industrialisation intenses.

La conscience nationale africaine en train de se former repose sur les fondements solides suivants : le fond tribal commun des peuples négro-africains, basé sur une économie agricole de subsistance, de structure à peu près partout analogue ; diverses coutumes communes, une sorte de civilisation négro-africaine commune, modelée comme telle par l'histoire de ces peuples, dont la grande pénétration capitaliste commencée depuis le 18<sup>e</sup> siècle ; le nivellement des conditions de vie que de grandes masses négro-africaines ont connu aussi bien lors des siècles terribles du commerce des esclaves, du travail forcé, qu'actuellement avec la paupérisation en masse qu'entraînent la détriba-

lisation et l'afflux accélérés aux centres urbains africains.

Dans le cadre géographique commun, ces faits d'ordre économique, culturel et social produisent actuellement une sorte de refonte, de rebrassage des masses négro-africaines, dans un fond national commun, éveillant, au delà des particularités tribales et des grands espaces déserts inter-africains, une conscience nationale africaine commune.

Certes, il ne s'agit encore là que du début d'un processus dont la signification n'est clairement perçue que par une minorité d'éléments intellectuels bourgeois ou petits bourgeois indigènes, ainsi que par la jeunesse estudiantine et ouvrière qui se développe dans les centres urbains africains. Mais, dans la mesure où ces derniers deviennent avec une vitesse accélérée les nouveaux axes de reconstruction de la vie économique et politique africaine, la prise de conscience des élites urbaines se répercute en profondeur dans toute la masse négro-africaine d'un bout à l'autre du continent noir.

Les idées de l'indépendance et de l'unité négro-africaines sont devenues les forces déterminant tout le processus politique en cours, aussi bien dans les territoires d'influence française que d'influence britannique, belge ou même portugaise.

Pour comprendre le rythme accéléré et le dynamisme fougueux qui caractérisent l'évolution de l'Afrique noire, il est nécessaire d'éclairer le développement que cette partie du monde a connu particulièrement depuis la dernière guerre.

## LES DEVELOPPEMENTS DEPUIS 1945

La pénétration impérialiste en Afrique noire a fait un véritable bond depuis précisément cette date, dans la mesure où l'Afrique dans son ensemble devenait la dernière réserve économique et stratégique de l'impérialisme en retraite. Les investissements capitalistes dans cette partie du monde, dans la seule première décennie de cet après-guerre, ont dépassé six milliards de dollars, soit autant sinon plus que le total des investissements effectués depuis la première découverte des diamants à Kimberley en 1871 jusqu'à 1945. La plus grande partie de ces investissements est allée dans les régions d'extraction minière : diamants, or, uranium de l'Afrique du sud ; cuivre et chrome de Rhodésie ; cuivre, diamants et uranium du Congo, etc.

Ainsi, c'est surtout la partie sud de l'Afrique noire qui a connu le plus grand développement, les investissements y absorbant environ 20 à 30 % du revenu national, et l'économie augmentant environ de 6 % par an.

Viennent ensuite les territoires anglais de l'Afrique orientale, avec en tête le Kenya.

Les parties les moins développées, à production agricole encore prédominante, sont les territoires de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale française, où les investissements atteignent à peine 8 % d'un revenu national plutôt bas.

La production industrielle de l'Afrique du Sud, dans la décennie qui a suivi la guerre, a connu une prodigieuse augmen-

tation, presque de 30 % par an, pour tomber depuis 1955 au taux non moins impressionnant de 20 %.

En Rhodésie du sud, la production industrielle a triplé depuis la guerre. Au Congo, elle a plus que doublé, certaines industries privées ayant réalisé de véritables bonds en avant, comme l'industrie textile dont la production a augmenté de 600 % et l'industrie chimique (400 %).

Le commerce est, d'autre part, fortement développé dans les trois régions du sud, surtout entre l'Afrique du sud et les Rhodésies.

L'Est, le Centre et l'Ouest de l'Afrique noire ont connu un développement moins important, le genre de l'exploitation capitaliste, centrée sur la production agricole à exportation et sur quelques richesses minières, n'étant pas parvenu à assurer un taux d'investissement qui aurait permis d'accélérer l'industrialisation de ces territoires, de diversifier l'économie agricole et d'atténuer ainsi leur dépendance stricte des prix de quelques matières premières sur le marché mondial.

De ce fait, la situation économique et sociale de ces territoires, loin d'avoir connu une amélioration, malgré les progrès économiques (y compris industriels) indéniables, a plutôt empiré.

Ce qui nous amène à examiner la situation économique dans ces territoires et les effets de la domination impérialiste sur eux, qui constituent l'arrière-plan des événements actuels.

## L'ECONOMIE DE L'AFRIQUE NOIRE

Malgré ses richesses minières incontestables (1) et les grandes possibilités de développement industriel grâce à l'emploi de l'énergie hydro-électrique (2), les principaux revenus de l'Afrique noire, dans l'Est, le Centre et l'Ouest, proviennent surtout de l'agriculture.

Environ 90 % des exportations du Kenya et de l'Uganda sont des produits agricoles (café, thé et sisal du Kenya, coton de l'Uganda). Le cacao constitue 70 % des exportations du Ghana, tandis que arachides, huile de palme et cacao ensemble contribuent dans une proportion analogue aux exportations du Nigéria et de l'Afrique occidentale française.

L'économie agricole est souvent basée sur un seul produit d'exportation, ce qui la rend extrêmement vulnérable aux fluc-

tuations des prix sur le marché mondial. Les très hauts prix que ces produits ont connus dans la première décennie après cette guerre, ont donné une impulsion sans précédent au développement d'une économie agricole marchande.

La production des principaux produits agricoles a triplé et quadruplé depuis la guerre. Cependant, les principales exploi-

(1) Or, manganèse et bauxite du Ghana ; étain et columbite de Nigéria ; chrome, diamants et fer de Sierra-Leone ; fer de Libéria et de la Guinée ; bauxite du Kamorun ; cuivre de l'Uganda, etc.

(2) L'Afrique Noire possède les deux cinquièmes des virtualités énergétiques mondiales dans le domaine de l'hydro-électricité, ses réserves étant évaluées à 200 millions de kilowatts.

tations agricoles établies sur les meilleures terres dans la plupart des territoires africains sont assumées par des plantations aux mains des Européens, sauf dans quelques parties de l'Afrique occidentale française, au Ghana, dans la Nigéria du Nord, dans l'Uganda, et dans une certaine mesure maintenant au Kenya, où la production est principalement assumée par de petits fermiers indigènes.

Faute d'investissements suffisants et de méthodes scientifiques de culture, la terre restée aux fermiers africains et surtout les vastes réserves qui sont consacrées à l'agriculture de subsistance africaine (environ 70 % de la surface totale cultivée) sont d'une productivité très basse et décroissante.

Les sols de l'Afrique tropicale s'éffritent, et l'alternance des hautes températures et des pluies torrentielles ruine les terres de culture.

Ainsi, l'économie agricole indigène semble être prise dans un dilemme insoluble : elle ne pourra pas devenir productive sans investissements croissants, mais par elle-même, elle ne pourra produire ces investissements si elle ne devient pas plus productive.

Les critiques bourgeois des difficultés de l'économie agricole indigène se placent à mettre en lumière les soi-disant déficiences du système social tribal et ses conséquences sur la mentalité et le comportement des indigènes, pour imputer à ceux-ci le bas taux d'accumulation primitive. A les entendre, les difficultés rencontrées pour le développement économique ultérieur de l'Afrique noire proviennent principalement de la soi-disant paresse et indolence des Noirs, des familles improductives nombreuses qui « gaspillent » le maigre revenu de ceux de leurs membres qui travaillent ; de la tenue communautaire de la terre par la tribu, le groupe familial.

Ce dernier argument paraît le plus sérieux et mérite d'être examiné le plus près.

« Les fermiers ont l'usage de la terre mais pas de droits de propriété. Les chefs ou anciens allouent à chaque famille assez de terre pour une culture extensive avec une rotation longue qui peut comporter 5 à 10 ans de jachère pour 4 à 5 ans de culture, et ils peuvent faire une réallocation chaque année » (3).

Cependant la pénétration de l'exploitation capitaliste européenne, ainsi que l'augmentation constante de la population africaine à la suite des progrès de la médecine, de l'abolition de l'esclavage et de la cessation des guerres intertribales, ont profondément bouleversé l'équilibre naturel de ce système d'exploitation de la terre.

« La terre disponible pour une production plus grande fut réduite au Kenya, au Tanganika, au Nyassaland, dans les régions françaises, portugaises et belges par

aliénation pour l'usage des Européens — dans la plupart des cas il ne s'agissait que d'une petite région, mais au Kenya, peut-être un cinquième des terres potentiellement bonnes, inoccupées à l'époque, furent prises. En Afrique du Sud, 90 % passèrent aux Européens, bien que la plupart dans des régions qui n'avaient pas encore été prises par les Bantous, et maintenant une partie en est rachetée pour les Bantous ; en Rhodésie du Sud, un pays conquis par la force des armes, 50 % furent pris » (Economist, 13 décembre 1958).

Avant la pénétration impérialiste en Afrique, la stagnation relative de la société tribale africaine tenait entre autres (4) aux possibilités d'une culture et d'un élevage extensifs, vu les étendues de terre disponible par rapport à un peuplement plutôt faible (5). **Aujourd'hui, la misère des paysans africains qui constituent l'écrasante majorité de la population tient surtout aux conditions d'infériorité grandissante dans lesquelles ils sont placés, aussi bien du point de vue qualité et quantité de terre que moyens de culture (engrais, machines, méthodes agronomiques modernes) par rapport à l'agriculture marchande des grandes plantations et entreprises européennes.**

A cette situation, le remède n'est pas certainement l'abolition du système communautaire tribal de la terre pour le remplacer par la propriété privée individuelle que préconisent les apologistes de l'exploitation capitaliste. Une telle « solution » ne saurait que profiter en définitive aux plus favorisés du point de vue capital nécessaire pour acquérir une étendue de terre suffisante (6) et pour la cultiver ensuite de manière rationnelle et productive (engrais, machines, méthodes agronomiques adaptées aux conditions tropicales) tout en augmentant, par la destruction de l'économie de subsistance communautaire tribale, la masse des indigènes paupérisés.

(3) « The Economist », 13-12-1958.

(4) Une autre raison doit être retrouvée dans l'isolement relatif des populations africaines, séparées les unes des autres par des étendues et des obstacles géographiques divers.

(5) « Chaque fois que des problèmes économiques parvenaient à un point de crise qui ailleurs aurait pu conduire à un changement dans les rapports économiques — et par conséquent à une croissance vers des formes plus élevées d'organisation sociale, les Africains se déplacèrent simplement vers de nouvelles terres, guerroyant si nécessaire avec d'autres qui se trouvaient sur leur chemin. » (« Le Réveil de l'Afrique », par Basil Davidson).

(6) Qui, vu les conditions géographiques et climatiques tropicales, doit être plus grande qu'ailleurs, pour permettre la conservation des sols, des rotations rationnelles, etc.

## ASPECTS DU MECANISME DE L'EXPLOITATION IMPERIALISTE

A l'heure actuelle, malgré les progrès accomplis dans le domaine de la gestion politique qui voit s'accroître constamment le rôle des élites africaines, la presque totalité des organisations économiques et administratives sont aux mains des Européens (7).

Mines, plantations, même le commerce de la production agricole indigène, recherche et éducation scientifiques, diverses administrations-clés, tous ces rouages vitaux sont accaparés par des Européens. D'autre part, le capital nécessaire aux travaux d'infrastructure et au développement industriel, minier et agricole, provient en majorité décisive des métropoles européennes, et récemment, de manière croissante, également des Etats-Unis, sous forme d'investissements publics ou privés.

Les apologistes de l'aide « généreuse » apportée par les métropoles impérialistes à l'Afrique noire insistent sur l'importance des investissements publics consacrés au développement de ces territoires, mais ils se gardent bien naturellement de faire allusion aux profits absolument fantastiques que les entreprises capitalistes privées tirent toujours du continent noir (8).

Voyons cependant de plus près en quoi consiste concrètement ce mécanisme d'« aide » des métropoles au « développement » de l'Afrique Noire :

L'exploitation des richesses minières et agricoles des territoires africains exige déjà pour elle-même de gros travaux d'infrastructure : transports, électricité, administration, quelques services sanitaires et éducationnels pour l'entretien et la formation du personnel s'occupant des entreprises impérialistes.

Dans ce domaine, un gros effort a été fait, surtout depuis la guerre, sur la base duquel on considère actuellement possible d'entamer quelques grands projets élaborés d'industrialisation (9).

Comment a été financé cet effort ?

En ce qui concerne les territoires africains sous dépendance britannique, les fonds ont été réunis localement, grâce à l'aide de la métropole, dans les proportions suivantes : moitié en provenance des sources locales, un tiers en provenance de prêts, et le reste par des subventions de la métropole.

Cependant, un pays comme le Ghana a fourni par lui-même 90 % des capitaux investis dans l'infrastructure.

La France prétend avoir investi en moyenne 150 millions de dollars par an, ces derniers temps, contre 70 millions de dollars que dépense l'Angleterre pour ses propres territoires (10).

Le Congo belge s'est développé surtout grâce aux réinvestissements d'une partie des profits fabuleux des entreprises belges qui sont sur place.

La France contribue avec quelque 20 millions de dollars par an à combler le déficit en dollars des territoires négro-africains dans leurs échanges avec l'étranger. Mais, à l'inverse, ces territoires lui permettent d'économiser « entre 100 et 200 millions de dollars par an » en lui procurant en francs certaines denrées qu'il faudrait acheter ailleurs en devises fortes (11).

En tenant compte que les investissements publics dans ces territoires ne s'élèvent qu'à 100 milliards de francs par an, plus environ 30 milliards de francs d'investissements privés, et que la moitié environ des dépenses totales de la métropole aux territoires d'outre-mer revient à la métropole sous forme de capitaux privés rapatriés (11) on conclut aisément que la balance des paiements entre la métropole et ses colonies africaines est, en réalité, largement bénéficiaire à la première. Ce qui explique d'autre part la faiblesse du développement économique et industriel des territoires africains ainsi que le dérisoire revenu moyen de leurs habitants : à peine 100 francs métropolitains par jour et « peut-être moins si l'on défalque la population urbaine mieux payée (11).

« La plupart des fonds publics envoyés outre-mer par la métropole, aux frais des

(7) Aux environs d'un demi-million pour quelque 100 millions d'Africains de l'Afrique centrale (sans compter l'Afrique du Sud).

(8) Basil Davidson dans son livre maintenant bien connu « The African awakening » cite plusieurs exemples de ce qu'il appelle « les revenus astronomiques en Afrique » avant et après la dernière guerre, les dividendes de plusieurs compagnies minières allant de 50 à 100, 200 et même plus de 300 %. « Pendant les années de boom, après la seconde guerre mondiale, ajoute B. Davidson, les profits s'élevèrent à des hauteurs jamais atteintes dans le passé. Même le pillage initial de l'Inde apparaît comme de la menue monnaie par rapport à cela », etc.

(9) Exploitation envisagée de très riches minerais de fer de Fort-Gouraud en Mauritanie ; phosphates de Taïba au Sénégal ; barrage de Konkouré ; complexe d'Edeia au Kamerun ; complexe du Kouilou ; le Volta River project au Ghana ; le projet de la zone d'Ingu au Congo belge, bauxite de Los et de Boke en Guinée, etc.

(10) L'apport par contre des capitaux privés anglais est considérablement plus grand que celui des capitaux privés français.

(11) Enquête de G. Mathieu dans le Monde des 22, 23 et 24 septembre 1958.

contribuables reviennent-ils en France, dans les comptes des sociétés privées, des grandes compagnies de traite ou des particuliers (salaires, traitements, dividendes).

« La pompe filtrante qu'est la zone franc a donc pour effet de transformer en avoirs privés des capitaux publics sans que les territoires d'outre-mer retirent des capitaux versés par les contribuables français un avantage économique en rapport avec l'importance de ces fonds : le tiers seulement des dépenses publiques métropolitaines en Afrique Noire concerne l'investissement, et une faible partie d'entre elles l'accroissement de la production » (11). (Souligné par nous).

La part affectée à l'investissement utile non seulement reste faible mais « va en réalité diminuant, aussi bien en valeur relative comme absolue » (11).

Ce qui rend la question du développement économique et industriel de ces territoires absolument impossible dans le cadre de la dépendance coloniale actuelle et devant un accroissement constant et sensible de la population. Dans ces conditions, le taux d'accumulation primitive de capital n'aura jamais de chances d'atteindre le niveau de 15 % sinon de 20 à 25 % du revenu national jugé nécessaire pour tout développement économique et industriel sur grande échelle, d'un pays sous-développé.

## LE BILAN DE L'EXPLOITATION IMPERIALISTE

Par le fait de la transformation de l'économie traditionnelle de l'Afrique Noire d'économie de subsistance tribale en économie largement capitaliste travaillant à l'exploitation des richesses minières et agricoles des territoires négro-africains, et sans que l'industrie et le marché locaux soient encore suffisamment développés pour absorber productivement les masses que dégage la détribalisation continue et pour atténuer la dépendance de l'économie africaine actuelle des fluctuations des prix sur le marché mondial, il s'ensuit un bouleversement chaotique des anciennes structures du continent, ayant comme trait dominant la paupérisation en masse des populations africaines.

Une partie croissante de cette population afflue dans les centres urbains en développement, reflétant les progrès de la commercialisation et de l'industrialisation de l'économie africaine traditionnelle.

En 1953, le nombre total d'Africains du Congo vivant de manière permanente hors chefferie — en dehors des régions tribales — s'élevait à quelque 2 millions et demi, soit environ un quart de la population totale du pays.

Le rythme du développement des villes de l'Afrique Noire est depuis la guerre particulièrement impressionnant. Citons quelques exemples : la population de Léopoldville est passée de 16.701 indigènes en 1923 à 46.884 en 1940, pour atteindre ensuite 96.116 en 1945, 118.710 en 1948, 244.000 au 1er janvier 1953, et quelque 400.000 habitants à l'heure actuelle. Elisabethville, Stanleyville, Coquilhatville ont connu un taux d'expansion analogue.

Nairobi au Kenya a vu passer sa popu-

lation de 53.000 habitants en 1945 à 95.000 habitants en 1952. La campagne au sud-ouest de Douala se vide au profit de la ville.

L'urbanisation intense est un phénomène commun à toute l'Afrique Noire, où des milliers d'habitants affluent vers les centres commerciaux, administratifs et industriels en expansion. On imagine cependant mal dans quelles conditions vivent pour la plupart les habitants des quartiers indigènes. Prenons de nouveau un exemple à Léopoldville, où cependant un gros effort a été fait pour améliorer l'habitat indigène.

Dans l'ancienne cité indigène, la densité moyenne à l'hectare est de 302. Or il n'y a dans ce quartier aucune maison à étage ; cela signifie que sur un espace de 100 mètres sur 100 vivent plus de 300 personnes. En 1954 et 1955, aucune nouvelle maison construite n'est d'un loyer inférieur à 300 francs belges. Or, la grande majorité des travailleurs ne touche pas beaucoup plus de 1.000 frs par mois.

La fièvre révolutionnaire qui saisit actuellement les masses négro-africaines et qui constitue l'arrière-plan des développements politiques qui se succèdent tumultueusement ces derniers temps, est l'expression de l'éclatement des anciens cadres sous la pression de forces économiques nouvelles, encore insuffisantes pour permettre une restructuration et une stabilisation sociale sur un niveau supérieur.

Ces forces, au niveau de leur développement actuel, c'est-à-dire au niveau que permet le système colonial encore dominant, n'arrivent à satisfaire les besoins accrus aussi bien du point de vue numérique (par le fait d'une augmentation cons-

tante de la population) que d'un point de vue absolu (par le fait que les masses négro-africaines ayant fait connaissance avec les conditions de vie urbaine moderne, revendiquent un niveau égal à celui des minorités européennes privilégiées).

D'où la crise révolutionnaire que traverse actuellement l'Afrique Noire. Cette crise est aggravée par le fait que le boom d'après-guerre sur les prix des matières

## LES DEVELOPPEMENTS POLITIQUES RECENTS

La Conférence d'Accra qui s'est tenue en décembre dernier, a incontestablement donné un nouvel élan à l'émancipation politique africaine. Elle fut suivie de la Conférence des syndicats à Conacry, et de la formation de la Confédération des Travailleurs Noirs présidée par Sekou Touré, premier ministre de la Guinée indépendante.

Déjà en septembre 1958, les organisations nationalistes des territoires de l'Afrique orientale « britannique », l'Ouganda, le Kenya, le sultanat de Zanzibar, le Tanganyika et le Nyassaland, avaient tenu à Mwanza au Tanganyika une réunion qui fut une sorte de préparation à la conférence d'Accra.

Un « mouvement pan-africain pour la libération de l'Afrique centrale et orientale » y fut créé dont le programme envisage : « de développer le pan-africanisme afin de débarrasser l'Afrique centrale et orientale de l'impérialisme, de la suprématie blanche, de l'exploitation économique, de la dégradation sociale ; il faut développer les activités nationalistes pour parvenir au self-government et à la démocratie parlementaire ; coordonner les programmes, les tactiques, les projets, les efforts ».

La conférence d'Accra fut suivie de développements politiques importants aussi bien à l'ouest qu'au centre et à l'est en Afrique Noire. A l'ouest, tandis que la Guinée consolidait son indépendance et accentuait son mouvement de fédération avec le Ghana, prenait corps une nouvelle fédération « primaire », celle du Mali, groupant les territoires sous contrôle français du Sénégal, du Soudan, de la Haute Volta et du Dahomey. Cette fédération, sabotée par l'impérialisme français et les éléments de la bourgeoisie compradore qui lui sont associés à la Houphouët-Boigny, leader du R.D.A., s'est avérée éphémère. Elle vient d'éclater, ainsi du reste que le R.D.A., pour donner naissance à l'Etat non plus fédératif mais unitaire du Sénégal et du Soudan et au nouveau **Parti de la Fédération Africaine (P.F.A.)**,

premières et agricoles a pris fin depuis 1957 déjà et que les événements politiques mondiaux relatifs aux luttes et aux victoires de la révolution coloniale, aux progrès économiques de l'U.R.S.S., de la Chine et des autres Etats ouvriers, aux difficultés et aux reculs de l'impérialisme, se transforment au contact des réalités coloniales en énergie révolutionnaire qui pénètre jusqu'aux tréfonds des jungles de l'Afrique tropicale.

présidé par Senghor et Mobido Keita (secrétaire général).

Le nouveau parti contrôle les assemblées législatives du Sénégal et du Soudan, et réalise, quoique encore sous une forme embryonnaire, le projet d'un « exécutif fédéral » pour toute l'Afrique occidentale française, décidé au congrès de Bamako en septembre 1957, et obstinément saboté depuis par l'impérialisme et ses associés.

Après la formation de ce nouveau parti, il ne reste au R.D.A., contrôlé par Houphouët, que les sections du Niger, du Dahomey et de la Côte-d'Ivoire.

Ces développements ne sont certainement pas les derniers dans la voie qui conduit inexorablement à l'indépendance politique de tous les territoires encore sous contrôle français de l'Afrique Noire.

En 1960, trois autres territoires de la côte occidentale africaine vont accéder à l'indépendance formelle : le Kamerun, le Togo, le Nigéria ; ainsi que la Somalie à l'est.

La tendance à l'indépendance politique et aux unions fédératives risque de s'accélérer davantage dans toute l'Afrique Noire.

C'est la partie côtière occidentale qui a connu jusqu'ici le développement politique le plus accentué. Ceci est dû au fait que dans cette partie de l'Afrique, vu les conditions climatiques, le peuplement européen est très faible, et la frange côtière relativement très urbanisée grâce aux activités commerciales, administratives et même industrielles qui y sont localisées.

Par contre, la partie centrale, orientale et méridionale de l'Afrique a connu jusqu'ici un développement politique moins rapide qui tient à diverses raisons. La partie sud-est, plus fortement peuplée d'Européens qu'ailleurs, a su monopoliser le pouvoir politique et faire barrage aussi bien à une participation nègre qu'à plus forte raison au self-government revendiqué par l'écrasante majorité de la population noire.

Les champions de « l'Afrique Blanche », outre l'Afrique du Sud, sont la Rhodésie du Sud et le Kenya. Mais, en réalité, ces Etats se sentaient encore dernièrement protégés en quelque sorte du nationalisme

africain venant de l'ouest, par ce qu'ils considéraient être un véritable cordon sanitaire : le Congo belge au centre, l'Angola et le Mozambique portugais sur leurs flancs ouest et est, et s'apprétaient à faire passer sous contrôle blanc toute une chaîne d'Etats et de fédérations de l'est et du centre de l'Afrique Noire.

A la suite des récents événements du Congo et du Nyassaland, cet absurde château de cartes s'est écroulé. Il y a trois mois environ éclatait, comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, la colère comprimée des masses noires de Léopoldville, mettant à l'ordre du jour la question du statut politique du Congo. Du coup, chacun a senti que l'ère du colonialisme paternaliste belge était irrémédiablement révolue.

On a remarqué la rapidité avec laquelle le gouvernement belge a réagi, en promettant par la bouche du roi Baudouin que la Belgique était prête à conduire le Congo « vers l'indépendance sans délai mais également sans hâte inconsidérée ». Ce qui signifiait que le grand capital belge n'était pas disposé à s'engager dans une guerre « à l'Algérienne » pour défendre les privilèges exorbitants de quelque 85.000 Belges et Européens vivant au Congo au milieu d'une population africaine de 12 millions d'hommes environ, saisie par la fièvre de l'indépendance.

Combien de temps les masses congolaises temporiseront-elles avant d'imposer par l'action l'indépendance immédiate de leur vaste et fabuleusement riche territoire ? « L'atmosphère générale en Afrique en 1960, écrit avec raison *The Economist* du 31-1-59, peut faire qu'il soit impossible pour les Belges de s'en tenir à leur plan de se mouvoir « sans hâte inconsidérée ».

L'indépendance du Congo va naturellement faire éclater au cœur même de l'Afrique Noire les dernières barrières dressées contre l'indépendance politique de toute cette région.

La Somalie, sous mandat italien, deviendra indépendante en 1960 et servira de pôle de regroupement pour les autres territoires somaliens du Horn, afin de constituer la « Plus grande Somalie », liée éventuellement ensuite au Soudan et à l'Egypte arabes. L'Ouganda, territoire encore sous contrôle britannique, avec une très faible population européenne au milieu de quelque 5 millions d'Africains, n'est actuellement divisé entre ses différents partis nationalistes que sur la meilleure manière d'obtenir l'indépendance, non sur le but.

Le Tanganyika, autre territoire sous mandat britannique, de quelque 8 millions et demi d'Africains et d'à peine 20.000 Européens, ne saurait non plus tarder à obtenir son indépendance.

Au Kenya, la répression terrible des Mao-Mao en 1954 n'empêcha pas les quelque 62.000 colons européens « d'avoir acquis la mentalité de ceux qui vivent sur les pentes de l'Etna. Ils savent maintenant qu'il y a beaucoup de lave, mais espèrent que l'éruption se se produira pas de leur vivant ». (*The Times* du 27-1-1959).

Vœu pieux naturellement qui risque de tourner court devant la montée générale de la vague de nationalisme pan-africain dans toute l'Afrique Noire.

La tension qui règne au Kenya entre la petite minorité européenne qui monopolise le pouvoir politique et règne par la terreur blanche, et la masse de quelque 6 millions d'Africains, est extrême et sujette à une explosion brusque à n'importe quel moment.

Entouré du Congo, de l'Ouganda, de la Somalie et du Tanganyika, territoires gagnés par la fièvre nationaliste et tous promis à une indépendance rapide, le Kenya s'isole complètement des Etats « blancs » du sud, et est voué tôt ou tard à passer sous le contrôle politique de sa population africaine. Alors sonnera, espérons-le, l'heure de sa justice vengeresse envers le colonat particulièrement abject de ce territoire africain martyr.

En Afrique orientale, les Européens sont une minorité isolée, presque asséchée, au milieu d'une vaste population négro-africaine. En Afrique centrale, la position des Européens est sensiblement différente.

En Rhodésie du sud, la suprématie politique blanche est basée sur une population européenne de quelque 207.000 habitants par rapport à quelque 2 millions et demi d'Africains. En Rhodésie du nord, il y a 72.000 Européens pour 2.220.000 Africains. Par contre, au Nyassaland, troisième territoire de la Fédération de l'Afrique centrale, la population européenne constitue une infime minorité au milieu de 2.500.000 indigènes.

En chiffres ronds, quelque 300.000 Européens pour plus de 7 millions d'Africains.

Propriétaires des meilleures terres, avec de gros investissements dans les très riches mines de la région, et les différentes industries en développement, les colons de ces territoires ont une tendance naturelle à imiter leurs voisins de l'Afrique du sud dans une politique ultra- raciale qui leur assure un contrôle politique absolu sur la Fédération de l'Afrique centrale. Cette dernière fut créée en 1953, et le Nyassaland fut obligé d'y adhérer malgré l'opposition unanime de sa population noire.

Les leaders nationalistes africains avaient depuis demandé à plusieurs reprises : a) la sécession immédiate de la Fédération qui était dominée par les Européens ; b) le self-government africain interne, soit sous le contrôle du Colonial

Office, soit dans une Fédération dominée par les Africains avec le Tanganyka et éventuellement l'Ouganda.

Sir Roy Welensky, président de la Fédération et porte-parole des colons racistes européens, pressait par contre pour que la Fédération devienne en 1960 un *Dominium*, comme l'Afrique du Sud, afin qu'elle puisse appliquer sans entraves sa politique d'oppression raciale. C'est ainsi que le Nyassaland a été, au début de mars dernier, le théâtre de la plus sérieuse agitation des masses noires que l'Afrique ait connue depuis la résistance des Mao-Mao au Kenya.

L'agitation commença dès que le gouvernement de la Rhodésie du sud, prétextant un imaginaire « complot », a déclaré l'état d'urgence et arrêté les leaders nationalistes du Congrès Africain, y compris le Dr Hartings Banda, dirigeant principal de cette organisation (12).

Depuis lors, répression sanglante de la part des autorités blanches et résistance de la part des masses africaines se développent comme un « incendie de prairie » se propageant dans toute l'étendue de la Fédération. La peur « de la main armée d'un fouet de Salisbury », la peur de l'opresseur blanc, renforce la détermination des masses africaines de ne pas laisser se développer un nouvel enfer à l'instar de celui qui règne en Afrique du Sud.

Ce dernier pays, champion de la suprématie blanche, sert en même temps de stimulant puissant au nationalisme pan-africain qui se développe en réaction à l'abjecte politique raciale sudiste de l'*apartheid*. Cependant, celle-ci, face à une population africaine en augmentation constante, malgré l'importance de la colonisa-

## PROBLEMES ET PERSPECTIVES DE LA REVOLUTION AFRICAINE

Le mouvement irrésistible vers l'indépendance et l'unification africaine est pour le moment entre les mains de leaders et de partis idéologiquement sinon socialement bourgeois. C'est là une première phase inévitable dans le développement de la Révolution africaine. On trouve dans les états-majors des partis nationalistes africains un mélange d'éléments bourgeois et d'éléments petits bourgeois intellectuels (13) formés dans les métropoles impérialistes de Paris, de Londres, de Bruxelles, de Lisbonne. Parfois, parmi eux, quelques syndicalistes, même ex-communistes. Tels sont en effet les Houphouët, les Mamadou Dia, les Senghor, les Keita, les Sekou Touré, les Nkrumah, les Abubakar, les Awolovo, les Azikiwe, etc. de l'Afrique occidentale française et britannique, les Mboyas, les Kianos, les Bandas, les Nyere-

tion européenne (un Européen pour trois Africains), s'achemine vers une impasse complète. D'autant plus que la population africaine constitue le contingent essentiel de la main d'œuvre utilisée par l'économie en très forte expansion dans ce pays.

Dernièrement, le nouveau Premier ministre réactionnaire, Hendrik Verwoerd, a introduit le « Bantu Self-government bill » prévoyant l'abolition de la symbolique représentation des Africains à l'Assemblée, et créant 8 « Etats » indigènes sous le haut contrôle de son gouvernement.

Cette « solution » signifie en réalité un partage du pays, tout en privant la très nombreuse population africaine des villes de toute participation à l'administration politique du pays.

Reste à dire un mot sur les territoires portugais de l'Angola à l'ouest, du Mozambique à l'est, soumis encore à une exploitation pré-capitaliste odieuse, le travail forcé étant de règle aussi bien pour les travaux publics que pour les entreprises privées. Mais les nombreux prisonniers politiques qui croupissent dans le bagne moyenâgeux de l'île de São-Thomé d'Angola, ainsi que diverses manifestations récentes, témoignent de l'irrésistible mouvement national qui monte, y compris dans ces coins parmi les plus arriérés de l'Afrique Noire.

(12) Le mouvement national du Nyassaland a évolué depuis que le Révérend John Chilembwe, ecclésiaste indigène, avait fomenté entre le 23 janvier et le 4 février 1956 l'importante révolte de la population noire du pays. (Voir à ce propos *Independent African*, par Shepperson and Price, aux Editions The Edinburgh University Press, 1958).

res, les Kasabuvus, etc. de l'Afrique centrale et de l'Afrique orientale.

A des degrés divers, leur idéologie commune est celle du **nationalisme pan-africain** qui oppose la masse africaine, sans distinction de classes (14), aux colonialis-

(13) Le rôle des éléments intellectuels est toujours grand dans les pays coloniaux et sous-développés, où règne encore un **analphabétisme effroyable**. Selon les statistiques de l'UNESCO, le taux d'analphabétisme est de 95 à 99 % en Afrique française ; de 85 à 95 % au Tanganyika et au Nigéria ; de 75 à 80 % au Ghana et au Kenya ; presque de 100 % dans les territoires sous domination portugaise.

(14) Sekou Touré affirme qu'il n'y a « qu'une seule classe d'Africains », comme il vient de la déclarer encore récemment au correspondant du *New York Herald Tribune*.

tes européens. Prétextant le faible développement des structures bourgeoises indigènes au milieu d'une immense masse pauvre d'agriculteurs et d'ouvriers, ces dirigeants et leurs partis rejettent en général la lutte des classes et n'aspirent qu'à créer les bases d'un développement capitaliste sous contrôle politique africain.

Talonnés par l'agitation des masses africaines à la recherche d'un nouvel équilibre social, conscients de la faiblesse de l'impérialisme et des possibilités économiques de l'Afrique Noire, encouragés par l'antagonisme Est-Ouest, ces dirigeants réclament la promotion des élites africaines à une gestion politique exclusive, en association économique avec l'impérialisme.

Afin de mieux marchander cette promotion, ils sont portés à opposer à l'impérialisme des ensembles **fédératifs** ou même **unitaires** plus grands que les territoires artificiels actuels créés par l'impérialisme. D'autant plus que cette tendance à l'unification correspond aussi bien aux désirs des masses africaines qu'aux impératifs d'un développement économique réel.

L'impérialisme qui, de rares exceptions, semble avoir compris l'impossibilité de perpétuer sa domination politique directe sur les territoires de l'Afrique Noire, et qui, d'autre part, veut conserver des positions économiques et stratégiques excellentes dans cette région du monde, encourage le rôle des élites bourgeoises africaines. Il pense que c'est à travers elles qu'il arrivera à polariser le pan-africanisme et à le détourner aussi bien d'une jonction avec le « neutralisme » arabe, trop attiré encore dernièrement dans l'orbite soviétique, que surtout de l'influence communiste. C'est l'impérialisme américain qui joue actuellement le plus audacieusement ce jeu. On n'a que trop remarqué le rôle de ses représentants lors de la récente conférence d'Accra, et l'amitié qui le lie à un dirigeant comme Nkrumah, champion du **pan-africanisme** contre le **communisme**. Son conseiller idéologique G. Padmore n'a pas manqué de l'aiguillonner dans ce sens.

Cependant, comme dans le cas de la Révolution arabe, dans la Révolution Négro-africaine en cours, la tâche historique de l'unification de la nation nègre en formation ne pourra se faire effectivement que sous une nouvelle direction sociale, prolétarienne et socialiste. L'unification négro-africaine s'avérera être avant tout l'aspiration profonde des masses négro-africaines révolutionnaires. Tandis que les différentes élites africaines, de caractère social bourgeois, s'avèreront particularistes, liées chacune différemment avec l'impérialisme, antagonistes, et organiquement incapables d'accomplir une telle tâche historique.

D'autre part, le développement économique et l'industrialisation de l'Afrique Noire

sont une tâche qui ne pourra pas non plus s'accomplir par des méthodes capitalistes. Sur la base de l'économie coloniale actuelle et de la parcimonie et des conditions dans lesquelles l'impérialisme accorde son aide, l'Afrique Noire n'aura aucunement la possibilité de réunir le **taux d'accumulation primitive de capital nécessaire à une rentable industrialisation sur une grande échelle et dans une perspective historique relativement courte**.

En réalité, comme les autres régions sous-développées, l'Afrique Noire également **risque plutôt de régresser économiquement, avec un développement absolu qui resterait en retard par rapport à l'augmentation de la population et de ses besoins, et aux progrès des pays avancés**. Son décalage avec ces derniers, au lieu de diminuer progressivement, risque au contraire de s'aggraver.

Toute autre serait la solution dans la perspective d'une révolution socialiste, sous direction prolétarienne. Le problème de l'accumulation primitive serait résolu grâce à l'étatisation de la plus-value actuellement extorquée par les impérialistes, par la mise au travail productif de millions de gens actuellement dans un processus de paupérisation, et par l'aide désintéressée des Etats ouvriers. Une audacieuse réforme agraire, appuyée par l'aide de l'Etat socialiste, permettrait de cultiver rationnellement les terres collectives des régions tribales, et celles des plantations expropriées et étatisées des Européens, et de récupérer de nouvelles terres, grâce à des travaux divers de déboisement et d'irrigation.

C'est vers cette perspective que doivent s'orienter les cadres marxistes révolutionnaires négro-africains, travaillant dans les diverses organisations nationalistes et dans le mouvement syndical. Tout en appuyant critiquement les formations africaines bourgeoises dans leur lutte effective contre l'impérialisme, pour l'indépendance et l'unification, ces cadres ont le devoir d'œuvrer à la formation de partis prolétariens autonomes de classe, inspirés par le programme de la révolution socialiste négro-africaine.

Des formations centristes de gauche existent déjà en Afrique occidentale, ainsi qu'un mouvement syndical en expansion, embryons des partis prolétariens de classe de demain : l'U.P.C. kamerunais, le P.A.I., le P.R.A. dissident du Sénégal qui a rompu avec Senghor, les militants syndicalistes de Guinée.

La Révolution négro-africaine se distingue par sa tendance à brûler les étapes. Il ne s'écoulera pas beaucoup de temps avant que les formations marxistes révolutionnaires se mettent à la tête des masses négro-africaines et avancent à pas de géant vers la révolution socialiste.

Avril 1959.

**W. BECKER**

## BERLIN

### et le mouvement ouvrier allemand

La politique extérieure des dirigeants soviétiques a toujours pour but le **statu quo**, le compromis mondial avec les États-Unis. Mais ils ne sont plus disposés à payer le même prix qu'il y a une demi-décade et ils n'ont plus besoin de le faire. Dans ce changement d'attitude de la politique extérieure moscovite se traduit le changement des rapports de forces entre l'impérialisme et le monde non capitaliste, en particulier l'U.R.S.S.

En même temps le rapport des forces entre la révolution coloniale et l'impérialisme mondial n'a pas moins changé aux dépens de celui-ci. Le professeur Henry A. Kissinger, stratège américain de la percée, exprime comme suit cette transformation profonde : « Je crois que l'Occident, dans son ensemble, se trouve devant une très grande crise qui n'est pas due seulement à la pression russe. D'un côté se trouve la pression constante des nouveaux pays d'Asie et d'Afrique qui est fortifiée par le puissant ressentiment contre l'Occident, de sorte que le territoire sur lequel ont cours les valeurs occidentales, rétrécit toujours plus... » (souligné par nous).

Kissinger, qui a reconnu à sa façon combien le terrain de manœuvre de la politique impérialiste se rétrécit toujours davantage à également compris que, de ce fait, la situation devient toujours plus explosive. Il est d'avis que Berlin vaut une guerre, même si ce devrait être la troisième guerre mondiale. Il dit : nous nous trouvons le dos au mur. En fait l'impérialisme américain, résolu à défendre son existence, préférera faire sauter le monde que de capituler, s'il ne rencontre pas dans son propre pays la seule force capable de prévenir cette ineptie, la classe ouvrière, parce qu'elle seule peut en régler les causes sociales. Cette loi est valable pour la République fédérale allemande comme pour tout autre pays capitaliste dans le monde.

La discordance entre les nécessités historico-politiques et la situation de fait est aussi criante qu'on peut l'imaginer. Le monde va sans aucun doute vers un nouveau point culminant critique de son existence si riche en crises. Cette fois-ci la mèche brûle au tonneau de poudre berli-

nois. En face de ce développement, la classe ouvrière allemande se trouve dépourvue de toute orientation et de toute direction.

Le mouvement contre la mort atomique qui ne parvint pas à avoir une vie réelle, en raison du sabotage persévérant des appareils de la social-démocratie et des syndicats, est mort. Il n'existe nulle part de points d'appui pour un mouvement semblable à celui qui exista contre la renationalisation. Rien n'indique que le SPD ou un des grands syndicats songe à intervenir là-dessus de manière extraparlamentaire. De sorte que si le pire nous est épargné, on aboutira à un compromis qui sera aussi douteux que tous les accords qui ont été conclus sur la base mouvante d'un monde bouleversé de crises sociales. Mais le danger de guerre reste latent en Europe parce que les causes persistent.

Les thèses ci-après partent de cette prémisses et tirent le bilan des expériences d'une demi-décade de division de l'Allemagne. Elles veulent montrer qu'il y a aujourd'hui encore une perspective, la perspective socialiste, qui renferme dans une très grande mesure une solution possible de la question allemande.

#### Thèses pour une politique extérieure socialiste.

1) L'existence fantomatique de Berlin comme capitale d'une Allemagne non existante menace de prendre la forme d'un détonateur pour le déclenchement de la troisième guerre mondiale. Seule la classe ouvrière allemande peut réaliser ce qui incombe à l'Allemagne pour empêcher cette guerre de destruction universelle. Si le mouvement ouvrier allemand n'est pas capable de résoudre cette tâche, l'Allemagne deviendra un des champs de bataille décisifs de la catastrophe de l'humanité.

2) La solution politique de la question allemande doit prendre le dessus sur l'extermination de notre peuple. Le rideau de fer qui sépare les deux parties de l'Allemagne empêche les ouvriers de la D.D.R. de s'entendre avec leurs camarades de classe de l'Allemagne fédérale ; il empêche également les ouvriers de l'Allemagne fé-

dérale de voir et de comprendre le processus de transformation sociale profond qui se poursuit à l'Est.

3) La bourgeoisie allemande aujourd'hui affublée de la démocratie-chrétienne, par son acceptation du réarmement de l'Allemagne et de l'approvisionnement de la Bundeswehr en armes atomiques, s'est montrée le digne successeur de la bourgeoisie du troisième Reich fasciste et de l'Empire impérialiste du kaiser. En raison de son poids international plus faible, elle ne peut plus déclencher une guerre qu'elle conduirait indépendamment pour atteindre ses objectifs de politique extérieure, à savoir le retour des territoires perdus, et pour étayer politiquement son expansion économique. Mais elle peut faire de la République fédérale qui lui reste une forteresse à l'intérieur de laquelle les alliés occidentaux édifient leur puissance atomique pour la défense de leurs intérêts capitalistes communs. La bourgeoisie allemande peut ainsi fournir avec la question allemande le « prétexte juridique » pour déclencher la 3<sup>e</sup> guerre mondiale de défense du capitalisme international contre l'assaut des peuples coloniaux et le cas échéant de la classe ouvrière.

4) Si la bureaucratie soviétique a, avec l'assentiment de son instrument Ulbricht, choisi Berlin comme cible en Europe, c'est pour les raisons suivantes :

a) elle a renoncé à l'espoir de gagner **politiquement** la classe ouvrière occidentale allemande et probablement toute la classe ouvrière de l'Europe occidentale. Aussi préfère-t-elle boucher la fuite qu'est Berlin et renforcer économiquement et militairement la D.D.R., pour consolider en même temps politiquement le régime d'Ulbricht qui lui est aveuglément dévoué ;

b) elle a repris pour sa politique extérieure la formule de Dulles du risque calculé, c'est-à-dire d'aller jusqu'au bord de la guerre pour atteindre son but politique ; elle l'applique à la question de Berlin et de l'Allemagne et a ainsi conjuré un véritable danger de guerre.

5) Par les accords de Potsdam, les quatre puissances victorieuses s'étaient engagées à traiter l'Allemagne comme une unité économique et à briser la domination des monopoles, des militaristes et des fascistes. Elles employèrent des formules communes qui recouvraient cependant des intérêts sociaux opposés. Il s'ensuivit :

a) la destruction du capitalisme et de la grande propriété foncière dans la DDR, mais avec des méthodes policières typiquement stalino-bureaucratiques, c'est-à-dire comportant la suppression et même la répression de toute initiative démocratique de la classe ouvrière ;

b) le rétablissement de la puissance des monopoles et des militaristes dans la République fédérale contre la résistance inefficace, parce que réduite à un bavardage parlementaire, de la social-démocratie et des syndicats. Ainsi fut détruite la base à partir de laquelle on aurait pu

s'engager pour trouver des voies politiques à la réunification de l'Allemagne.

c) Etant donné que la « déstalinisation » introduite après la mort de Staline n'a été qu'une forme d'auto-défense de la bureaucratie stalinienne, elle ne fut pas poursuivie, une fois les buts limités fixés par la fraction Khrouchchev atteints, jusqu'à la démocratisation de la vie politique, c'est-à-dire jusqu'au rétablissement d'un système de pluralité des partis sur la base d'une Constitution socialiste et jusqu'au rétablissement de la liberté des fractions au sein des partis communistes et des syndicats. De cette façon, la bureaucratie soviétique s'est elle-même bouchée la voie vers la classe ouvrière en Occident.

L'aggravation ultérieure de la situation internationale par la question allemande et l'orientation vers des solutions militaires est la conséquence de l'impossibilité objective pour la bourgeoisie allemande et la bureaucratie soviétique de trouver un compromis durable, acceptable pour les deux parties, c'est-à-dire permettant de prendre la voie de la socialisation dans la République fédérale et de la démocratisation de la vie politique dans la DDR. La « co-existence » sur la base internationale d'un traité ne peut jamais être plus qu'un état intérimaire extrêmement instable, menacé à tout instant, qui exprime l'équilibre des forces du moment dans un monde qui peu à peu va à sa fin. Ceci ne mènera pas, dans les conditions actuelles, à une longue période de détente mais à une exaspération croissante des tensions.

6) Après la fin de la deuxième guerre mondiale, Staline, prisonnier de ses conceptions bureaucratiques, conservatrices, hostiles aux mouvements révolutionnaires des masses, et répétant la vieille pratique erronée de sa politique internationale, croyait bien plus que ses anciens alliés occidentaux à une longue période de co-existence pacifique. C'est pourquoi il sacrifia le mouvement ouvrier communiste de Grèce, les mouvements de résistance français et italien dirigés par les communistes, exigeant le désarmement de ces mouvements qui fut réalisé par les Partis communistes de ces deux pays.

Staline était prêt à sacrifier la révolution yougoslave ainsi que la révolution chinoise, et à négocier de cette manière une plus longue période de pause pour l'Union soviétique. Mais ceci échoua grâce à l'énorme poussée de la révolution chinoise sur la position devenant toujours plus indépendante de Mao Tse Tung qui finalement refusa de se soumettre, selon les désirs de Staline, à Tchang Kai Chek. Cette attitude favorisa la rapide victoire de la révolution chinoise, assurant ainsi le tournant décisif des rapports de forces à l'échelle internationale.

Par la victoire de la révolution chinoise, ce ne fut pas seulement le calcul de Staline mais aussi celui de la bourgeoisie américaine qui fut déjoué. Celle-ci fut obligée de passer à la contre-offensive au moyen du plan Marshall. Les États-Unis

réussirent à obtenir une stabilisation temporaire économique et politique de l'Occident.

L'Allemagne qui, par sa division en deux, constituait la frontière européenne entre l'Ouest et l'Est devint ainsi le centre des efforts de stabilisation des Etats-Unis et leur point d'appui européen dans leur conflit avec l'U.R.S.S. La consolidation économique et le réarmement de la République fédérale formèrent la première ligne de défense européenne des Etats-Unis.

7) L'Union soviétique a avec raison accusé le rétablissement des monopoles dans la République fédérale comme une rupture des accords de Potsdam. Mais Staline espérait en compensation utiliser les mouvements de masse communistes de France et d'Italie comme forces auxiliaires de la diplomatie soviétique, pour empêcher une consolidation des rapports entre les Etats capitalistes et obliger ses anciens alliés à revenir aux accords de Potsdam. Il espérait de cette manière pouvoir empêcher l'encerclement de l'U.R.S.S. par l'Ouest. Il n'a aussi jamais abandonné la thèse de la transformation sociale dans la République fédérale comme prémisses à la coexistence avec l'Ouest.

Par contre Khrouchtchev déclara dans sa note sur Berlin que la différence des systèmes politiques et sociaux entre la République fédérale et la DDR ne constituait pas le cœur de la question. Il tire ainsi le bilan de faillite de sa politique en ce qui concerne la conquête de la classe ouvrière occidentale. Après la défaite du P.C. français, après la décision de réarmer atomiquement la République fédérale, sans qu'aucune action de résistance du mouvement ouvrier allemand ne se soit produite, Khrouchtchev, s'appuyant sur l'avance présente du réarmement de l'U.R.S.S., tire à sa manière, celle de la bureaucratie soviétique, la leçon de ces événements. La méfiance qui vit dans chaque bureaucrate envers la classe ouvrière lui fait abandonner la recherche d'une issue orientée sur une politique de classe. Il préfère la séparation économique et politique de la DDR et le renforcement des frontières militaires, aux efforts pour gagner la classe ouvrière allemande.

8) Une politique extérieure socialiste allemande doit partir de la considération fondamentale que les causes d'une troi-

sième guerre mondiale provenant de la situation allemande ne peuvent être supprimées que,

a) si, par la socialisation de l'industrie lourde, des banques et des assurances, de l'industrie énergétique, la puissance du capital monopoleur est définitivement brisée en Allemagne. Sans cette transformation de la structure sociale de la République fédérale et du rapport des forces intérieures qui lui est lié, aucune politique extérieure fondamentalement nouvelle n'est possible en vue de la réunification ;

b) si les possibilités d'une démocratisation progressant au sein du bloc oriental sont aidées de manière conséquente. Une prémisses en est l'**atténuation** (ou la suppression) de la **pression militaire** sur le bloc oriental, par une lutte active contre le réarmement allemand. Une prémisses est également l'établissement de relations diplomatiques normales avec tous les Etats du bloc oriental ;

c) si des rapports sont établis avec tous les P.C. de masse et les syndicats à l'**ouest** pour créer un front unique socialiste-communiste contre la réaction européenne et ses dangers néo-fascistes. Les mouvements de masse communistes qui se sont formés dans les conditions de la démocratie parlementaire bourgeoisie sont une expression de la libre volonté de la classe ouvrière de ces pays et par conséquent ne doivent pas être mesurés avec le même étalon que les P.C. des pays du bloc oriental ;

d) si, par l'intervention de tous les moyens de lutte et de propagande syndicaux et politiques pour un programme socialiste de réunification, des négociations sont menées avec le régime Ulbricht pour établir une confédération allemande. Au sein d'une telle confédération, il faut toujours maintenir l'esprit d'une offensive démocratique-socialiste qui voit dans la confédération une forme transitoire vers une Allemagne socialiste unifiée.

C'est seulement ainsi que la clique Ulbricht pourra être minée de l'intérieur sans que soit provoquée aussitôt une intervention de l'U.R.S.S., que le régime Adenauer pourra être renversé, et qu'une solution politique et non militaire de la question allemande pourra être assurée, et que pourra être empêché l'aneantissement de l'Allemagne dans une troisième guerre mondiale.

**Pierre FRANK**

## UN AN DE GAULLISME

Quand ce numéro paraîtra, il y aura bientôt un an que de Gaulle sera installé au pouvoir, la république parlementaire en France ayant fait place à un régime de pouvoir personnel typiquement bonapartiste.

Dans une série d'articles parus dans les précédents numéros de cette revue, nous avons vu comment l'opération avait été effectuée. Il a paru récemment un livre « Les 13 complots du 13 mai » (1), qui, tout en étant écrit à la gloire des bénéficiaires de l'opération sur un ton journalistique loin d'être de bonne qualité, confirme l'essentiel de ce que nous avions indiqué. Les groupes qui s'agitaient en Algérie, les petits groupes fascistes et autres à Paris, tout cela n'était pas grand chose. Ils firent plus de bruit que d'action. Le renversement du régime parlementaire ne fut possible que par la combinaison de deux facteurs : le refus des hauts cadres de l'armée, notamment du chef d'état-major général Ely, d'obéir plus longtemps au pouvoir civil qui détenait son autorité du Parlement ; l'action du secrétaire général du Parti socialiste, Guy Mollet. Selon les auteurs de ce livre, il « a été un quatorzième complot à lui tout seul et peut-être le plus représentatif de tous ». Effectivement, de Gaulle n'a pu venir au pouvoir que parce que Guy Mollet a semé la confusion la plus grande dans le P.S. et, ainsi, a plus que contribué à la paralysie de la classe ouvrière, désorientée par toute la politique du P.C.F., notamment sur la question algérienne.

Nous avons également vu, dans les articles précédemment parus, le **pourquoi** profond de l'opération : la partie dynamique, modernisée, du capitalisme français, ne pouvait aller de l'avant avec la structure parlementaire du pouvoir qui, dans les conditions de la société française, donnait trop de possibilités aux secteurs archaïques, parfois parasitaires, de l'économie d'entraver la progression nécessaire aux secteurs rééquipés. Disons que cette compréhension des causes profondes du changement de régime gagne à présent de nombreux milieux, tant dans le mouvement ouvrier ou à sa périphérie que dans des sphères bourgeoises.

Jamais la bourgeoisie française n'a vu s'opérer une telle transformation de régime dans des conditions vraiment pacifiques. Jamais elle n'a eu un pouvoir concentré en aussi peu de mains. Le nouveau Parlement ne demande même pas à exercer les maigres prérogatives que la nouvelle Constitution lui accorde. Le cabinet gouvernemental est surtout une chambre d'enregistrement des décisions qui sont prises par de Gaulle et quelques hommes-clefs, dont certains ne sont même pas ministres. Une « Communauté » a été constituée entre la V<sup>e</sup> République et plusieurs Républiques ex-colonies qui n'a aucun statut et celui-ci est élaboré entre quelques hommes, sans qu'aucun contrôle ne soit exercé sur eux.

Ainsi, de Gaulle se voit dans la lignée de Louis XIV et de Napoléon Ier. « L'Etat, c'est moi. » J'ordonne... mon gouvernement... mes ministres...

Mais qu'a-t-il fait dans l'année qui vient de s'écouler ? Nous passons sur les discours dignes d'un colonel présentant le drapeau du régiment aux recrues. Nous ne mentionnerons que pour mémoire ses propos paternalistes en matière de politique internationale à un monde qui sait faire la différence entre la France des débuts du capitalisme et la France d'aujourd'hui.

Où le nouveau régime fait quelque peu impression auprès de gobe-mouches, c'est dans des attractions à la Malraux. L'Université presque unanime étant hostile au nouveau régime, de Gaulle n'est pas fâché de faire un peu de bruit sur quelques décisions relatives à des directions de théâtres.

Au cours des douze mois qui se sont écoulés, le gouvernement a pris une multitude d'ordonnances qui ont considérablement modifié de nombreux domaines, surtout dans l'administration. Personne ne peut dire tout ce que contiennent ces ordonnances personne sauf le Premier ministre de Mon général, Debré, qui est un véritable fanatique de l'administration et qui croit dans les vertus de la bureaucratie d'Etat.

Mais deux questions essentielles se posaient au nouveau régime : la situation économique inaugurée par la mise en route du Marché Commun Européen, et

(1) M. et S. Bromberger, « Les 13 complots du 13 mai » (Fayard, éditeur).

une récession en Europe ; et l'affaire algérienne.

En matière économique, le gouvernement ne pouvait pas ne pas se mettre au service du capitalisme français pour qu'il puisse tenir sa place dans le Marché commun. Il s'est également servi de la récession pour porter fortement atteinte aux conditions des travailleurs, notamment à la Sécurité sociale. Les salaires ont à nouveau pris du retard par rapport aux prix. Le tout a été fait au nom du « libéralisme » économique ; le principal expert financier qui élaborait les décisions gouvernementales a invoqué l'autorité de Bastiat ! Cependant, dès maintenant, un courant se prononce pour des mesures de type keynésien.

Mais l'économie française, quels que soient les moyens employés, progresse... dans une impasse, car le gouvernement veut s'engager dans de nombreux projets, y compris la fabrication d'une bombe atomique, tout en se montrant incapable de trouver une solution à la guerre d'Algérie qui coûte environ deux milliards de francs par jour.

Si de Gaulle parvint sans trop de difficultés au pouvoir, si Guy Mollet et Thorez, chacun à sa façon, ont dérouter les masses, c'est avant tout parce que les gouvernements issus des élections du 2 janvier 1956 où les électeurs avaient voté pour la paix, s'étaient engagés de plus en plus dans la guerre, et que beaucoup pensaient que de Gaulle pouvait amener la paix en Algérie. Ses propos tenus en privé avant le 13 mai, tels ceux d'un oracle, avaient été interprétés par chacun dans le sens qui lui convenait. Des illusions à l'égard de la position de de Gaulle sur l'Algérie existaient — existent peut-être encore — jusque dans les sommets du F.L.N.

Une fois parvenu au pouvoir, il a poursuivi ce jeu de déclarations sibyllines, au lendemain desquelles la presse et les partis se livraient à une exégèse ridicule. Il a, avec beaucoup de peine, probablement repris le contrôle des sommets de l'armée en Algérie ; la chose est plus douteuse au sujet de toute une série d'officiers qui ne sont pas près du terme de leur carrière. Il n'est pas parvenu à dissocier le F.L.N. — ce qui paraît avoir été son principal objectif — parce qu'il n'avait vraiment rien à offrir. Et maintenant il voit renaître en Algérie, contre lui cette fois, le mécontentement des ultras qui attribuent la continuation de la guerre à l'aide de l'étranger, aux défaitistes et aux traîtres de France, et à la complicité envers eux de Gaulle.

Le plus grand succès de de Gaulle en France avait consisté à refouler à l'arrière-plan la question algérienne qui, depuis 1955 jusqu'au 13 mai 1958, avait été au centre de toutes les manifestations de la vie politique. Aux récentes élections municipales, il fut question de la Sécurité sociale, du chômage, de la retraite du combattant des deux dernières guerres ; c'est à peine si l'on mentionnait la guerre d'Algérie en 4<sup>e</sup> ou 5<sup>e</sup> position. Le Parti communiste n'a rien fait pour aller à

contre-courant. Aussi ne faut-il pas espérer que cet état de fait sera rapidement surmonté. Mais il est inévitable que la guerre d'Algérie revienne très fortement au premier plan, car il y a les frais mentionnés plus haut qui entraîneront des conséquences économiques désastreuses. Car il y a aussi, en dépit de mensonges dans la presse, une exacerbation des combats en Algérie et des pertes quotidiennes en vies humaines. Si la réaction est seule à se faire entendre à présent, il n'en est pas moins vrai que les grandes masses de la métropole ne se sentent pas intéressées par cette guerre et sont sceptiques quant à son issue. La carence, la trahison des directions ouvrières, contribuent à faire de cette question algérienne un facteur de putréfaction du corps social.

Nous avons défini le gaullisme comme un régime bonapartiste et non comme un régime fasciste. Tout comme Trotsky l'avait fait pour l'Allemagne d'avant 1933, la distinction ainsi faite avait pour objet de comprendre les rapports des diverses forces sociales afin d'en dégager des perspectives et des possibilités pour le mouvement ouvrier.

De Gaulle voulait, disions-nous, établir un pouvoir fort ; il a pu établir un régime qui fera preuve de brutalité envers les masses ; mais l'emploi résolu de la force de l'Etat n'empêche que ce régime n'a qu'une faible base sociale propre. Il agira avant tout en équilibre entre des forces sociales opposées. Ce qui, en fin de compte, socialement parlant, veut dire que le nouveau régime, même quand il fait preuve de force, est extrêmement instable, et qu'il doit à un certain moment se trouver devant des situations critiques, qui offriront des possibilités aux travailleurs ou qui risqueront d'être exploitées par des forces fascistes. Le nouveau régime n'a pas évité la guerre civile, comme le pensent tant de petits bourgeois imbéciles, qui n'hésitent pas à se qualifier d'hommes de gauche ; il en a différé l'échéance pour un temps, mais il a modifié le rapport des forces et remis l'initiative à la bourgeoisie.

Dans les mois qui suivirent le 13 mai, il aurait pu sembler que notre analyse était erronée : comment pouvait-on dire que le nouveau régime avait une base sociale étroite, alors qu'il recevait au referendum de septembre 80 % des voix ? Alors qu'aux élections législatives de novembre il parvenait à enlever, ce qu'on n'avait jamais vu depuis la Libération, environ 1,5 million de voix au Parti communiste ? Sans parler de l'écroulement de vieux partis bourgeois comme le parti radical.

Les élections municipales de mars 1959 ont donné un tableau plus complet de ce qui s'était passé dans le pays. On doit certes faire la part de l'aspect local, municipal, de ces élections. Mais les tendances politiques étaient nettes dans les grandes villes où ces élections ont un caractère politique marqué. Le Parti communiste a regagné près d'un million de voix ; la nolarisation s'est également manifestée sur la droite ; le parti radical, l'ancien grand propriétaire des mairies, a disparu, une

partie de son héritage revenant aux socialistes de Mollet, l'autre à la droite. Alors qu'au lendemain des élections de novembre, le gouvernement trouvait la mariée un peu trop belle, il ne savait pas après les élections municipales comment faire figure honorable. « Je ne m'occupe pas de la conjoncture électorale », finit par dire le général qui n'était pas fâché de laisser à son Premier ministre le soin de se débrouiller.

Les prétendus marxistes à la Thorez et Duclos qu'un concours de circonstances a placé à la direction de la majorité des travailleurs de France, affectent d'oublier les votes de la deuxième moitié de 1958 et déclarent cyniquement aux membres du P.C.F. : les élections municipales montrent que les électeurs nous donnent raison parce que notre ligne est juste. Cet existentialisme politique escamote en réalité un phénomène qui est nouveau et d'une importance considérable.

Il est possible que de septembre et novembre 1958 à mars 1959 environ un million d'anciens électeurs communistes ait voté U.N.R. et soient retournés au vote P.C.F. Il est plus vraisemblable que le chiffre réel d'électeurs ayant ainsi oscillé entre ces deux formations soit de l'ordre du demi-million, car il y a eu, comme diverses indications en témoignent, un changement dans la nature des abstentionnistes ; en septembre et novembre ce sont des ex-abstentionnistes de droite qui se sont dérangés pour soutenir de Gaulle, tandis que d'ex-électeurs communistes restèrent chez eux, considérant qu'il était alors vain de voter. En mars 1959, le phénomène inverse s'est produit : à droite, déçus par de Gaulle, beaucoup sont retournés à l'abstention, tandis qu'à gauche, on a repris le chemin des urnes parce que tout le monde sentait venir un vote anti-gouvernemental.

Que l'on accepte la première ou la seconde des hypothèses, un phénomène inconnu depuis la Libération apparaît : de très grandes fluctuations (soit de l'abstention au vote ou vice-versa, soit d'un extrême à l'autre) ont été faites par un nombre considérable d'électeurs, de l'ordre du demi-million au million.

Ainsi, l'arrivée de de Gaulle au pouvoir qui devait mettre fin à la cascade des ministères, qui devait assurer la stabilité, a été accompagnée d'oscillations politiques considérables dans de très larges masses, passant d'un extrême à l'autre. Ce phénomène est apparu dans les résultats électoraux, tandis qu'à la superficie des choses on ne voyait en même temps qu'apathie politique.

Comment expliquer une telle contradiction ?

L'opération du 13 mai a détruit l'équilibre complètement vermoulu de la IV<sup>e</sup> République, mais ne lui a substitué aucun véritable équilibre nouveau. La représentation politique ancienne est devenue inadéquate, et de grandes masses sont à la recherche de solutions, de solutions extrêmes bien plus que de solutions mitigées.

C'est ce qu'elles ont eu l'occasion d'exprimer au moyen du bulletin de vote ; mais elles sont apathiques et n'ont pas bougé, tout d'abord parce que de Gaulle disposait d'un certain crédit (qui n'est pas encore dissipé), que personne ne les appelait à agir, surtout pas les organisations ouvrières et de gauche qui présentent comme seule perspective la rénovation des Républiques défunctes.

L'apathie ne signifie pas que la société est politiquement atomisée, comme l'aurait fait un régime fasciste ; elle traduit une longue maturation de forces qui ne parviennent pas à trouver une issue, et à qui personne ayant autorité ne propose une solution.

Aussi, malgré tout ce que le nouveau régime recèle d'instabilité, rien n'indique qu'il n'a pas devant lui une certaine durée. Pour le grand capital, c'est un régime quasi idéal, puisque les intérêts plus faibles n'ont pas le moyen de faire pression sur la direction de l'Etat. Le fascisme, les forces vraies de celui-ci, c'est-à-dire les réseaux que les Soustelle et Cie établissent, ne sont pas encore une force de masse. La classe ouvrière se trouve paralysée par ses directions. Tout cela se conjugue pour permettre au régime bonapartiste de louvoyer et de paraître puissant sur une société qui ne sait comment se redresser.

Dans ces conditions, bien que le mouvement ouvrier ne se trouve plus dans l'état de prostration où il était au lendemain de l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, et que l'on ait assisté dans la toute dernière période à certains mouvements, il ne faut pas avoir l'illusion que la classe ouvrière se trouve déjà en train de remonter la pente. A vrai dire, elle n'a pas encore eu l'occasion de voir le nouveau régime dans tous ses aspects, il n'y a pas eu notamment de grandes grèves et de grands chocs avec les forces de l'ordre capitaliste. Les illusions parlementaires toujours grandes se trouvent même renforcées par les résultats des élections municipales.

Toutefois, un nouvel élément vient de se faire jour au sein des masses travailleuses : un rapprochement à la base communiste-socialiste. Alors que depuis plusieurs années, on assistait à des reticences croissantes parmi les électeurs socialistes à voter au second tour pour des candidats communistes mieux placés — cela se voyait même chez les électeurs de l'U.G.S., laquelle n'hésitait pas à appeler au vote pour les candidats du P.C.F. et cette tendance se manifesta encore aux élections législatives de novembre 1958 — depuis quelques semaines on a vu apparaître la tendance contraire : malgré les consignes des dirigeants socialistes, un grand nombre d'électeurs a reporté ses voix sur les candidats communistes ; et aux élections municipales des accords se sont faits en d'assez nombreux endroits, à travers toute la France, pour des listes uniques au second tour.

On peut aisément imaginer comment la direction du P.C.F. tire argument de ce

fait comme d'une preuve de la justesse de sa politique. Elle le fait avec d'autant plus effronterie qu'elle ne cite que les chiffres les plus favorables. Or, si on examine ceux-ci de plus près, on voit que, pour un électeur socialiste qui s'est tourné vers les candidats du P.C.F., il y en a encore deux et parfois trois qui ne l'ont pas fait. Autrement dit, pour le moment, cette tendance unitaire à la base n'a pas une force qui débordé irrésistiblement la direction réformiste. Certes, il faut tenir compte de la composition sociale du corps électoral socialiste qui n'est pas formé que d'ouvriers, il s'en faut de beaucoup. Mais il faudrait une énorme pression unitaire dans la classe ouvrière pour surmonter cette situation, et nous n'en sommes pas encore là. Car, si le nouveau régime agit dans un sens qui favorise cette tendance unitaire, la politique du P.C.F. n'a en rien modifié les sentiments de défiance, de très larges masses envers le P.C.F., les méthodes qu'il emploie dans les organisations et le « socialisme à la hongroise » qu'il a défendu.

\*\*

Ainsi, la première année du régime gaulliste va s'achever apparemment sans que rien ne bouge. Cela est à la fois vrai et faux. Depuis son arrivée au pouvoir, de Gaulle a renforcé les rouages de l'Etat, mais il n'y a pas encore eu de heurt avec les masses. Ce que les élections ont révélé, c'est qu'il se produisait des transformations moléculaires, mais très profondément et dans des sens absolument imprévisibles.

Dans ces conditions, on s'enfoncera probablement encore plus pour une période dans l'atmosphère actuelle d'apathie, jus-

qu'au jour où tout ce qui mûrit dans les profondeurs surgira à la grande surprise de tous. Il faut se préparer et préparer le mouvement ouvrier, dans les lourdes conditions actuelles, pour la période qui suivra, et surtout pour ses brusques tournants.

La recherche théorique et politique se faisant actuellement dans de petits groupements avec peu ou pas de racines dans les masses ouvrières, on assiste à un foisonnement de conceptions des plus confuses. Nombreux sont ceux qui rejettent ce que le stalinisme avait gardé, en théorie du moins, du bolchevisme, et qui conservent l'opportunisme cultivé par la direction du P.C.F. Cependant, sur un point, un léger progrès s'opère : l'idée se développe que, parmi les causes de la défaite de mai 1958, se trouve l'absence d'une perspective et d'un programme de transition vers le socialisme. Ainsi, bien que la confusion règne tant et plus sur le contenu de ce programme, sur les moyens de le promouvoir, en particulier sur la question du gouvernement à préconiser à cet effet, l'idée progresse — sans être dite en ces termes précis — que le dilemme n'est pas démocratie ou fascisme, comme le prétendent les staliniens à la Thorez, mais socialisme ou fascisme, comme seuls les trotskystes l'ont affirmé pendant des années.

Et c'est seulement en ouvrant une perspective de lutte pour une société socialiste qu'on préparera effectivement le renversement du régime personnel. Les grandes masses ouvrières n'en sont pas encore là, mais leur expérience prochaine les orientera sur cette voie.

Avril 1959.

**M. PABLO**

## La Révolution arabe<sup>(\*)</sup>

(Rapport présenté au 21<sup>e</sup> Plenum  
du Comité Exécutif International - Novembre 1958)

### BILAN DE LA DIRECTION BOURGEOISE ACTUELLE DE LA REVOLUTION ARABE

C'est en tenant compte de ces données qu'il faut juger le rôle joué par la direction bourgeoise ou petite bourgeoise de la Révolution arabe dans cet après-guerre, établir son bilan, évaluer ses perspectives.

Les événements marquants de la révolution du Moyen-Orient et en général arabe, dans la nouvelle phase ouverte depuis la fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale sont : l'expérience Mossadegh en Iran ; la révolution politique égyptienne de 1952 et l'ascension au pouvoir du nasserisme ; la libération de la Tunisie et du Maroc ; la révolution algérienne de novembre 1954 ; la formation de la R.A.U., les révolutions libanaise et irakienne de l'année 1958.

Dans tous ces événements s'est affirmée une direction bourgeoise ou petite bourgeoise de la révolution, prenant la tête de la lutte nationale anti-impérialiste. Dans certains cas, le rôle politique dirigeant joué par des personnalités et des partis bourgeois — d'origine sociale bourgeoise, ou idéologiquement attachés, en définitive, à la bourgeoisie — était parfaitement clair : Mossadegh en Iran ; l'Istiqlal au Maroc ; le Néo-Destour et Bourguiba en Tunisie ; des formations bourgeoises et petites bourgeoises diverses au Liban et en Syrie.

Dans d'autres cas, comme celui de l'Egypte et de l'Irak, la direction de la révolution est assumée par un groupe bonapartiste d'officiers, dont il s'agit de mieux saisir l'essence et l'orientation sociales. C'est le cas plus général du *nasserisme*.

Les événements ont parfaitement démontré, il me semble, la justesse des thèses essentielles du marxisme révolutionnaire sur le développement de la révolution coloniale à notre époque et le rôle de la bourgeoisie indigène. Ils ont confirmé la possibilité de celle-ci de lutter, jusqu'à certain point, contre l'impérialisme, et ceci confirme à son tour la nécessité d'un *front unique anti-impérialiste national* réunissant toutes les classes, dans le cas des pays coloniaux et semi-coloniaux.

Mais les événements ont également démontré les limites de la bourgeoisie indigène dans tous les domaines essentiels : celui de l'indépendance réelle par rapport à l'impérialisme ; celui de l'unification nationale ; ceux de la réforme agraire, de l'industrialisation, de l'émancipation des femmes. Par le fait que la bourgeoisie indigène, y compris les noyaux de la bourgeoisie industrielle, dans tous ces pays, est à la fois économiquement faible, trop liée économiquement à l'impérialisme, aux féodaux et aux autres couches exploiteuses indigènes (bourgeoisie mercantile

\* La première partie de ce rapport a paru dans le n° 5 de « Quatrième Internationale » (février 1959).

et usurière), et qu'elle a peur de s'appuyer fermement sur les masses paysannes et ouvrières, les événements ont démontré que cette bourgeoisie ne peut achever, compléter les tâches essentielles précitées de la révolution démocratique bourgeoise (17).

L'échec de Mossadegh en Iran dans les nationalisations des pétroles ; le bilan du régime de l'Istiqlal au Maroc et du Néo-Destour en Tunisie ; le bilan du nasserisme aussi bien sur le plan de l'Egypte que de la R.A.U. ; le bilan à ce jour de la révolution irakienne — toute cette expérience est là pour démontrer clairement les limites d'une direction en définitive bourgeoise de la révolution. (Nous traiterons à part le cas de la présente révolution algérienne.)

Ces limites sont d'autant plus flagrantes que les conditions internationales d'après-guerre ont, en réalité, donné à la bourgeoisie nationale des pays coloniaux et semi-coloniaux des possibilités et des chances exceptionnelles, par le fait de l'antagonisme Est-Ouest et les toutes nouvelles possibilités d'aide diplomatique, militaire, financière, commerciale, technique dont disposent l'URSS et les autres Etats ouvriers (18).

Grâce à ces circonstances nouvelles, la bourgeoisie nationale a la possibilité de pousser son indépendance relative par rapport à l'impérialisme beaucoup plus loin que par le passé, et faire en même temps victorieusement face aux agressions éventuelles de l'impérialisme, comme ce fut le cas lors de l'expédition anglo-française de Suez en 1956, et de nouveau lors des événements qui ont suivi la révolution irakienne de 1958.

Mais la nature de classe de la bourgeoisie nationale l'empêche de profiter d'une telle situation exceptionnelle pour se débarrasser radicalement des séquelles économiques de l'impérialisme et des féodaux, dont l'existence est une entrave majeure à l'élargissement du marché intérieur et à une industrialisation accélérée et sur une grande échelle. Les positions économiques de l'impérialisme ne sont nulle part complètement éliminées dans les pays arabes, y compris en Egypte. Loin de là.

Dans les cas de certaines expropriations et étatisations — qui ont eu lieu sous la poussée des masses et de besoins politiques et économiques impérieux — comme celles du canal de Suez et d'autres entreprises en Egypte, les impérialistes sont grassement indemnisés, ce qui grève l'économie nationale de charges diminuant d'autant les ressources possibles qui auraient pu être consacrées à l'industrialisation.

Le cas des pétroles, qui sont cependant déterminants pour l'avenir économique et l'industrialisation des pays arabes, est caractéristique de la faiblesse générale de la bourgeoisie face à l'impérialisme. Les nouveaux rapports de force établis entre elle et l'impérialisme pourraient l'amener à négocier les termes des contrats

(17) C'est-à-dire les tâches qui étaient propres à la révolution sociale bourgeoise qui, dans le passé, dans les pays européens, avait permis de repousser le féodalisme et d'instaurer le capitalisme moderne.

(18) **EGYPTE** : Le volume du commerce entre l'Egypte et l'U.R.S.S. s'est accru, de 1953 à 1957, de plus de onze fois. Pour toute une série de marchandises, l'U.R.S.S. est actuellement le principal fournisseur de l'Egypte. Ainsi, en 1957, dans les importations égyptiennes figuraient au compte de l'U.R.S.S. 43 % de blé ; 37 % de pétrole ; 37 % de bois scié ; 50 % de contreplaqués ; 27 % de tracteurs.

L'U.R.S.S. achète d'autre part actuellement plus de 30 % du coton égyptien à exporter, et également du riz.

**SYRIE** : En 1957, les exportations soviétiques en Syrie représentaient en valeur :

Machines et équipement .....	47 %
Produits pétroliers .....	24 %
Laminés ferreux .....	13 %
Bois scié .....	9 %

Les importations soviétiques en provenance de Syrie étaient représentées principalement par le coton (plus de 70 %).

Le produit de la vente des marchandises soviétiques, aussi bien dans le cas de la Syrie que dans celui de l'Egypte, étant entièrement consacré à l'achat des produits agricoles de ces pays.

Les crédits accordés par l'U.R.S.S. à la R.A.U. totalisent actuellement environ 450.000.000 de dollars (dont 100 millions environ pour la construction du barrage d'Assouan).

avec les compagnies pétrolières dans un sens plus favorable pour elle. Ce processus est même déjà engagé (19).

*Mais l'étape de l'étatisation sans indemnisation de ces compagnies, condition primordiale pour assurer l'accumulation primitive nécessaire au démarrage industriel en grand des pays arabes, ne sera pas franchie sans la poussée révolutionnaire des masses arabes et sans une direction qui déborde largement le cadre bourgeois.*

La tâche de l'unification de la nation arabe est non moins compromise sous la direction bourgeoise ou petite bourgeoise actuelle de la révolution arabe. *L'unification arabe est une tâche historique trop progressive pour ne pas lui subordonner le caractère du régime sous lequel elle pourrait se réaliser.*

L'unification de la nation arabe formerait le cadre le plus propice pour l'épanouissement économique, social et politique de la révolution arabe. *De ce point de vue, les formes politiques dans lesquelles ce processus se réalise sont moins importantes que le contenu lui-même.* Si, par exemple, l'unification arabe pouvait se réaliser dans le cadre d'un seul Etat centralisé, gouverné par Nasser, aussi anti-démocratique que puisse être cet Etat, on ne pourrait être contre une telle unification. On se contenterait seulement de continuer la lutte pour les libertés démocratiques et pour le socialisme au sein d'un tel Etat.

Mais il est pratiquement improbable que le nasserisme unifie la nation arabe sous la forme soit d'un *Etat interarabe centralisé*, soit même d'une *Confédération de Républiques arabes*. Toutes les formes d'association des Etats arabes en tant que formes transitoires vers l'unification en un seul *Etat centralisé* ou une *République fédérative* efficace (20) doivent être considérées comme progressives et être appuyées si elles tendent à se réaliser.

Les difficultés actuelles au sein de la R.A.U. entre l'Egypte et la Syrie, ainsi que les réticences de part et d'autre entre la R.A.U. et l'Irak pour élargir l'unification à ce dernier pays également ; l'hostilité de Bourguiba à la R.A.U. ; les dissensions au sein même du Maghreb, sont autant d'indices importants de l'*inaptitude organique* et non seulement *conjoncturelle* d'une quelconque des bourgeoisies arabes — même relativement de la plus dynamique d'entre elles — à s'établir en tant qu'élément assimilateur et unificateur de l'ensemble des pays arabes.

Les différentes fractions des classes dirigeantes féodo-capitalistes arabes sont trop hétérogènes du point de vue structure économique et sociale, trop différemment liées chacune à l'impérialisme, trop particularistes, pour se polariser de leur propre volonté et mouvement autour d'un axe unique, dans un cadre national unique. Seul un pouvoir politique fort, doté d'un grand dynamisme économique, pourrait briser les tendances particularistes centrifuges et réaliser l'unification, *aspiration révolutionnaire commune avant tout des masses arabes* (21).

Le nasserisme n'a pas cette envergure. Le nasserisme représente un *pouvoir bonapartiste* par excellence, qui exploite la force du mouvement des masses en Egypte et dans les pays arabes ainsi que l'antagonisme Est-Ouest, en définitive au profit de la couche sociale encore restreinte, mais en renforcement constant de la *bourgeoisie industrielle nationale*. Cette bourgeoisie, *capitaliste par excellence*,

(19) Dans le genre des compagnies « intégrées » qui se sont formées avec du capital japonais et italien dans certains cas, partageant les profits selon des formules plus avantageuses que le traditionnel « fifty-fifty », et donnant droit au partage des profits découlant aussi bien de la production que du raffinage, du transport et de la vente du pétrole. C'est dans ces termes que l'Arabie Séoudite a voulu récemment conclure un contrat avec la Standard Oil Company (d'Indiana).

(20) Entre la République du Maghreb uni et la République arabe unie des Etats du Moyen-Orient, par exemple.

(21) L'unification nationale arabe doit également comporter une réelle autonomie et même une autodétermination des différentes communautés ethniques qui existent dans certains Etats, à l'exemple des Kurdes de l'Irak, etc... Elle aura d'autre part à résoudre au Moyen-Orient la question de l'Etat d'Israël et des réfugiés arabes. Ces derniers, au nombre de 800.000, vivent toujours déracinés, inemployés, dans les camps, généralement sous la tente. La seule solution juste de leur douloureux et explosif problème est leur réinstallation en Palestine, pays arabe par excellence, l'Etat actuel d'Israël se résorbant en tant que minorité nationale jouissant d'un régime d'autogouvernement et des pléines libertés culturelles au sein de la République arabe unie du Moyen-Orient.

n'a actuellement pas suffisamment de force pour gouverner à travers un parti et un gouvernement démocratique parlementaire. Pour s'imposer, elle a besoin d'un Etat fort capable de faire face aussi bien à l'impérialisme qu'aux couches féodo-bourgeoises indigènes, économiquement retardataires, et sans qu'il soit débordé sur la gauche par le mouvement révolutionnaire autonome des masses.

Le pouvoir militaire des officiers « nationaux », « anti-impérialistes » — issus pour la plupart de la moyenne bourgeoisie des campagnes et des villes, fils de moyens propriétaires de terre, de commerçants, ou de fonctionnaires — et qui aspirent dans des termes sociaux vagues à « moderniser » leur pays, à « rattraper » l'Occident, etc., un tel pouvoir est un instrument politique rêvé pour cette couche de la bourgeoisie.

Fondamentalement, le bonapartisme nasseriste joue en faveur du développement du capitalisme, aussi bien par le fait qu'une partie de l'administration étatique en s'enrichissant grâce à sa fonction devient capitaliste, c'est-à-dire propriétaire de capital, que par l'ensemble de l'action étatique qui s'efforce de suppléer à l'accumulation primitive capitaliste et favorise le développement capitaliste industriel (22), contre les limitations à ce développement apportées dans le passé par la toute-puissance de l'impérialisme et du féodalisme.

La politique interarabe du nasserisme, en cherchant à créer un marché interarabe plus vaste, dans lequel les obstacles impérialistes et féodaux se trouveraient au moins en partie éliminés, et en s'efforçant sur une telle base de lier à cette entreprise d'autres fractions de la bourgeoisie arabe, n'est également que d'essence économique capitaliste.

Nous venons de voir les limites de la lutte anti-impérialiste de la bourgeoisie nationale ainsi que celles de sa lutte pour l'unification nationale et l'industrialisation. Il nous reste à mettre en évidence les limites de sa lutte contre les féodaux, qui apparaissent clairement dans la timidité extrême des réformes agraires entreprises depuis la guerre par la bourgeoisie nationale.

En EGYPTTE, la réforme agraire n'a bénéficié jusqu'ici qu'à moins de 10 % environ de l'immense masse des fellahs, tout en ayant grassement indemnisé les propriétaires « expropriés » (23).

L'extension de la réforme agraire actuellement en cours en SYRIE établit le plafond de la propriété privée laissée aux féodaux à 200 acres de terre irriguée, augmentée de 100 acres en cas d'enfants, et à 750 acres de terre non irriguée. Pour

(22) Empiriquement, le nasserisme trouve sa vocation en tant que régime politique du développement de la bourgeoisie industrielle. De 1952 à ce jour, l'effort d'industrialisation de l'Egypte s'accélère, malgré les résultats pratiques encore limités (200 millions seulement de livres égypt., capital industriel en 1956).

La politique de l'Etat nasseriste est de plus en plus marquée par la propulsion de l'industrialisation : entreprises mixtes, avec forte participation de l'Etat ; « Comité de la production » chargé d'accélérer le développement de l'industrie ; « Comité du Plan » en 1956 ; plan quinquennal en préparation, qui doit débiter en 1959.

Ce dernier doit porter sur 256 millions de livres sterling — somme après tout modeste — dont 36 millions accordés par l'Union soviétique, 44 par l'Allemagne occidentale, 8 par l'Allemagne orientale, 10 par le Japon.

Cependant, la mobilisation du capital local en faveur de l'industrie, y compris de celui remis aux propriétaires fonciers en guise de rachat pour leurs terres expropriées par la réforme agraire, n'a été jusqu'ici qu'un échec.

(23) La loi de 1952 limite la propriété cultivée à 200 feddans, ou à 300 feddans, car les deux premiers enfants donnent droit chacun à 50 feddans supplémentaires (300 feddans = 126 hectares). Les propriétés incultes ne sont pas touchées par la réforme agraire. 660.000 feddans cultivés devenaient ainsi récupérables, plus 180.000 feddans confisqués appartenant à la famille royale. En juillet 1956, 500.000 individus, répartis en 65.000 familles, avaient bénéficié des parcelles de 260.000 feddans confisqués. L'ensemble de la réforme agraire touchera en tout 1.500.000 de fellahs sur plus de 18 millions. L'indemnité payée à l'ancien propriétaire est fixée à 10 fois la valeur locative de ses terres, plus le prix des installations, machines et arbres. Elle est acquittée en Bons du Trésor amortissables en 30 ans, à 3 %. En juillet 1956, cinq milliards de francs de ces bons avaient été remis, et les intérêts honorés.

La terre vendue est payable en 30 ans, à un prix égal à 10 fois le taux de l'impôt, plus 3 % d'intérêt, plus 15 % des frais d'exploitation. Le tout est payable sur la récolte annuelle. En principe, les lots ne peuvent être morcelés, même par voie d'héritage.

Les fellahs propriétaires cultivent leurs terres dans un cadre collectif — dans des coopératives obligatoires — en touchant la part de la récolte au prorata de la superficie. L'aspect le plus important de la réforme est la baisse autoritaire du taux autrefois exorbitant du fermage, porté de 40 à 50 livres égyptiennes le feddan avant la réforme, à 18 à 21 livres.

le reste de sa terre prise par l'Etat, le propriétaire est indemnisé sur la base d'un prix de la terre égal à dix fois la rente moyenne (qui est souvent, comme en Egypte, quatre fois supérieure à la rente d'une superficie égale en Europe).

Quant à la terre distribuée aux paysans, elle englobera des lots de 20 acres de terre irriguée, ou 75 acres de terre non irriguée, payables en 40 ans au taux d'intérêt de 1,5 %. Cette réforme également ne touchera, au bout des cinq années qu'exigera son application, qu'une partie infime des plus de trois millions de paysans syriens sans terre.

Quant à la réforme agraire irakienne qui, dans un sens, a précipité l'extension de la réforme agraire en Syrie, elle est encore plus modérée « vu le fait que l'Irak possède trois fois plus de terres cultivables que la Syrie » ! — argumentent fort paradoxalement certains apologistes arabes de la réforme. (« The Arab Review » published by the Arab Student's Union in England, Octobre 1958).

Cette réforme, étendue également sur cinq ans, prévoit que le niveau supérieur de la propriété privée sera ramené à 250 hectares de terre irriguée et à 500 ha de terre non irriguée. Dans tous ces cas, à la classe de grands propriétaires fonciers de jadis succède une couche de paysans riches qui, à l'abri d'ennuis financiers — ne fût-ce que grâce aux indemnités de l'Etat — n'auront pas de difficulté à assujettir économiquement, d'une manière ou d'une autre, les petits paysans devenus propriétaires d'une terre minuscule, dans un climat ingrat, sans aide matérielle et technique appropriée de l'Etat.

Quant aux pays libérés du Maghreb — la Tunisie et le Maroc — en dehors des expropriations limitées avec indemnisation de quelques propriétés de colons, aucune tentative sérieuse de réforme agraire n'a été encore entamée.

On peut dans ces conditions affirmer sans exagération aucune que le problème crucial, le problème agraire, reste essentiellement entier dans les pays arabes, et qu'il est illusoire d'en attendre une solution radicale de la direction actuelle de la révolution arabe.

Quant à l'émancipation des femmes, dont la condition dans ces pays à la suite des prescriptions islamiques et du passé féodal, est parmi les plus anachroniques et les plus pénibles, la solution de cette tâche également est liée à la transformation économique et sociale radicale de ces pays, qui ne saurait s'accomplir sous le régime actuel féodo-capitaliste. (24).

## POUR UNE NOUVELLE DIRECTION MARXISTE - REVOLUTIONNAIRE ARABE

Aussi bien pour achever, pour compléter les tâches bourgeoises démocratiques proprement dites de la Révolution arabe, que pour entamer la reconstruction socialiste de la nation arabe, il est nécessaire de faire surgir une nouvelle direction de la révolution, représentant le prolétariat et les masses paysannes pauvres des pays arabes. En d'autres termes, une direction marxiste-révolutionnaire.

Cependant, il faut bien avouer que cette tâche marque un retard considérable par rapport à l'horaire de l'Histoire, et qu'elle a été terriblement compliquée par l'existence et le bilan d'activité des Partis Communistes, instruments dociles, dans les pays arabes comme ailleurs, de la politique étrangère changeante de la bureaucratie soviétique. Par le fait de leur politique foncièrement opportuniste et de collaboration de classes, les Partis Communistes des pays arabes ont en réalité saboté jusqu'ici la création de partis politiques de classe autonomes, propulsant l'organisation et l'action autonomes du prolétariat et des paysans pauvres.

(24) La participation des femmes à la révolution arabe, au Maroc, en Tunisie, en Egypte, et actuellement en Algérie, a relâché en partie, mais nullement brisé, le joug médiéval qui pèse toujours sur elles.

Il n'y a que les femmes musulmanes des régions montagneuses ou des tribus nomades qui ont conservé ici et là une certaine liberté, parfois héritage possible d'institutions matrilinéaires de jadis. (Femmes de Kabylie, mais surtout femmes de culture berbère chaouïa de l'Aurès, femmes de Touareg du désert, etc...)

Certes une telle *politique de classe* nécessaire ne signifie pas minimiser en quoi que ce soit l'alliance avec la bourgeoisie nationale dans la lutte effective contre l'impérialisme et contre les féodaux. Mais cette alliance également nécessaire doit prendre la forme d'un *Front unique* entre organisations de classe *autonomes* en vue d'une *action effective*, pour des *buts précis*, chacun des participants du front sauvegardant pleinement sa *propre physionomie politique* et son droit entier à la *critique de ses alliés conjoncturels*. C'est là la politique léniniste du front unique. Cette politique, dans les pays coloniaux et dépendants, vu le rôle double de la bourgeoisie nationale, implique la critique idéologique sans merci des limitations inévitables de la bourgeoisie nationale, et la lutte de classe non moins inévitable contre elle, afin de parachever la révolution démocratique bourgeoise et d'entamer les tâches socialistes proprement dites.

Au lieu de suivre une telle ligne, les Partis Communistes des pays arabes se sont vus obligés par le Kremlin de s'aligner tantôt sur les positions de la bourgeoisie métropolitaine, tantôt sur la bourgeoisie nationale, trahissant ainsi soit la lutte pour l'indépendance nationale, soit la lutte pour la libération sociale.

Chaque fois que le Kremlin misait sur l'alliance ou sur la neutralisation d'une bourgeoisie métropolitaine, il sacrifiait cyniquement à ce but les intérêts de la lutte anti-impérialiste et de la révolution sociale dans les pays dépendants de cette métropole. Avant et pendant la deuxième guerre mondiale, afin de préserver l'alliance avec l'Angleterre et la France, le Kremlin a obligé les Partis Communistes arabes à mettre en sourdine leur lutte pour l'indépendance nationale, à saboter même carrément cette lutte afin précisément de ne pas gêner ses alliés impérialistes. Après la guerre, dans une autre phase, quand le mouvement pour l'indépendance nationale est devenu malgré tout irrésistible, et afin de conquérir les grâces de la bourgeoisie nationale dans sa lutte contre les puissances atlantiques, le Kremlin a obligé les Partis Communistes arabes, ici et là, à s'aligner complètement sur les positions de la bourgeoisie nationale, à mettre en sourdine et à saboter même ouvertement la lutte autonome de classe pour la révolution sociale dans ces pays. Faut-il rappeler le sabotage de la lutte anti-impérialiste auquel se sont livrés les Partis Communistes syrien, irakien, égyptien et autres pendant la guerre, lutte sacrifiée à l'autel de l'alliance du Kremlin avec l'Angleterre, la France, les États-Unis ?

Faut-il rappeler que, « compréhensifs » des « liens historiques » existant so-disant entre leurs pays respectifs et la France, les P.C. du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, ont longtemps saboté en fait la lutte pour l'indépendance nationale de ces pays et se sont ensuite traînés à la remorque des directions nationalistes, qui ont pris l'initiative d'une telle lutte ? Faut-il rappeler le soutien quasi inconditionnel que les P.C. d'Égypte et de la Syrie ont donné pendant une première phase à Nasser, soutien qui est allé jusqu'à leur autoliquidation et au sabotage ouvert de toute politique de classe dans ces pays ?

Certes, cet appui inconditionnel au nasserisme semble actuellement lui être en partie retiré, dans une nouvelle volte-face des P.C. de la Syrie, de l'Égypte et de l'Irak qui critiquent Nasser, se prononcent contre l'élargissement de la R.A.U. à l'Irak, et chantent les louanges de la souveraineté de chaque État arabe, en particulier actuellement de l'Irak !

Naturellement le principal responsable de cette politique à première vue dérivante est également le Kremlin lui-même, qui juge probablement dangereux de renforcer davantage Nasser, de peur que celui-ci ne se passe bientôt du soutien du Kremlin et ne bascule du côté occidental. Cette politique en méandres, opportuniste à outrance — qui se détermine par les objectifs changeants de la politique extérieure du Kremlin et non pas par les impératifs bien compris de la Révolution anti-impérialiste et sociale dans les pays coloniaux et dépendants — le Kremlin l'applique à travers quelques hommes-clés dans les Partis Communistes — la majorité de leurs membres et même de leurs cadres n'ayant aucune conscience du rôle de simple pion que jouent leurs partis sur l'échiquier de la politique étrangère du Kremlin. Il se pourrait, dans le cas d'un très fort mouvement révolutionnaire des masses, que celui-ci entraîne certains de ces partis au-delà des limites que le Kremlin assigne à leur action, comme ce fut le cas du PC algérien — adhérant tardivement et contre la ligne du PC français à la Révolution algérienne dirigée par le F.L.N. ; et cela pourrait être demain le cas du P.C. irakien.

En général, cependant, ces partis sont actuellement largement discrédités et isolés des larges masses arabes. Ce qui pose le problème de la création de la nouvelle direction marxiste révolutionnaire dans les pays arabes, non pas dans la perspective d'un travail essentiel dans les P.C. mais par d'autres voies spécifiques à chaque pays.

La tâche primordiale dans tous les pays arabes consiste actuellement à grouper sur la plate-forme intégrale du marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire de la IV<sup>e</sup> Internationale, un noyau de cadres arabes qui, en même temps, s'insèrent dans le mouvement réel de masse de leurs pays respectifs, et commencent à élaborer une *plate-forme*, un *programme de transition* tenant compte des particularités de leurs pays. Ce programme de transition concret doit combiner les revendications anti-impérialistes et démocratiques nationales avec les mots d'ordre proprement dit socialistes, afin de montrer ainsi la voie spécifique concrète pour chaque pays, qui conduit de l'état présent à la solution radicale, socialiste, dans le contexte arabe. L'élaboration d'un tel programme doit aller de pair avec la définition et la propagande du *parti transitoire* qui œuvrera pour ce programme.

La lutte pour la solution socialiste est inséparable de la lutte pour la formation du Parti marxiste révolutionnaire de masse, instrument indispensable pour la victoire socialiste. Mais la création du Parti marxiste révolutionnaire de masse passe par des voies transitoires concrètes pour chaque cas.

Il se peut ainsi que les marxistes révolutionnaires de pays comme le Maroc ou la Tunisie, arrivent à la conclusion que la formation du Parti marxiste révolutionnaire de masse passe par la création d'un *Parti Ouvrier basé sur les syndicats* (25) *vu la vigueur du mouvement syndical et les tendances de politisation spontanée que celui-ci a démontrées (Tunisie) et continue actuellement à démontrer (Maroc)*. Cette voie peut s'avérer du reste d'un intérêt plus général, le mouvement syndical étant appelé à jouer un rôle identique, de pionnier également politique, dans toute une catégorie de pays.

Un tel parti aura à élaborer un programme général aussi avancé que possible, et surtout un *programme d'action transitoire*, donnant une réponse concrète aux problèmes non résolus de l'indépendance réelle par rapport à l'impérialisme, de l'unification arabe, de la réforme agraire, du développement économique et industriel, de l'émancipation des femmes.

Dans le cas plus spécial de l'Algérie, il est évident qu'aussi bien la tendance des marxistes révolutionnaires que les forces essentielles d'un *Parti ouvrier de masse* de demain sortiront de l'inévitable différenciation sociale et politique au sein du F.L.N. actuel. Le F.L.N., front unique national anti-impérialiste à ses débuts, se différencie constamment à travers l'approfondissement, l'expérience, les difficultés mêmes de la Révolution. Sa base est essentiellement plébéenne, composée d'ouvriers agricoles des grandes propriétés coloniales, de paysans pauvres des régions montagneuses et des oasis, des khammès (26), de nomades du Sahara, des artisans, de petits commerçants et des ouvriers de villes d'Algérie, et de l'émigration prolétarienne en France. Sa direction est assumée par des éléments sortis de ces milieux, agglomérés avec des éléments intellectuels et quelques rares représentants des couches bourgeoises moyennes.

La disproportion — beaucoup plus grande qu'ailleurs — entre éléments plébéens et éléments petits bourgeois et surtout bourgeois, qui est en faveur de l'importance numérique et sociale des premiers, fait que la Révolution algérienne est de loin plus profonde et plus difficile à s'embourgeoiser, à se « bourgeoisiser » que ne le fut la Révolution tunisienne ou même la Révolution marocaine.

Cependant, il ne faut pas minimiser le fait que, faute d'une claire idéologie marxiste révolutionnaire, des éléments petits bourgeois même les mieux intentionnés, les plus pro-plébéens, retombent inmanquablement dans l'orbite d'une politique qui, en définitive, est bourgeoise.

Ce danger guette constamment la direction du F.L.N. ; je ne parle naturellement pas des éléments pro-bourgeois déclarés sinon bourgeois eux-mêmes, comme Ferhat Abbas, mais de ses intellectuels de gauche, et de ses leaders militaires de souche paysanne. D'autant plus que sur la Révolution algérienne pèse actuellement le poids du régime de de Gaulle, avec ses ouvertures « économiques et sociales », ses équivoques sur l'Algérie, sa répression également renforcée ; la pression de la bourgeoisie tunisienne et de la bourgeoisie marocaine alléchées par la perspective d'une co-exploitation avec l'impérialisme des richesses du Sahara ; la prostration du mouvement ouvrier français, et également — il faut le dire — l'inefficacité du programme politique et de la direction en général de la Révolution algérienne.

(25) Ouvrier, prolétarien, dans son idéologie et son programme ; Ouvrier et Paysan dans sa dénomination populaire.

(26) Métayers au cinquième.

Il n'est pas question de mettre en cause l'acquis positif énorme du F.L.N., initiateur de la Révolution et organisateur jusqu'ici d'une résistance farouche, et pour tout dire étonnante, à l'effort de guerre extraordinairement puissant d'un impérialisme exaspéré et sauvage. Il s'agit de comprendre que l'approfondissement même de la Révolution, dans les nouvelles conditions où elle est placée, exige que le programme social de celle-ci soit mieux précisé, que la structure et le fonctionnement du F.L.N. se démocratisent, afin que la base plébéienne de la révolution s'y associe davantage et y trouve les raisons, les perspectives, la justification de son dur combat et de ses sacrifices immenses.

La création des noyaux marxistes révolutionnaires dans chaque pays arabe, insérés dans le réel mouvement de masse, doit aller de pair avec leur liaison interarabe, afin de former en réalité, le noyau initial du *Parti Marxiste Révolutionnaire arabe de masse de demain*. La IV<sup>e</sup> Internationale est disposée et fermement décidée à faciliter par un grand effort, dans tous les domaines, la réalisation d'une telle tâche. Ses militants collaboreront étroitement et fraternellement, sans aucune velléité d'imposer bureaucratiquement leurs vues, avec tous les camarades marxistes révolutionnaires, ou qui s'orientent vers le marxisme révolutionnaire, indépendamment d'un accord complet sur la totalité des positions de la IV<sup>e</sup> Internationale, afin de les aider à se grouper organisationnellement aussi bien par pays que sur le plan interarabe, à élaborer leur plate-forme interarabe et par pays, à publier un organe théorique marxiste révolutionnaire interarabe.

C'est là une tâche grande et urgente. L'avenir de la Révolution arabe dépend d'elle. Des profondeurs de cette révolution sont sorties déjà des figures attachantes, héroïques, à la recherche plus ou moins confuse de son avenir socialiste, de son seul avenir.

Dans la lignée d'un militant prolétarien comme l'Égyptien Moustapha Khamis (27), ou d'un des premiers moudjahidines glorieux de la Révolution algérienne, Larbi Ben M'Hidi (28), les marxistes révolutionnaires arabes sauront porter la Révolution pour laquelle fellahs et prolétaires ont consenti tant de sacrifices, à sa fin victorieuse : *La République Socialiste Arabe*.

Novembre 1958

**Michel PABLO**

## Démocratie, Socialisme et programme de transition

La chute spectaculaire de la IV<sup>e</sup> République en France et l'instauration d'un régime bonapartiste ayant aboli de fait la démocratie parlementaire, devraient normalement susciter chez les Partis communistes au moins un réexamen critique de leurs thèses sur la « démocratie », la bourgeoisie « démocratique » et l'éventualité du « passage au socialisme par des voies pacifiques ».

Il n'en est cependant rien. On cherchera en vain par exemple dans les travaux du XXI<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. une analyse tant soit peu sérieuse des événements de France et de la situation actuelle du mouvement ouvrier international. Tout l'accent par contre est mis sur les progrès de l'U.R.S.S. et des autres États ouvriers, progrès grâce auxquels le socialisme percerait demain dans le monde entier. L'« épisode français », dans cette optique, ne mérite naturellement pas qu'on s'y attarde trop.

Quant au Parti Communiste Français, principale organisation affectée par les événements de France, qui a vu sa représentation parlementaire réduite à un nombre infime de députés dans le nouveau parlement fantoche, il trouve encore le moyen, dans le projet de thèses pour son XV<sup>e</sup> Congrès, de revendiquer le mérite d'avoir dès 1946 indiqué « qu'un passage pacifique au socialisme n'était pas exclu » et de réaffirmer que ses perspectives demeurent « l'éventualité d'un passage au socialisme par des voies pacifiques, y compris par l'utilisation du Parlement démocratique » !

Au temps de la III<sup>e</sup> Internationale de Lénine, de telles « sottises » étaient l'apanage propre des socialistes de la II<sup>e</sup> Internationale. Mais il y a naturellement longtemps que le communisme officiel, ayant sombré dans l'école menchevique stalinienne, répète et aggrave sottises, crimes et trahisons de la social-démocratie réformiste.

Cependant, devant la logique têtue des faits, la gêne des « théoriciens » staliniens est maintenant visible. Dans divers écrits récents, des tentatives sont faites pour concilier la critique de la « démocratie bourgeoise » avec la lutte pour la « démocratie renouée », et jeter par dessus celle-ci un pont vers le « socialisme ». Il n'y a pas de « démocratie en général »,

nous apprend V. Joannès (1) se rappelant du coup les thèses de Lénine sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne. La « démocratie » est un régime de classe, une forme de domination de la bourgeoisie. V. Joannès se livre ensuite à une analyse de l'évolution économique et politique du capitalisme industriel au capitalisme monopoleur, pour démontrer pourquoi à l'étape actuelle la « grande bourgeoisie monopoleuse » ne peut plus exercer sa domination dictatoriale dans les formes de la démocratie parlementaire classique.

Ayant ainsi établi « l'évolution ultra-réactionnaire de la démocratie bourgeoise », V. Joannès aborde la partie concernant les conclusions à tirer de cette analyse. La question, écrit-il, est la suivante : « Qui l'emportera — du fascisme, vers lequel conduit le pouvoir réactionnaire de type autoritaire dont la France offre l'exemple ou de la démocratie, avec le développement et la rénovation qu'elle implique aujourd'hui ». (Souligné par nous).

Ainsi, après une minutieuse analyse où notre auteur s'acharne à démontrer l'inanité de la « démocratie pure », le caractère de classe de la « démocratie » et sa crise inévitable dans l'évolution actuelle du régime capitaliste, il ressuscite de manière inattendue la « démocratie » abstraite et l'oppose en alternative au fascisme ! Le réalisme marxiste cède la place à la rêverie petite bourgeoise qui se consume dans d'impuissantes constructions logiques d'un régime en réalité intermédiaire entre le capitalisme monopoleur et le socialisme, appelé « République démocratique », ou « démocratie renouée », ou encore « démocratie progressiste », etc.

Partant de la crise de la démocratie bourgeoise, pour les raisons mêmes que donne V. Joannès, la conclusion logique à tirer devrait être d'opposer à l'État fort (bonapartiste ou fasciste) vers lequel s'oriente par nécessité la bourgeoisie, non pas la « démocratie », régime politique bourgeois que la bourgeoisie, par nécessité également, abandonne, mais le socia-

(1) « Sur quelques tendances de la démocratie bourgeoise », Nouvelle Revue Internationale, mars 1959.

(27) Dirigeant des ouvriers syndiqués de la grande filature de Kafrel-Dawar, dans la banlieue d'Alexandrie, qui le 12 août 1952 se sont attroupés devant les bureaux de la direction en réclamant une augmentation des salaires et le licenciement d'un secrétaire de la société et du chef du Bureau de travail, « au nom de Mohamed Naguib et de la Révolution ! » Condamné à mort par une Cour martiale et exécuté, ayant refusé de « dénoncer ses inspirateurs ». Jusqu'à la dernière minute, il criait « Vive la Révolution ! » et murmurait « Je ne mourrai pas ! ».

(28) Après plusieurs semaines de tortures, Ben M'Hidi, combattant héroïque de la première heure de la Révolution algérienne, avait encore le courage de clamer à la face de ses tortionnaires : « Nous vaincrons parce que notre cause est juste, parce que vos tortures sont impuissantes devant notre foi en l'Algérie indépendante ».

lisme, régime démocratique des masses exploitées par la bourgeoisie.

**En cas de crise de la démocratie bourgeoise, telle est l'alternative et aucune autre.**

« Le point le plus important, que ne comprennent pas les socialistes — écrivait Lénine dans ses thèses sur la démocratie bourgeoise du Ier Congrès de la III<sup>e</sup> Internationale — et qui constitue leur myopie théorique, leur emprisonnement dans les préjugés bourgeois et leur trahison politique envers le prolétariat, c'est que dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte des classes qui est à sa base, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tous les rêves d'une solution intermédiaire ne sont que lamentations réactionnaires de petits bourgeois ».

Opposer au fascisme (ou au bonapartisme) la démocratie signifie, du point de vue sociologique marxiste, imaginer la possibilité de combattre un régime bourgeois par un autre régime bourgeois, en misant sur une soi-disant contradiction fondamentale entre la grande bourgeoisie monopoléuse et la moyenne bourgeoisie « nationale » et « démocratique » à laquelle le mouvement ouvrier servirait de force d'appoint.

Inutile d'insister sur l'irréalité criante d'une telle opposition fondamentale au sein de la classe entre la grande bourgeoisie et les couches bourgeoises moyennes.

La crise de la démocratie bourgeoise est le reflet certain d'une profonde crise sociale qui met en danger le régime social bourgeois. Ce qui signifie que les intérêts de la classe capitaliste dans son ensemble prennent le dessus sur les divisions intérieures à la classe indéniées. Ce qui signifie également que seuls en effet des rêveurs petits bourgeois incurables peuvent imaginer l'éventualité d'une lutte dans la classe opposant à l'Etat fort, recherché par la grande bourgeoisie, l'Etat de la « République démocratique », d'une bourgeoisie moyenne aidée par le prolétariat.

En réalité les périodes de crise de la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire de crise sociale aiguë, se manifestent également par la polarisation extrême à droite et à gauche, les partis bourgeois de la démocratie parlementaire se vidant de leur substance.

L'expérience récente française a de nouveau en tout point confirmé cette logique implacable de la lutte de classe qui dessine clairement le relief de la vraie alternative : **Etat fort bonapartiste ou fasciste de la bourgeoisie ou pouvoir prolétarien.**

Naturellement, la lutte pour celui-ci, la lutte pour le socialisme est inséparable de la lutte pour les libertés démocratiques. Ces dernières ne constituent pas cependant un but en soi, et moins encore les attributs d'un régime social intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, mais le sous-produit de la lutte révolutionnaire des masses dans le cadre du régime capitaliste pour le socialisme.

Il est parfaitement vrai que la classe

ouvrière dans cette lutte fondamentale pour le socialisme a besoin des conditions démocratiques pour développer son action et son organisation. Mais ce qui est encore plus vrai, c'est que ces conditions de **libertés démocratiques** doivent être arrachées par la lutte révolutionnaire constante du prolétariat contre l'évolution antidémocratique de la bourgeoisie. C'est-à-dire, c'est la lutte fondamentale pour le socialisme, la lutte révolutionnaire contre le régime capitaliste qui détermine et garantit les succès dans le domaine des libertés démocratiques, et non pas l'action pour la « démocratie » abstraite.

C'est la force du prolétariat en tant que classe, se manifestant et se réalisant dans sa lutte révolutionnaire, qui arrache et préserve les conditions des libertés démocratiques, tandis que toute politique de collaboration de classe pour la « démocratie » ne saurait que faciliter la destruction de ces conditions.

La question revient ainsi au caractère du programme à mettre en avant, et au caractère des forces alliées pour le réaliser.

On peut concevoir la lutte pour le socialisme dans le cadre d'un programme de lutte préalable pour la « démocratie ». C'est le cas usuel des programmes minima actuels des Partis Communistes, ayant comme objectif la « démocratie renouée » ou « progressiste » et qui impliquent tous une étape préalable de lutte essentielle sur ce plan.

On peut concevoir par contre la lutte nécessaire pour les **libertés démocratiques** en tant que partie subordonnée de la lutte fondamentale pour le socialisme, et éclairée par cette perspective, dans le cadre d'un **programme de transition**. Un tel programme articulerait dialectiquement des mots d'ordre à la fois **démocratiques, transitoires et socialistes**, culminant dans le **mot d'ordre transitoire de gouvernement des partis ouvriers**.

Certains théoriciens stalinien ont été amenés à cotoyer une telle conception, mais sans y parvenir complètement. Loin de là. Les Italiens sont parfois une avant-garde dans ce domaine, l'école de Togliatti se distinguant par exemple de l'école de rigidité toute stalinienne de Thorez par une plus grande élasticité dans les conceptions et l'organisation.

Dans son article sur « Démocratie et Socialisme » (2), Pietro Ingrao effleure à différentes reprises la question des rapports dialectiques qui existent entre la lutte pour la démocratie et la lutte pour le socialisme. Il concède qu'il ne s'agit pas là « de deux luttes différentes, d'abord pour conquérir les libertés démocratiques, puis pour édifier un nouveau régime social, mais d'une seule et même lutte ». Mais son « régime social nouveau » n'est qu'une « démocratie progressiste », « qui en procédant à une modification des structures les plus arriérées de la société italienne, et en donnant un nouveau contenu social aux libertés démocratiques, coupe

(2) Nouvelle Revue Internationale, janvier 1959.

rait les racines du fascisme et rendrait impossible la réapparition d'un régime de réaction ouverte ».

Dans sa conception, il s'agirait là d'un régime intermédiaire, **transitoire** comme il l'appelle, vers le socialisme.

La confusion sur cette question est la suivante : Des **revendications transitoires** sont confondues avec l'objectif d'un **régime politique transitoire**, distinct du régime prolétarien, et par conséquent socialment parlant toujours **d'essence bourgeoise**.

L'idée juste est celle qui reconnaît la nécessité de lier dans le programme, **organiquement, dialectiquement, revendications élémentaires démocratiques avec des mots d'ordre transitoires économiques comportant des réformes de structure du capitalisme**.

L'erreur consiste à se limiter ensuite à cette partie du programme, à ne pas le compléter par des mots d'ordre **socialistes** (par exemple, étatisation des moyens de production, etc.) et surtout à **confondre mots d'ordre transitoires avec un régime politique transitoire autre que le régime du gouvernement des partis ouvriers**.

En effet, l'essentiel à comprendre, c'est que la **solution politique transitoire** détermine la structure, l'esprit, l'orientation, la dynamique du programme de transition à élaborer, et que cette solution ne peut être un régime de collaboration avec la bourgeoisie, dans le cadre des institutions bourgeoises classiques, mais effectivement un **régime nouveau**.

**Revendications démocratiques élémentaires et réformes de structure** n'acquièrent tel ou tel contenu, telle ou telle efficacité que par rapport à la **nature du pouvoir politique**. Elles doivent par conséquent être formulées et articulées dans un programme afin de faciliter l'accession d'un pouvoir politique en dehors du contrôle de la bourgeoisie, d'y conduire en quelque sorte par leur propre logique interne.

Ce pouvoir ne sera pas encore la dictature du prolétariat, mais une sorte d'anti-chambre directe à celle-ci.

Dans les conditions concrètes qui règnent actuellement plus particulièrement dans les pays capitalistes avancés, ce pouvoir politique transitoire ne saurait revêtir que la forme **d'un gouvernement du parti ou des partis ouvriers, appuyés sur l'organisation révolutionnaire des masses en comités**.

Nous arrivons ainsi à la question des formes et des moyens pour parvenir à un tel pouvoir politique nouveau sortant des cadres du pouvoir politique bourgeois. Lénine et la III<sup>e</sup> Internationale de son temps avaient conçu la lutte pour le pouvoir ouvrier dans les pays capitalistes comme le résultat de l'action révolutionnaire extraparlamentaire des masses, la participation nécessaire aux parlements bourgeois n'ayant pour but que de se servir d'elle pour épauler cette action des masses et détruire de l'intérieur même les illusions sur le parlementarisme bourgeois.

C'est le genre de parlementarisme ouvrier « nouveau, inaccoutumé, anti-opportuniste et anti-arriviste » que Lénine prêche dans la **Maladie infantile** aux « communistes de gauche ». Aujourd'hui, les Khrouchtchev sont arrivés à la conclusion qu'il s'agit là d'une thèse démodée, la « nouvelle situation créée par les victoires du monde socialiste et les défaites de l'impérialisme » permettant d'accéder au socialisme par l'utilisation du parlement.

Mais, par ailleurs, ces mêmes « théoriciens » ne cessent de souligner l'emprise plus grande que jamais du capitalisme monopoléur sur l'appareil d'Etat dans tous les pays capitalistes avancés. La conclusion logique de ce fait devrait être naturellement que jamais en réalité la classe ouvrière n'est plus éloignée des rouages qui déterminent le contrôle et la gestion de l'Etat et de l'économie. Que jamais, par conséquent, la nécessité de briser la vieille machine étatique dominée actuellement par les monopoléurs n'a été plus urgente.

Les conclusions que Lénine tirait dans ses thèses sur la démocratie bourgeoise, non seulement restent encore valables mais sont **renforcées par le fait de la puissance accrue du capitalisme monopoléur dans tous les pays capitalistes avancés**. Il écrivait :

« Ce serait la plus grande sottise de croire que la révolution la plus profonde dans l'histoire de l'humanité, que le passage du pouvoir, pour la première fois au monde, d'une minorité d'exploiteurs à la majorité des exploités puisse se produire dans les vieux cadres de la démocratie bourgeoise et parlementaire, puisse se produire sans brisures nettes, sans que se créent de nouvelles institutions incarnant de nouvelles conditions de vie, etc... »

Tel n'est pas cependant l'avis des « rénovateurs » actuels. Le PC français, qui a mis son honneur à défendre la IV<sup>e</sup> République délaissée par les masses, est animé d'un courage admirable. Confiant dans les « vieilles traditions démocratiques » de la France, et sans qu'il soit affecté par « l'épisode » gaulliste, il se prépare à revendiquer la place qui doit revenir à la classe ouvrière dans les institutions démocratiques et parlementaires de la « démocratie renouée » de demain (3). Car la « lutte pour le socialisme », nous dit-il gravement dans ses thèses pour son XV<sup>e</sup> Congrès, « se situe dans les perspectives de la lutte pour la démocratie et son progrès continu ». (Souligné par nous.)

En réalité, c'est l'opposé qui est carrément vrai. A notre époque, les **libertés démocratiques** ainsi qu'une résistance efficace contre l'évolution vers l'Etat fort de la

(3) V. Joannès formulera pour sa part ainsi dans l'article précité la stratégie générale des PC dans les pays capitalistes avancés à l'étape actuelle : « Entraîner dans des actions concrètes les masses à exiger une participation active et toujours plus large à la direction politique et économique du pays à tous les échelons. »

bourgeoisie ne sauraient être que le résultat, le sous-produit en quelque sorte de la lutte révolutionnaire du prolétariat pour son propre pouvoir. La lutte pour la « démocratie » s'inscrit en réalité dans celle pour la perspective socialiste.

Dans cette perspective, l'emploi du parlement bourgeois n'occupe qu'une place clairement subordonnée à la lutte extraparlementaire des masses.

Certains théoriciens staliniens — qui comprennent à quel point l'expérience française rend maintenant intenable la position de la « voie parlementaire au socialisme » — voudraient mettre l'accent sur la présence extraparlementaire « d'un puissant mouvement de masse » et les rapports qui doivent exister « entre l'action au parlement et l'action dans le pays ».

Pietro Ingrao, déjà cité, écrit à ce propos : « Nous avons toujours considéré comme erronée et unilatérale la définition selon laquelle la voie vers le socialisme ne serait en Italie que la « voie parlementaire ».

« ... Il ne faut jamais oublier que la force et l'efficacité de l'opposition ouvrière au parlement dépendent précisément de sa capacité d'intervenir dans les développements de la lutte des classes à l'intérieur du pays, de manière à établir une liaison dialectique entre sa propre activité et la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière et de tous les travailleurs. »

C'est cette idée de la liaison dialectique entre l'activité au parlement et « la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière et de tous les travailleurs » qu'il fallait creuser davantage. Le théoricien italien à plusieurs reprises effleure la question de la liaison dialectique entre la démocratie et le socialisme, entre mots d'ordre démocratique et mots d'ordre transitoires, entre activité parlementaire et activité extraparlementaire, mais sans parvenir à sortir du cadre d'une orientation et d'une pratique fondamentalement réformistes. Il envisage par exemple que l'action extraparlementaire produise une modification du rapport des forces au parlement « en faveur de la classe ouvrière et du peuple », en faisant probablement allusion au détachement éventuel d'une aile de la démocratie chrétienne qui se joigne sur le plan parlementaire et gouvernemental aux communistes et aux socialistes.

En réalité, le but de l'action révolutionnaire extraparlementaire des masses ne saurait être de provoquer un gouvernement parlementaire de coalition entre les partis ouvriers et une aile de la bourgeoisie, mais d'imposer le gouvernement des partis ouvriers, et de l'appuyer dans l'application de son programme de transition.

En éduquant et en mobilisant les masses, pendant toute une période, sur la base d'un programme de transition orienté vers le pouvoir ouvrier des partis ouvriers dans les pays capitalistes avancés, il s'avérerait possible d'imposer cette solution politique, soit en remportant la majorité parlementaire, soit en obligeant la bourgeoisie à

accepter le gouvernement de coalition des partis ouvriers.

Dans les deux cas, la naissance parlementaire du gouvernement serait en effet le résultat de la mobilisation révolutionnaire du Front unique des masses. Cette mobilisation, ainsi que l'organisation adéquate des masses, seraient ensuite la garantie pour que le gouvernement ouvrier puisse appliquer son programme de transition contre la résistance acharnée inévitable de la bourgeoisie.

Une politique conséquente de classe, sur la base d'un programme de transition concret, adapté aux conditions de chaque pays, et d'un Front unique des partis se réclamant de la classe ouvrière, saurait aussi bien remporter dans certains cas la majorité parlementaire, dans d'autres cas imposer un gouvernement même minoritaire, du point de vue de la représentation parlementaire, des partis ouvriers. Ensuite, à partir de la formation, de n'importe quelle façon, d'un gouvernement ouvrier, tout dépendrait du degré de mobilisation et d'organisation extraparlementaires des masses révolutionnaires, permettant au gouvernement ouvrier de commencer à agir en sortant du cadre bourgeois.

La « voie nouvelle » au socialisme dans chaque pays capitaliste avancé, c'est-à-dire la voie transitoire concrète au socialisme, dépend de trois conditions : l'élaboration d'un programme de transition adapté aux particularités du pays, une politique systématique de front unique des partis ouvriers, l'orientation du programme et du front unique vers le gouvernement des partis ouvriers appliquant ce programme et appuyé sur la mobilisation et l'organisation extra-parlementaires des masses.

Cette voie est la seule réaliste et capable d'enthousiasmer et de mobiliser les masses. Aux moments de crise grave de la démocratie bourgeoise qui ne manquent pas, comme dans le cas de la France, de marquer tous les pays, de larges masses de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, ainsi que des couches arriérées du prolétariat désertent les formations bourgeoises centristes et font mouvement vers les extrêmes. Ce sont ces moments qui peuvent permettre aux partis ouvriers de polariser soit une majorité absolue, soit la majorité politiquement active et décisive des masses et imposer leur gouvernement.

Tout dépend de leur programme et de leur détermination de lutter pour le pouvoir ouvrier.

Les déconfitures que les Partis communistes et socialistes accumulent face à la réaction bourgeoise ragaillardie, sont en réalité la rançon de leur politique de collaboration de classe au service de la « démocratie » et de leur division.

Il n'y aura de « renouveau » que par la redécouverte de la lutte unique transitoire au socialisme.

Avril 1959.

**P. RICHARDS**

## Sur le sort de la III<sup>e</sup> INTERNATIONALE

(Quelques épisodes)

Bien que la fondation de l'Internationale Communiste (la III<sup>e</sup> Internationale) remonte à 40 ans, il n'a pas encore été publié un exposé quelque peu documentaire ou scientifique de son histoire. Il n'existe que des descriptions de certains épisodes de son activité, ainsi que des essais d'exposés reliés à la marche du développement du mouvement communiste dans quelques pays. Dans les années 1930, l'Exécutif de l'Internationale Communiste pensait publier lui-même une histoire des quinze années de son activité et une description très schématique de l'activité de ses plus importantes institutions. Cela devait avoir pour objet de résumer les expériences accumulées et de tirer des conclusions pour le développement ultérieur du mouvement ouvrier.

Sous la présidence du membre du Comité exécutif de l'I.C., mort récemment, D.Z. Manouïlsky, une commission fut créée à laquelle furent affectés également les dirigeants alors les plus connus des Partis communistes de l'Union soviétique, d'Allemagne, d'Italie, de France, etc. En plus des principaux documents qui se trouvaient dans les archives, on devait adjoindre les témoignages de beaucoup de personnes qui avaient participé directement au mouvement et aux différentes périodes de l'activité de l'I.C. Mais, déjà au bout de quelques sessions de la commission chargée de préparer ce travail d'histoire, il s'avéra que bien qu'il y ait eu abondance de matériaux, la sélection de ces matériaux présentait des difficultés qui ne pouvaient être surmontées dans l'atmosphère politique qui régnait alors à Moscou.

Cela avait trait avant tout au rôle historique des personnalités qui avaient joué un rôle dirigeant à la fondation et dans les premières années de l'Internationale communiste. On se trouvait déjà dans la période où on ne tolérait plus la mention même des noms de Trotsky, Zinoviev, etc. qui avaient été les plus proches collaborateurs de Lénine à la fondation et à la direction de la III<sup>e</sup> Internationale. De même, à la période « héroïque » de début de la III<sup>e</sup> Internationale étaient liés beaucoup de noms de dirigeants communistes qui, par la suite, étaient tombés dans le discrédit. Une grande difficulté résidait aussi dans l'estimation de diverses actions de l'Internationale Communiste qui ne pouvaient être décrites conformément à la vérité et sur le jugement historique desquelles de grandes divergences existaient.

« L'Histoire » avait tout d'abord été prévue pour un ou deux tomes. Peu après survint une circulaire de Manouïlsky proposant l'extension de l'ouvrage

à 6 volumes. Les sessions se prolongeaient mois après mois, et plus se poursuivait le collectage de matériaux et plus il devenait clair que l'édition d'une telle histoire ne pourrait avoir lieu dans ces années 1930.

Mais, même dans les années qui suivirent — et en lesquelles l'espoir avait été placé — l'Exécutif de l'Internationale Communiste ne parvint pas à publier un ouvrage sur sa propre histoire. Car il arriva que de nombreux membres éminents de la commission qui devait préparer cette histoire tombèrent victimes de la terreur de Staline.

Et quelques années plus tard, en 1943, après l'« autodissolution » de l'Internationale Communiste ordonnée par Staline, ses archives furent remises au Comité Central du Parti Communiste de l'Union soviétique, où elles se trouvent enfermées depuis plus de quinze années et, comme autrefois, interdites au public.

Jusqu'à la publication des documents qui sont rassemblés dans ces archives, les témoignages de divers participants du mouvement communiste dans le passé peuvent décrire seulement certains épisodes qui contribuent à comprendre son sort, soit qu'ils rappellent des périodes et des faits de l'histoire de l'I.C., soit qu'ils mentionnent des détails jusqu'alors inconnus.

\*  
\*\*

Bien que la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale fut devenue — étant donné la situation créée par la première guerre mondiale dans le mouvement ouvrier, par le nouveau fait historique d'un Etat ouvrier créé par la Révolution d'Octobre, et par la fermentation révolutionnaire grandissante en Europe centrale — une nécessité historique que les dirigeants du Parti bolchevik avaient reconnue et qu'ils réalisèrent avec leur puissance particulière, il n'en faut pas moins observer qu'au premier Congrès de l'Internationale, il n'y eut pas unanimité sur la question principale. Lorsque la création de la nouvelle, de la III<sup>e</sup> Internationale, fut mise aux voix, une délégation qui avait trouvé le chemin de Moscou s'abstint. C'était la délégation du Parti Communiste allemand (KDP).

La délégation avait été élue en fin 1918 au Congrès de fondation du KPD et elle avait eut besoin de deux mois, remplis de nombreuses difficultés, pour arriver à Moscou. La délégation n'avait pas de pouvoir pour voter aussitôt la fondation d'une nouvelle Internationale et tous les efforts des camarades russes, ainsi que des représentants des autres Partis (d'ailleurs peu nombreux) qui participèrent au Congrès de fondation, ne purent en rien changer l'attitude des communistes allemands.

Cette attitude reposait sur une proposition de Rosa Luxemburg qui avait demandé et obtenu que la délégation allemande refuse son assentiment à la fondation d'une nouvelle Internationale aussi longtemps que le pouvoir d'Etat se trouverait aux mains des ouvriers d'un seul pays, en l'occurrence la Russie. Il existait le danger qu'avec le temps une telle Internationale puisse devenir l'instrument de la politique étatique de ce pays et ne puisse représenter les intérêts des travailleurs de tous les pays.

Rosa Luxemburg avait été assassinée à Berlin dans la période qui s'écoula entre le départ de la délégation et le Congrès de fondation le 1<sup>er</sup> mars 1919. Par la suite, dans les cercles dirigeants de l'I.C., on exprima l'opinion qu'elle aurait changé de point de vue si elle-même avait participé au Congrès. Le KPD, malgré son abstention à la fondation, devint une active section de l'Internationale Communiste. Mais, dans les années 1930, lorsque après les com-

bats héroïques du KPD et ses tragiques défaites, les nazis arrivèrent au pouvoir en Allemagne, on analysa dans un cercle de communistes allemands émigrés à Moscou les luttes passées de la classe ouvrière allemande, et il y fut question aussi de cette « directive » qui avait été adoptée sur proposition de Rosa Luxemburg.

« Il est possible que son opinion s'expliquât par le fait que l'on devait attendre jusqu'à ce que sous peu existe un deuxième Etat ouvrier (Allemagne). Alors le KPD, comme représentant du prolétariat allemand, siègerait avec les Bolcheviks russes, comme partenaire, égal dans la III<sup>e</sup> Internationale... Ainsi la réserve de Rosa... que l'Internationale... comme instrument des intérêts étatiques de la Russie n'était pas appropriée à une représentation efficace des intérêts du prolétariat international... acquiert, à la lumière des lourdes expériences qui se sont produites entre décembre 1918 et la prise du pouvoir par Hitler en 1933, un ton prophétique particulièrement sombre. »

\*  
\*\*

Dans les premières années, les ouvriers de l'Union soviétique considéraient le Komintern formellement comme « l'état-major de la révolution mondiale » ; mais même longtemps après la prise du pouvoir — essentiellement jusqu'à la mort de Lénine — ils étaient convaincus que la réalisation de la révolution dans d'autres pays, avant tout dans les pays occidentaux, aurait lieu avec l'aide de cette Internationale. Sans la révolution prolétarienne ils ne pouvaient imaginer un triomphe du socialisme dans un seul pays.

Cette conviction de la classe ouvrière soviétique et de la première génération de bolcheviks russes qui avaient pris le pouvoir en Octobre 1917 non comme représentants du prolétariat russe aux possibilités limitées mais en son nom comme avant-garde du prolétariat mondial, était si répandue et si profondément enracinée que même Staline, dans son discours aux funérailles de Lénine, mentionna la fidélité à l'Internationale Communiste comme partie intégrale de son serment à la mémoire de Lénine.

Mais, pas plus tard qu'en 1926, on vit ce que valait ce serment de fidélité dans la bouche de Staline. Il s'était efforcé dès le début de transformer le Komintern en une section de propagande de son secrétariat de parti, de l'utiliser comme enseigne pour le mouvement ouvrier international (qu'il ne connaissait pas et auquel il ne faisait pas attention), mais aussi de réduire autant que possible son influence sur les questions du P.C. russe, bien que le sort du Komintern dépendait grandement du développement en Union soviétique.

Lorsque la lutte au sein du P.C. de l'U.R.S.S. entre le noyau de vieux bolcheviks, et l'aile bureaucratique dirigée par Staline aspirant toujours plus brutalement au pouvoir, parvint au moment décisif, Trotsky tenta (déjà trop tard, selon l'opinion de beaucoup de ses partisans) d'en appeler aux communistes de tous les pays organisés dans l'Internationale, pour leur exposer la signification fatale du monopole de pouvoir de Staline, non seulement pour la révolution prolétarienne russe, mais aussi pour la révolution mondiale dont la direction constituait la tâche immédiate de l'I.C.

Pendant le 7<sup>e</sup> Plenum de l'Exécutif de l'Internationale Communiste en 1927 (entre le 5<sup>e</sup> et le 6<sup>e</sup> Congrès de l'I.C.) se produisit la lutte devenue historique entre Trotsky et Staline dont le résultat montra toute l'impuissance du dirigeant communiste en face des manœuvres perfides et de la pression administrative sans scrupule de l'appareil de Staline.

Le résultat du Plenum, en réalité, ne fut pas l'éloignement de Trotsky, Zinoviev, Kamenev et des autres dirigeants liés à la fondation de l'I.C., mais la condamnation à mort de toute l'Internationale Communiste.

Dans les 17 années qui s'écoulèrent entre 1927 et 1943, c'est l'agonie de la III<sup>e</sup> Internationale condamnée à mort par Staline qui se produisit. Les directives — dirigées tantôt sur des aventures insensées et sans issue, tantôt sur des manœuvres ridicules et des capitulations paniques — lancées par la III<sup>e</sup> Internationale pour beaucoup de pays ont sur la conscience nombre de chapitres sanglants. Mais pour la cause de la vérité, il faut ajouter que, dans toutes les questions essentielles, l'appareil de l'Internationale et les dirigeants des divers partis lui obéissant n'étaient que des intermédiaires.

Ces directives provenaient de Staline et correspondaient aux intérêts de sa politique en vue de la consolidation de son pouvoir en Union soviétique et du renforcement de son prestige international, sans le moindre égard aux intérêts du prolétariat mondial ou des masses travailleuses dans les différents pays.

Un autre chapitre est celui des camarades extrêmement sincères, remplis d'un esprit de dévouement et de sacrifice illimité qui furent impliqués dans la réalisation de ces instructions provenant de l'appareil de Staline, fausses et traîtresses du point de vue des intérêts des masses, qui déclarèrent : « Il s'agit d'une grande bataille sur l'échelle mondiale, la stratégie géniale de Staline consiste à sacrifier tout et chacun qui vient à l'encontre de ses plans pour gagner la bataille pour la puissance mondiale. Si l'Internationale Communiste est ainsi sacrifiée, cela se fait dans les intérêts des « plans supérieurs » de Staline. »

\*\*

Il arriva un moment où l'Internationale Communiste, bien qu'agonisante et depuis longtemps transformée en un auxiliaire de propagande, retint à nouveau l'attention de Staline. D'une part pendant la guerre contre Hitler avait commencé une puissante montée du mouvement ouvrier révolutionnaire qui plaçait les communistes, devenus des partis de masse dans de nombreux pays, devant la tâche de la conquête du pouvoir après avoir chassé les occupants nazis. A la tête des groupes communistes se trouvaient dans divers pays des personnalités marquantes qui, lors d'un renouveau de l'Internationale, auraient pu déclencher une rébellion contre le diktat pseudo-communiste de l'appareil de Staline.

D'autre part, l'existence du Komintern était un objet d'échange bien venu.

Dans ses marchandages avec Churchill et Roosevelt, Staline pouvait présenter la dissolution du Komintern comme un sacrifice qu'il faisait pour prouver sa loyauté totale et sa fidélité à l'alliance.

Ainsi il ne resta plus au fidèle Georges Dimitrov, chargé depuis 1935 de l'administration des affaires du Komintern, qu'à signer la formule de l'auto-dissolution qui fut confirmée par l'Exécutif de l'Internationale Communiste.

Mais les idéaux qui, il y a 40 ans à la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale, animaient les représentants de la classe ouvrière, songeant à poursuivre les traditions de Marx et d'Engels et de la Ire Internationale, ces idéaux ont survécu dans le cœur des masses ouvrières à la dissolution de la III<sup>e</sup> Internationale.

Et bien que des années doivent encore s'écouler avant que ne soit écrite une vraie histoire de la III<sup>e</sup> Internationale, elle contiendra aussi bien les éléments de l'héroïsme de ses meilleurs combattants que la honte de Staline et de ses complices qui l'ont trahie et étranglée.

**Léon TROTSKY**

## Plus près des prolétaires des races de couleur

(Une lettre au Secrétariat International)

J'ai reçu la copie d'une lettre datée du 26 avril 1932, envoyée par une organisation de camarades noirs de Johannesburg. Cette lettre, il me semble, a une grande signification symptomatique. L'Opposition de gauche (bolcheviks-léninistes) peut et doit devenir le drapeau des sections les plus opprimées du prolétariat mondial et, par conséquent, avant tout et surtout des ouvriers noirs. Sur quoi fais-je reposer cette proposition ?

L'Opposition de gauche représente à présent la tendance la plus conséquente, la plus révolutionnaire dans le monde. Son attitude violemment critique envers toutes les variétés de supériorité bureaucratique dans le mouvement ouvrier lui rend possible d'accorder une attention particulière à la voix des sections les plus opprimées de la classe ouvrière et des masses laborieuses dans leur ensemble.

L'Opposition de gauche est en butte aux coups non seulement de l'appareil stalinien mais aussi de tous les gouvernements bourgeois dans le monde. Ce fait qui, en dépit de toutes les calomnies, entre graduellement dans la conscience des masses, doit de manière croissante attirer vers l'Opposition de gauche les chaudes sympathies des sections les plus opprimées de la classe ouvrière internationale. De ce point de vue, la communication à nous adressée par les camarades d'Afrique du Sud ne me semble pas du tout accidentelle mais profondément symptomatique.

Dans leur lettre, à laquelle se trouvent adjointes 24 signatures (avec l'indication « et d'autres »), les camarades sud-africains expriment un intérêt particulier aux questions de la Révolution chinoise. Cet intérêt, il faut le reconnaître, est tout à fait justifié. Les masses travailleuses des peuples opprimés qui ont à mener la lutte pour les droits nationaux élémentaires et pour la dignité humaine sont précisément celles qui courent le plus grand risque de souffrir un châtement pour les enseignements frelatés de la bureaucratie stalinienne sur la question de la « dictature démocratique ». Sous ce drapeau mensonger, la politique à la Kuomintang, c'est-à-dire la déception vile et l'écrasement impuni des masses par leur propre bourgeoisie « nationale », peut encore causer le plus grand tort à la cause de la libération des travailleurs. Le programme de la révolution permanente, basé sur l'expérience historique incontestable d'un certain nombre de pays, peut et doit acquérir une signification primordiale pour le mouvement de libération du prolétariat noir.

Les camarades de Johannesburg peuvent ne pas encore avoir eu la possibilité de connaître plus étroitement les positions de l'Opposition de gauche sur toutes les questions les plus importantes. Mais ceci ne peut pas

être un obstacle à ce que nous nous associons avec eux aussi étroitement que possible en ce moment même, et pour que nous les aidions fraternellement à venir dans l'orbite de notre programme et de notre tactique.

Lorsque dix intellectuels, à Paris, à Berlin ou à New-York, qui ont été membres de diverses organisations, s'adressent à nous pour demander à être admis dans notre sein, je donnerais l'avis suivant : soumettez-les à une série d'épreuves sur toutes les questions programmatiques ; mouillez-les sous la pluie ; séchez-les au soleil, et alors après un nouvel examen soigneux, acceptez-en peut-être un ou deux.

Le cas est radicalement autre quand dix ouvriers reliés aux masses se tournent vers nous. La différence dans notre attitude envers un groupe petit bourgeois et un groupe prolétarien n'exige aucune explication. Mais si un groupe prolétarien fonctionne dans une région où il y a des travailleurs de différentes races et, malgré cela, reste composé seulement de travailleurs d'une nationalité privilégiée, je suis alors enclin à les regarder avec suspicion. N'avons-nous peut-être pas affaire à l'aristocratie ouvrière ? Le groupe n'est-il pas infecté de préjugés esclavagistes actifs ou passifs ?

Il en est tout à fait autrement lorsque nous abordons un groupe d'ouvriers noirs. Là je suis prêt à admettre par avance que nous aboutirons à un accord avec eux, même si un tel accord n'existe pas encore maintenant. Parce que les ouvriers noirs, en vertu de toute leur position, ne tendent pas et ne peuvent pas tendre à dégrader qui que ce soit, à opprimer qui que ce soit, ou à priver quelqu'un de ses droits. Ils ne cherchent pas des privilèges et ils ne peuvent s'élever au sommet que sur la voie de la révolution internationale.

Nous pouvons et devons trouver la voie vers la conscience des ouvriers noirs, des travailleurs chinois, des travailleurs indiens et de tous les opprimés de l'océan humain des races de couleur à qui appartient le mot décisif dans le développement de l'humanité.

Prinkipo, le 13 juin 1932.

## M. TOUKHATCHEVSKY

# L'Armée Rouge

*Toukhatchevsky, une des plus éminentes victimes des épurations de Staline dans la période 1936-38, a été réhabilité et a retrouvé une place dans l'Encyclopédie soviétique. Nous ne reviendrons pas ici sur le caractère des « réhabilitations » actuelles, qui entrent dans le cadre de la politique d'auto-défense de la démocratie soviétique. Le jour viendra où les réhabilitations seront complètes et franches.*

*Nous avons pensé utile de publier un exposé de Toukhatchevsky, qui fut édité à l'époque dans une série de brochures de l'Internationale Communiste. Cet exposé fut présenté au cours d'une discussion qui eut lieu à la Société Militaire Scientifique, attachée à l'Académie Militaire de l'Armée Rouge. La discussion se tint sous la présidence de Léon Trotsky, à l'époque Commissaire du Peuple à l'Armée Rouge, qui l'ouvrit par quelques remarques exposant le but de la discussion : au lendemain de la guerre civile victorieuse et en prévision de nouvelles agressions auxquelles l'Union Soviétique aurait à faire face, établir un certain nombre de règles fondamentales de doctrine de la jeune armée. A la fin de la discussion, Trotsky, dans un exposé final, tira les enseignements de ce débat. Au sujet du discours de Toukhatchevsky, il en critiqua quelques « généralisations trop hâtives » : il ne pensait pas que l'on avait vu la fin de la guerre de positions ; et il ne pensait pas du tout qu'il fallait condamner absolument le système de la milice. Des conditions meilleures existeront dans la paysannerie et dans la classe ouvrière, disait-il, qui permettront une transition vers la milice.*

*Notre intention, en publiant la brochure de Toukhatchevsky, n'est pas de reprendre ces débats anciens. Nous avons voulu montrer dans quel esprit fut constituée, du temps de Lénine et de Trotsky, l'Armée Rouge. C'est l'ancien lieutenant de la garde du tsar, conquis par la vigueur de la révolution prolétarienne et devenu le plus éminent spécialiste militaire de la jeune République soviétique, qui le dit clairement : c'est une armée rouge, non une armée russe, c'est un instrument de la révolution mondiale. Même après que les travailleurs avaient pris le pouvoir et s'étaient ainsi conquis une patrie, il n'était nullement question de grandeur « nationale » et autres poisons chauvins dont les staliniens abreuvent actuellement les militants de la révolution prolétarienne internationale. Les travailleurs soviétiques, en reconquérant la démocratie soviétique, non seulement rendront justice à tous les révolutionnaires victimes de Staline, ils rétabliront les rapports du mouvement ouvrier international et de l'Etat soviétique tels qu'ils se trouvaient dans les premières années de la Révolution d'Octobre.*

**A**UTREFOIS il semblait parfaitement naturel et juste de conférer à l'Etat socialiste la capacité de défense requise à l'aide d'une milice. A présent, ce point de vue est considéré de façon de plus en plus critique, voire rejeté à la suite d'une analyse approfondie. Dans cette question, le passé est loin de jouer le moindre rôle, la croyance en l'infailibilité de la connaissance acquise ne disparaît que lentement. Cette croyance a conduit beaucoup de gens à

ne pas reprendre le problème évoqué dans ses fondements, mais de le considérer du point de vue de telle ou telle généralisation d'un système insensé au sein des données réelles d'un Etat socialiste. Mais il y a aussi des gens qui non seulement considèrent comme superflu de réexaminer ce problème, mais encore revendiquent — s'en tenant à l'idée une fois conçue clairement — l'application immédiate du système des milices en Russie soviétique.

Cet article a pour but d'examiner ce problème. Pour ce faire, il est nécessaire non seulement d'examiner dans quelle mesure le système des milices est utilisable pour la dictature du prolétariat, mais aussi la nature du système des milices et, enfin, également ce système d'armée socialiste qui répond aux exigences d'une force militaire véritablement socialiste et à ses tâches.

## DEFENSE ET ATTAQUE

A l'époque de la 2<sup>e</sup> Internationale dominait dans la tête des socialistes l'idée de la « défense de la patrie ». Les agressions armées étaient condamnées sans distinction quant à leurs motifs, objectifs ou causes. En cela se révélait la forme spécifique de la lutte de la 2<sup>e</sup> Internationale contre l'impérialisme. C'est précisément pourquoi notre problème a subi un éclairage quelque peu unilatéral. Cette lutte, ou plus exactement, cette demi-lutte exclusivement passive avec l'impérialisme a systématiquement enlevé au prolétariat l'idée de l'activité, l'idée d'une offensive du prolétariat contre la bourgeoisie, et lui a rendu considérablement plus difficile la claire compréhension des conséquences possibles d'une telle offensive.

La situation militaire actuelle de la Russie soviétique en tant que propagatrice de la révolution dans le monde entier, n'est même pas du tout prise en considération. Cependant, cette situation ne peut jamais se présenter du point de vue militaire entre Etats impérialistes.

Mais les détails de la question ne trahissent pas seuls les défauts d'une telle tournure d'esprit passive. Tout le fondement de l'idée de l'offensive militaire de la classe prolétarienne contre la bourgeoisie est, du point de vue militaire, injustement limité. La 2<sup>e</sup> Internationale a inoculé à tout le monde l'idée qu'un tel combat offensif n'était admissible que dans le cadre étroit d'un Etat. Naturellement, dans leur riche diversité, la vie et la révolution socialistes ne se laissent enfermer dans aucun cadre. Irrésistiblement, elle s'étend par le monde entier, et sa force d'expansion durera tant que sur terre il y aura une bourgeoisie.

Par quelle voie pourra-t-elle bien atteindre son but ? Par la voie de soulèvements armés à l'intérieur de chaque Etat ou par la voie de soulèvements armés d'Etats socialistes contre des Etats bourgeois, ou bien aussi par les deux voies ensemble ; cela ne peut être prédit, le déroulement de la révolution nous le montrera. Une chose est sûre : si quelque part une révolution socialiste est arrivée au pouvoir, elle a le droit indiscutable de s'étendre, elle tendra dès lors, par la puissance élémentaire, grâce à une influence immédiate sur tous les pays voisins, à embrasser le monde entier. Son principal instrument sera, naturellement, sa puissance militaire.

Nous voyons donc que la révolution socialiste requiert de la part de son armée la capacité de mener des opérations actives, offensives à l'intérieur des frontières propres et, si le cours des choses l'y oblige, également à l'extérieur de ces mêmes frontières.

## LE SYSTEME DE RECRUTEMENT

La structure d'une armée est conditionnée, d'une part, par les objectifs politiques qu'elle doit poursuivre ; d'autre part, par le système de recrutement en vigueur. Ce sont là deux données décisives pour le système d'édification d'une armée.

Dans la période d'avant la Révolution française, alors que les buts politiques, en particulier actifs, étaient fixés par les monarches et leurs cours sans aucune participation du peuple, et alors que l'armée se recrutait de mercenaires, toute la structure de l'armée — d'ailleurs relativement petite — avait une rare régularité. L'importance de l'armée dépendait des moyens dont disposait la cour, mais elle devait être régulière, parce que des armées de mercenaires exigent une longue et dure période d'entraînement et parce qu'une armée de mercenaires ne peut s'acquiescer rapidement.

La grande Révolution française a apporté un tournant décisif dans le domaine militaire.

Les objectifs politiques, qui, d'après leur nature, étaient toujours actifs, allaient désormais au cœur des masses populaires. Le système de recrutement subit la modification la plus fondamentale. Il se transforma en un système national et obligatoire. Il procura à la Révolution française des masses militaires énormes, inconnues jusqu'alors, et modifia aussi toute la stratégie en lui apportant des méthodes qui correspondaient aux nouvelles formes de l'armée.

Ce système constitua la base de toutes les armées européennes des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles.

Les Allemands furent les premiers à concevoir théoriquement ces nouvelles formes et à faire de ce principe le fondement de leur « peuple armé ».

Ce système s'est développé de façon ininterrompue. L'importance des armées sur pied en temps de paix se modifia peu, par contre, le temps du service diminua de plus en plus, ce qui avait pour conséquence que des couches de plus en plus larges de la population étaient rendues utilisables pour le militarisme. En cas de guerre, on appelait sous les drapeaux ces masses de réservistes exercés, et, de cette façon, une fraction énorme de la population, comptant plusieurs millions d'hommes, pouvait immédiatement partir en campagne.

Le développement de ce système de l'armée nationale s'accomplit parallèlement au développement de l'industrie, de la technique, des transports, etc. Le maniement de cette armée colossale impliquait un réseau ferroviaire largement déployé et des plans élaborés jusque dans les moindres détails.

Cependant, les noyaux proprement dits de l'armée n'étaient plus aussi capables de faire la guerre, ni aussi résistants qu'autrefois. Avec la diminution de la durée du service, la qualité de l'instruction de l'armée et sa valeur avaient baissé aussi. Tout cela amena un rapide perfectionnement des moyens militaires, techniques pour renforcer le moral de la troupe, ou, plus exactement, pour y suppléer. Ces derniers temps, la technique militaire a connu des succès inattendus.

Cet état de choses a également contraint d'utiliser des moyens techniques toujours plus grands pour les besoins de la mobilisation et de ne mettre, par contre, que des moyens insignifiants à la disposition du noyau de l'armée. De fait, si nous pensons un instant à l'importance qu'ont les automobiles, les avions, etc., il est bien évident que ces moyens techniques, qui sont de la plus haute importance pour l'Etat, ne peuvent être retirés à la vie de façon permanente et ne peuvent être attribués au domaine militaire qu'au début de la mobilisation.

De même il est devenu impossible à la longue d'occuper le nombre nécessaire pour la production d'équipements militaires. Il aurait fallu pour cela la moitié de toute l'industrie. Aussi n'employait-on, par exemple, l'industrie pour

la production d'armes à feu individuelles à une échelle convenable qu'à partir de la mobilisation. Et de même pour tous les autres domaines de l'équipement militaire.

La nation investissait ses forces toujours davantage dans la vie économique du pays. Mais, dès le décret de mobilisation, elle s'organisait en fonction de la guerre. On a très justement qualifié ce système de système du « peuple armé ».

En général, à mesure de la croissance du chiffre de la population et de l'élévation du niveau de la technique et de l'industrie, se développait également l'armée. Celle-ci, insignifiante en temps de paix, se gonflait dans les quelques jours de la mobilisation, jusqu'à prendre des proportions gigantesques. La stratégie aussi dut s'adapter à ce système. Dans sa forte dépendance à l'égard des chemins de fer, elle devint beaucoup moins libre et de plus en plus liée par les dimensions de l'armée et de la technique. L'instruction de l'armée fut de plus en plus négligée, tandis que celle de l'Etat-major passait au premier plan ; la tactique dépendait presque entièrement de l'exactitude des calculs chiffrés et du degré de précision avec lequel les troupes pouvaient être déplacées au moyen des chemins de fer. Les énormes et lourdes armées de masse rendaient toujours plus difficile la conduite active de la guerre, quand on ne pouvait pas s'appuyer sur une technique de premier ordre et sur un réseau ferroviaire adéquatement et largement ramifié.

Ces conditions fixaient les limites de l'accroissement de l'armée, qui devait se régler sur le développement industriel du pays. Avec la croissance de l'industrie pouvait donc s'élever la forme numérique des forces armées. Par un développement extrême de la technique et de l'industrie, on devait donc aussi pouvoir amener l'armée à une grandeur maxima ; à la condition d'une technique militaire extrêmement perfectionnée, la qualité d'une armée pourrait presque entièrement être remplacée par sa quantité. Avec un réseau ferroviaire idéal, une armée aussi gigantesque, même si elle ne s'y entend pas à manœuvrer, pourrait, à l'aide d'une direction militaire bien instruite, exécuter les mouvements les plus compliqués. Une telle armée, comprenant en temps de guerre presque toute la population masculine, ne détournerait pas celle-ci du travail productif en temps de paix. Si une telle organisation devait bien mener à une faible instruction des troupes, elle devait néanmoins, grâce à des perfectionnements techniques, pouvoir convenablement résoudre des tâches actives et réduire l'adversaire par son nombre et sa technique.

Quelle limite s'impose donc au développement de l'idée d'une armée bourgeoise basée sur la conscription générale, nationale ?

On avait reconnu inconsciemment cette limite qu'on appelait le « système des milices ».

Mais il se manifesta un malentendu. L'idée d'une armée de milices n'est pas apparue comme la suite logique de la pensée militaire antérieure, mais elle émergea tout à fait par hasard et de façon inattendue dans le camp socialiste, et c'est là qu'elle s'est implantée — dans ce même camp qui avait combattu les adeptes du « peuple armé ».

La revendication de la milice est déjà inscrite dans des programmes démocratiques de 1848. L'idéologie démocratique ignore les classes ; elle ne connaît que « le peuple » uni, indifférencié, dont les droits ont été usurpés par les « tyrans », l'« Etat », etc... La défense des « libertés populaires » requiert une « armée populaire ».

L'idée du « peuple armé » et l'idée de la milice — celle-ci n'étant à vrai dire que le développement logique de celle-là, mais n'ayant été reconnue comme telle par aucun des deux adversaires — ces idées passèrent longtemps pour extrêmement opposées.

Pourquoi le système de la milice a-t-il été combattu aussi violemment et aussi obstinément par les dirigeants de l'armée régulière ? Ceci n'eut pas lieu surtout parce qu'une armée géante, avec sa faible discipline, effrayait les spécialistes militaires. Une telle supposition ne peut être le fruit que d'un

jugement primaire. Ce que l'on craignait était bien plutôt que l'armée de milice ne pourrait accomplir à pied des mouvements de quelque importance ; de fait, le niveau de la technique n'avait permis jusqu'ici dans aucun pays l'utilisation de l'énorme armée de milice comme une force mobile capable d'action, car pour cela les chemins de fer, automobiles et autres moyens de transport étaient encore insuffisamment développés. Mais le corps des officiers, éduqué dans son ensemble avec des conceptions impérialistes, ne pouvait accepter l'armée de milice, qui est, par nature, passive et destinée uniquement à des missions défensives. Les commandants n'avaient que faire d'une telle armée. Ils rêvaient de conquêtes et de campagnes victorieuses.

Aussi la deuxième Internationale a-t-elle naturellement défendu le système de la milice dans sa lutte contre l'impérialisme. Ce système est devenu une tradition pour les socialistes. Petit à petit on en oublia complètement le but véritable d'une armée : on ne pensait pas à une guerre socialiste active et l'on considérait comme la tâche principale de l'armée d'être à la charge de l'économie du pays le moins possible.

De cette façon a résulté dans ces questions importantes un malentendu permanent. L'une des parties n'a pas voulu reconnaître que le système de la milice était le système militaire le plus conséquent, le plus puissant de l'Etat bourgeois à l'étape suprême de son développement capitaliste, tandis que la partie adverse, dans son combat contre les ambitions capitalistes, tentait de mettre en valeur le système de la milice, lequel, du fait du niveau de développement relativement faible de l'industrie, n'était utilisable qu'à des fins défensives. Dans ce combat se perdit la compréhension du véritable rôle de toute armée, et on succomba à la croyance fanatique de l'appartenance de l'armée de milice à l'ordre social socialiste.

Aujourd'hui, à l'époque de l'édification socialiste, il reste encore beaucoup de partisans de cette vieille idée, ou, mieux, de cette vieille superstition. Ces adorateurs de la milice ne font même pas l'effort d'examiner par une analyse la signification de ce problème pour le pays et pour la classe. Obstinement et sans réflexion ils exigent l'introduction immédiate du système de milice en Russie soviétique. Ils ne peuvent pas saisir que tout nouvel ordre social, et en particulier lorsqu'il succède à de puissantes convulsions révolutionnaires, rend aussi nécessaire un nouveau système militaire.

Essayons d'examiner de plus près le problème des forces armées d'un Etat fondé sur la dictature du prolétariat.

Il va de soi que le prolétariat sorti victorieux de la lutte de classe ne peut procéder au recrutement de son armée par le service militaire obligatoire général, national. Le recrutement ne peut être fondé que sur la conscription obligatoire des classes travailleuses. Un tel système se distinguerait du système bourgeois et national également d'un autre point de vue. Du fait que le système de recrutement d'une armée repose essentiellement sur la classe ouvrière, ce système lui-même aussi devient international. La paysannerie pauvre qui est admise dans l'Armée rouge, ne change rien à ce principe.

Nous voyons donc maintenant que la révolution socialiste a mis sur pied un nouveau système de recrutement — l'armée de classe internationale — par opposition au système bourgeois qui a produit l'armée nationale et démocratique.

Nous savons que le système de recrutement influe sur la composition des forces armées d'un Etat et même sur la science militaire. Et notre révolution a effectivement bouleversé l'ensemble de l'art militaire.

Cette donnée extrêmement caractéristique de nos guerres socialistes modifie toute la technique de la conduite de la guerre ; c'est avant tout cette donnée qui confère à l'armée socialiste et à son système de recrutement leur caractère international. Elle offre à l'Armée rouge la possibilité d'un recrutement presque illimité et autorise à la stratégie prolétarienne de poursuivre des tâches et des objectifs qui restent inaccessibles pour toute autre stratégie.

## L'ORGANISATION DES FORCES ARMEES

Avant que nous puissions résoudre le problème de la structure d'une armée socialiste, il nous faut éclairer davantage quelques données des forces armées en général et les conditions de la guerre dans différentes circonstances.

Considérons d'abord les conditions d'utilisation du système de la milice. Le système de la milice exige, au même titre que le système de l'armée régulière permanente, un travail préparatoire compliqué et extrêmement précis pour pouvoir mettre sur pied en cas de guerre la force militaire requise. Cela suppose un appareil administratif militaire conçu à la perfection. Un plan de mobilisation élaboré jusque dans ses moindres détails est absolument indispensable, l'instruction doit être parfaite, et il en est de même pour bien d'autres choses. L'armée de milice, au même titre que l'armée moderne permanente, doit être organisée selon le principe territorial. Les différentes circonscriptions doivent former des unités fixes et autonomes. L'appareil technique administratif doit œuvrer avec une précision absolue. Tout ce travail préparatoire exige un temps assez long, qui ne se mesure pas en mois, mais en années. Il faut, enfin, ajouter que, comme l'armée permanente, l'armée de milice suppose une population homogène — en tout cas, la population ne doit pas être morcelée par la lutte des classes.

Toutes ces conditions étant réunies, l'appareil d'une armée de milice peut, après un travail préparatoire systématique de plusieurs années, mettre sur pied immédiatement après la publication du décret de mobilisation, une armée de masse énorme prête au combat.

Voyons maintenant comment se constitue une armée révolutionnaire socialiste.

Avant toutes choses, il est à remarquer que la façon même dont elle se constitue est diamétralement opposée à celle d'une armée de milice. Celle-ci se constitue au terme d'un long travail de préparation de l'appareil administratif militaire, tandis que l'armée socialiste commence à se former immédiatement après la révolution de façon toute élémentaire ; en effet, il n'y a pas d'autorités administratives et l'on n'en organise pas. Petit à petit l'organisation se développe par elle-même. L'armée croît et s'affermi. Imprégnée d'une forte conscience de classe et par le désir révolutionnaire de vaincre, elle devient rapidement une armée régulière, capable de combattre. Les organes administratifs militaires sont loin de se développer avec le même succès. Comme ils se composent essentiellement de spécialistes qui appartiennent à la classe qui a été renversée, ils restent encore longtemps inviables et rattachés par le cordon ombilical à l'armée active.

On a déjà dit que l'organisation de l'Armée Rouge s'édifie sur le principe de la lutte des classes. L'application de ce système offre de grandes difficultés.

Les premiers temps, l'Armée Rouge se constitue par des volontaires qui viennent des classes travailleuses. Ceux-ci forment précisément le noyau d'action de l'Armée Rouge, défendant consciemment des intérêts de classe, qui, par la suite, peuvent aussi englober, éduquer et amener à la conscience politique nécessaire des éléments qui en sont dépourvus.

Mais, à supposer même que de puissants noyaux prolétariens ayant une conscience de classe existent, le recrutement rencontre de grandes difficultés dans des régions à population rurale en majorité bourgeoise et ne va pas toujours sans dangers. Chacun sait l'importance énorme du travail d'éclaircissement politique parmi nos troupes et combien les masses de paysans fraîchement arrivées et indifférentes sont difficiles à assimiler. Ce n'est qu'à la condition de forts noyaux, politiquement bien éduqués, avec de nombreux communistes bien répartis, que des masses de paysans inconscients se laissent facilement et rapidement travailler.

On ne peut absolument pas comprendre comment une armée de milice, qui pratiquement se composerait d'une très grande majorité de paysans, pourrait

être immédiatement après la mobilisation d'une haute qualification politique et se mettre en campagne, avec des drapeaux communistes, sûre de la victoire. Il est tout à fait clair qu'une telle supposition est carrément stupide.

Il suffit d'observer le chef de bande Makhno qui sévit en Ukraine et qui ne vit qu'aux frais de la paysannerie ukrainienne riche, qui lui fournit le matériel humain nécessaire, le pourvoit en chevaux, ravitaillement, etc., pour comprendre qu'avec l'introduction de la milice dans ces contrées, on créerait des verges pour se faire fouetter.

## LES TACHES ET LA DUREE D'UNE GUERRE

Les tâches d'une armée socialiste peuvent très diverses.

L'Armée Rouge peut combattre des formations contre-révolutionnaires intérieures avec l'objectif de les réduire complètement ; elle peut lutter contre la bourgeoisie des Etats voisins si leurs gouvernements veulent étouffer l'Etat socialiste ; dans ce cas aussi, le combat ne s'arrêtera guère avant que l'un des adversaires soit écrasé. D'une façon générale, la guerre, même avec des interruptions, durera jusqu'à ce que l'Etat socialiste soit complètement détruit et cesse d'exister en tant que tel, ou bien alors jusqu'à ce que la révolution ait embrasé tout le globe.

Impossible et indéfendable est le point de vue que ce monde, ébranlé jusque dans ses fondements, se partagerait subitement et en toute quiétude en deux moitiés : l'une socialiste et l'autre capitaliste, qui pourraient dorénavant vivre côte à côte, pacifiquement et en bons voisins. Il est d'une clarté aveuglante qu'une telle situation ne pourra jamais se présenter et que la guerre socialiste durera jusqu'à la victoire finale de l'un ou l'autre camp.

Nous voyons, par conséquent, que jusqu'à la décision finale de ce combat, le moment n'interviendra jamais où l'Etat prolétarien pourrait dissoudre l'Armée Rouge qu'il a à présent, pour s'attaquer à la longue organisation de l'armée de milice.

Il est vrai que l'on pourrait bien introduire le système de la milice après la victoire définitive de la révolution prolétarienne, après donc, l'introduction dans le monde entier d'un ordre social communiste unique. Mais qui, dès lors en aurait encore besoin ? De toutes façons, l'organisme étatique en voie de dépérissement rendrait ce système tout à fait impossible, nonobstant toutes les imprécations des partisans de l'armée de milice.

Il s'avère donc que le système de la milice ne s'accorde pas avec la révolution socialiste depuis sa naissance jusqu'à sa plus grande extension embrasant le monde entier.

## PARTICULARITES STRATEGIQUES DES ARMEES ET RESSOURCES AUXILIAIRES DU PAYS

Les traits et caractéristiques de l'armée de milice sont les dimensions énormes de cette armée, sa capacité militaire relativement faible et un excellent équipement avec le matériel le plus moderne de la technique militaire. Toutes ces caractéristiques se trouvent en rapport étroit l'une avec l'autre.

Les énormes armées qui se voient appelées par la mobilisation, qui n'ont pas de noyaux permanents et, par là, n'ont pas pu recevoir en temps de paix de formation approfondie dans les formations militaires régulières, ces armées n'auront évidemment qu'une discipline et qu'une valeur militaire médiocres. Leur faiblesse s'avérera particulièrement nette dans le domaine des manœuvres et de la tactique. Ces insuffisances doivent absolument être compensées d'une

façon ou d'une autre par un moyen quelconque, et la technique de la guerre est précisément le moyen qui y convient. On tendra à la déployer dans toute sa puissance pour démoraliser l'adversaire et pour couvrir ses propres troupes. Etant donné ces circonstances, l'armée de milice convient mieux à la défense qu'à l'attaque.

Néanmoins, cette propriété de la milice, sa puissance numérique énorme, peut rendre sur le théâtre des opérations de bons services. A cette fin, il faut seulement avoir un réseau de transports excellent pour l'acheminement des hommes par chemins de fer, par voitures et par voies d'eau. Dans ces conditions, même des troupes lourdes et de capacité militaire réduite peuvent défaire l'adversaire avec leurs masses bien concentrées. Mais cet avantage de la milice ne joue qu'avec d'excellents moyens de transport et un équipement technique parfait. En outre si nous avons à l'esprit les quantités inévitables d'équipement, d'approvisionnement, de matériel équestre, etc. que cela implique, il faut reconnaître qu'une telle armée de milice ne peut remplir sa tâche que dans un pays à l'industrie hautement développée. Il serait insensé de penser qu'en temps de paix, une armée de milice n'exige que des dépenses restreintes. On ne doit pas oublier que les fusils, les canons et en général tout l'armement doit exister déjà avant la guerre et être maintenu en parfait état.

Ainsi le système de la milice serait une force énorme, mais seulement à la condition que l'Etat soit extrêmement cultivé et dispose d'une industrie hautement développée et de grandes richesses. Ces grands moyens sont particulièrement nécessaires au cours de la guerre. Il n'est que de penser aux millions de fusils, aux centaines de milliers de mitrailleuses, aux dizaines de milliers de canons, aux centaines de millions d'obus, aux milliards de balles, etc., sans même compter du tout les pertes humaines. Souvenons-nous simplement des dimensions de la récente guerre des « peuples armés » qui ne peut être considérée que comme une étape préparatoire par rapport aux dimensions d'un combat des armées de milice. Un Etat socialiste quelconque peut-il, dans sa période transitoire, faire face à de telles dépenses ? Sans ces masses humaines énormes et sans cette technique militaire poussée jusqu'à la perfection, une armée de milice ne vaut pas le moindre sou.

Si nous examinons maintenant de plus près où le système de la milice conduirait notre République, nous constaterons ceci : avant tout, nous ne réusirons pas à construire l'appareil militaire administratif avant le commencement de la prochaine guerre. Deuxièmement, par là, dans toute une série de régions de notre pays, nous ne ferions rien d'autre qu'armer nos propres ennemis contre-révolutionnaires. Troisièmement, nous ne pourrions ni vêtir, ni équiper les millions de mobilisés. Quatrièmement, nous ne pourrions pas amener en temps voulu cette masse militaire énorme à la frontière menacée, et par exemple, les Polonais auraient déjà occupé Moscou, encore avant que notre armée de milice aurait eu le temps de se concentrer dans la région de la Volga. Cinquièmement, nos moyens de transport ne suffiraient pas pour déplacer l'armée de milice à volonté sur le terrain des opérations, et un adversaire sensiblement plus faible mais par contre, bien équipé en moyens techniques, pourrait battre aisément des détachements de troupes isolés. Enfin nous condamnerions nous-mêmes notre immense armée à la mort car nous ne pourrions la pourvoir ni avec des approvisionnements suffisants ni avec tous les autres équipements.

J'ai entendu à l'occasion, de la part d'adorateurs du système de la milice, des déclarations dont il ressort qu'ils se considèrent eux-mêmes comme des représentants conséquents de l'idée d'une République soviétique militairement puissante. Personnellement, je n'aurais rien à redire au système de la milice s'il menait effectivement au but. Mais malheureusement ce système n'aurait pour conséquence que des défaites communistes. Chez nous, l'introduction du système de la milice signifierait une crucifixion de la République des Soviets.

Il y a aussi certains généraux trop zélés qui, c'est facile à comprendre, voient dans l'introduction du système de la milice leur dernier espoir et qui, pour cette raison, interviennent avec enthousiasme en faveur de ce système.

Ces derniers temps, alors qu'il y a déjà beaucoup de camarades du Parti qui repoussent avec force le système de la milice, on entend les partisans de ce dernier déclarer qu'ils pensent à une milice différente de celle de la II<sup>e</sup> Internationale, que la milice doit être organisée de toute autre façon, etc.

De tels arguments prouvent seulement que ces camarades n'ont pas du tout réfléchi sérieusement au problème. Sans examiner de plus près la question des forces armées de l'Etat prolétarien, ils se sont rabattus sur cette chose connue depuis longtemps, la milice. Mais lorsqu'ils se sont aperçus qu'un tel système est irréalisable, ils ont imaginé des formes nouvelles, qu'avec obstination ils appellent du vieux nom. La notion du « système de la milice » est nettement définie ; on ne peut la transposer à volonté sur d'autres systèmes.

Passons maintenant à la question des conditions que les ressources de notre République ainsi que de toute autre République des conseils offrent aux armées qui leur sont nécessaires pendant la période transitoire.

Il n'y a pas grand chose à dire à ce sujet. Chacun comprendra sans difficulté qu'un pays appauvri a besoin avant tout d'une petite armée, dont la quantité insuffisante doit être obligatoirement compensée par la qualité, car c'est sa première tâche de garantir efficacement l'existence de la République des Soviets.

## LE SYSTEME DE L'ARMEE SOCIALISTE

La qualité d'une armée réside avant tout dans ses aptitudes au combat développées au possible et dans une mobilité correcte et aisée. Il n'est pas facile de répondre à ces exigences, et c'est pourquoi elles impliquent une longue et dure période préparatoire. Seule une armée régulière peut recevoir une telle formation. Nous constatons donc, qu'à présent une Armée Rouge ne peut être qu'une armée régulière.

Voyons maintenant comment le système de recrutement socialiste influence sur l'armée et sur tout l'appareil militaire. Nous sommes déjà arrivés précédemment à la conclusion que ce système repose sur un principe de classe et est un système international. Cela montre que pour la mobilisation de l'Etat, on doit procéder au recensement de la population selon l'appartenance de classe. De même toute la formation militaire de la jeunesse avant l'appel sous les drapeaux doit tenir compte de ce principe. Il va de soi que ce principe s'étend à tous les domaines de la réalité militaire, y compris à la formation des dirigeants.

La structure même de l'armée ne présenterait en définitive rien de fondamentalement nouveau. Toutes les unités doivent constamment montrer leur puissance mobile, des écarts à cette règle ne pouvant être tolérés qu'à l'intérieur du pays.

Mais l'arrière-pays lointain qui exige le plus de matériel humain permet, en des temps calmes, la réduction des effectifs à leur minimum. Les unités actives pourront généralement être entretenues par les autorités civiles.

Une telle armée, sans dépendre du processus complexe de la mobilisation, peut être immédiatement jetée sur un front donné ; pendant ce temps, on parachève la mobilisation, on organise les concentrations nécessaires et on complète les réserves de l'armée.

De plus, pour le cas de danger extérieur, on peut organiser des unités de réserve. Cela dépend des stocks disponibles d'armes, d'équipements, etc.

Le fait que l'Armée Rouge édiflée de la sorte est très loin de requérir l'ensemble du matériel humain de l'Etat montre que, dans les régions industrielles les plus importantes, on peut se passer complètement des mobilisations militaires. Par contre une militarisation du travail y sera très utile pour accroître ses résultats.

Les partisans de la milice attaqueront furieusement un tel système ; ils diront qu'il est économiquement intenable, qu'il rend impossible l'édification de l'économie socialiste, etc.

Mais ces objections sont sans fondement. Premièrement, il n'a jamais encore été prétendu qu'un système militaire, de quelque nature qu'il fût — par conséquent aussi le système de la milice — peut être utile à la vie économique de l'Etat. Que cela plaise ou non, l'Etat doit pour sa défense entretenir une force armée telle qu'elle corresponde à sa situation militaire.

La garantie de l'existence de l'Etat Soviétique est la tâche principale ; tout le reste — même les exigences économiques — s'efface devant elle. Deuxièmement, s'il est vrai que l'armée de milice entraîne moins de frais d'entretien en temps de paix, elle exige cependant des quantités de vêtements et d'équipements bien plus importantes, sans parler les stocks d'armements monstres qui doivent être à sa disposition. On serait forcé de créer spécialement pour la milice une industrie de guerre colossale. Troisièmement on ne doit pas oublier que ce n'est pas l'armée du temps de paix mais l'armée du temps de guerre qui ruine le pays. Pendant la guerre, tous les avantages économiques sont du côté de l'armée permanente, car quelques milliers de canons, dont on pourrait autrement se passer, coûtent déjà des sommes énormes. Ces frais croissent progressivement avec l'agrandissement de l'armée.

Nous en avons un exemple frappant dans la grande paupérisation que la guerre des « peuples armés » a valu au monde entier. L'histoire fournit des exemples qui prouvent que même des peuples plus pauvres ont pu, avec des armées petites mais bien instruites, mener de longues guerres contre des adversaires beaucoup plus puissants, dont les armées étaient beaucoup plus nombreuses. Il est clair que, pour s'armer en vue de nouvelles guerres qu'on ne manquera pas de lui imposer, la Russie Soviétique ne peut pas introduire un système militaire qui, en cas de guerre, ruinerait complètement le pays.

Nous avons donc étudié le type d'armée qui correspond à tout Etat basé sur la dictature du prolétariat, donc également à la Russie soviétique. Il ne nous reste plus maintenant qu'à étudier ce système dans son utilisation par rapport à la politique internationale que doit réaliser la révolution socialiste.

Nous avons déjà signalé précédemment que cette révolution avait produit un bouleversement total de la stratégie. Et de fait notre Armée Rouge n'a jamais lutté seule contre ses ennemis. Elle trouve toujours l'appui escompté de la part de la classe ouvrière du pays, contre la bourgeoisie duquel elle mène la guerre. Ce soutien ne se limite pas aux explosions révolutionnaires dans le dos de la bourgeoisie, elle consiste surtout en la possibilité de remplir l'Armée Rouge avec la classe ouvrière des territoires occupés. Cet afflux ne se produit pas seulement aux frais de la population locale, mais aussi aux frais des armées capitalistes que les ouvriers et les paysans abandonnent volontiers pour entrer dans l'Armée Rouge.

Cet afflux de forces combattantes internationales est précisément le signe caractéristique de l'Armée Rouge.

Sur tous les fronts des différentes nationalités, nous observons le même phénomène. Il est particulièrement notable lorsque l'armée bourgeoise a subi une défaite. A l'époque de notre pénétration dans le territoire polonais commencèrent à passer de notre côté des soldats polonais, bien que l'armée de la Pologne capitaliste eut encore sa capacité de combat intacte. Ce fut particulièrement le cas à Bialostok où les ouvriers accueillirent notre armée avec enthousiasme et voulaient s'enrôler dans nos rangs. Seule notre retraite rapide empêcha la réalisation de leur intention.

Ainsi nos Armées Rouges peuvent être considérées au-delà des frontières de la République des Soviets comme une formation de cadres internationale.

On doit avoir nettement conscience de ce système d'armée rouge mondiale.

Est-il possible que nous ne voyons nos tâches militaires qu'au sein des frontières de la République ? Naturellement non, car dans la République ne nous attendent pas de tâches militaires sérieuses, tandis que les tâches extérieures ne dépendent pas tant de nous que du monde extérieur, c'est-à-dire en premier lieu du développement de la Révolution mondiale.

Eu égard à cela, chacune des tâches de notre République doit être intimement rattachée à la tâche de la révolution mondiale. Naturellement cela est

particulièrement valable pour la question de l'organisation de notre Armée rouge, premier noyau de l'Armée rouge mondiale.

Si nous sommes conscients de cette tâche, la question du système de l'Armée rouge apparaît plus sérieuse. Cette armée doit être exemplaire à tous égards, y compris dans le sens politique. Cette armée doit avoir oublié de quelle nationalité elle se compose en majorité. Elle doit savoir qu'elle est l'armée du prolétariat international, un point c'est tout. Où qu'elle puisse arriver, il faut que la population sente immédiatement qu'elle est une Armée Rouge et non une armée russe. Seule une telle armée, formée de révolutionnaires conscients, peut être l'instrument de la propagation de la révolution mondiale et de la destruction du capitalisme.

## CONCLUSION

Après avoir éclairé sur toutes ses faces le problème de l'utilisation du système de la milice pour un Etat de dictature prolétarienne, nous devons reconnaître qu'il est complètement inutilisable.

Nous avons vu que le système de la milice pouvait être une arme dangereuse aux mains d'un Etat capitaliste extrêmement développé. Nous avons vu qu'une société socialiste s'étendant à tout le globe pourrait introduire ce système. Mais nous avons vu aussi que, dans la période de transition, ce système serait fatal à l'Etat Socialiste car il n'est même pas utilisable pour des buts défensifs. Nous avons vu que l'Armée Rouge était construite d'une façon diamétralement opposée à celle de la milice. Mais comme l'Etat socialiste doit compter avec une lutte ininterrompue contre le monde capitaliste, la possibilité technique de l'organisation d'une armée de milice disparaît également et automatiquement pour toujours. Nous avons vu que, dans toute une série de régions, le système de la milice ne pouvait être introduit, étant donné leur composition de classe inadéquate. Telles sont les raisons qui excluent par principe l'introduction du système de la milice dans l'Etat soviétique.

Par ailleurs, nous avons vu aussi les traits généraux que doit avoir l'Armée Rouge d'un Etat soviétique. Nous avons reconnu que cette armée doit être permanente et qu'elle doit reposer sur le principe de la lutte de classe et du recrutement international.

Nous avons vu que cette armée est destinée à prendre part à la révolution mondiale et que reviendra à notre armée rouge le rôle d'une troupe de cadres de l'armée rouge mondiale.

Que doivent être ses actions, cette question n'entre pas dans le cadre de nos considérations.

Il me semble que l'introduction chez nous de la milice contredirait tellement aux données de la situation et qu'elle est rejetée par tant de communistes, qu'il n'aurait pas valu au fond la peine de discuter ce problème, celui-ci n'ayant de toute façon pas pu être résolu autrement. Cela est vrai, mais il était souhaitable d'étudier une fois la question de plus près, puisqu'elle est à nouveau mise à l'ordre du jour.

La stérilité de la II<sup>e</sup> Internationale s'est manifestée dans ce fétichisme de l'armée de milice aussi bien que dans l'idée de l'Assemblée nationale. Et comme celle-ci, l'arme de milice aussi disparaîtra bientôt de notre horizon.

L'Internationale Communiste, guide de la révolution mondiale, ne peut pas s'appuyer sur cette milice. L'Armée Rouge prendra une nouvelle forme sous la direction de l'Internationale Communiste, la forme des forces armées internationales du prolétariat mondial.

Moscou, 14 janvier 1921.

## NOTES DE LECTURE

## La "gauche" européenne et l'Europe

Depuis la fin du blocus de Berlin et surtout pendant la période du boom économique, l'Europe cessa d'être un problème international ou presque. De hauts fonctionnaires préparaient bien un « Marché commun », mais sur le plan politique les préoccupations étaient tournées essentiellement vers d'autres continents. Et voici que l'Europe se rappelle à l'ordre du jour : récession économique, établissement du Marché commun, affaire de Berlin, etc...

A ce propos un colloque fut organisé entre trois hommes supposés représentant « la gauche » européenne : Bevan pour la Grande-Bretagne, Nenni pour l'Italie, et Mendès-France pour la France. Mais, en l'occurrence, la « gauche » signifiait des choses différentes : Bevan est un des principaux dirigeants d'un grand parti ouvrier, susceptible d'être à nouveau porté au pouvoir par des élections ; Nenni est le dirigeant d'un Parti socialiste, minoritaire dans la classe ouvrière, qui vient de rompre l'unité d'action avec le P.C., et qui est loin de pouvoir songer à jouer un rôle important dans la politique du capitalisme italien ; quant à Mendès-France, c'est un politicien bourgeois actuellement dépourvu de toute base et qui espère seulement que sa classe aura besoin de lui le jour où la vague de réaction refluera en France, pour endiguer une montée révolutionnaire.

Et, dans ce colloque, chacun d'eux fut dominé par ses conditions particulières, ce qui se traduisit par l'absence d'une politique commune. Bien sûr, tous trois parlaient de l'idée qu'il leur fallait trouver une « ligne démocratique » (Nenni), c'est-à-dire une politique qui soit différente de la droite et aussi sans accord avec le mouvement communiste. Ce dernier point ne se posait pas à Bevan, mais pour la France et l'Italie c'est un vœu de l'esprit.

Tous trois étaient aussi pour la paix. Qui ne l'est pas ? devait d'ailleurs faire remarquer l'un d'eux. Mais, sur ce point aussi, il n'y a d'autre solution que la confiance dans la bonne volonté humaine qui pourrait faire tant de choses... Tout de même, la limite de leur politique de « paix » à tous trois est apparue clairement, dans le fait qu'aucun d'eux ne songe à rompre l'alliance atlantique, mais tout au plus à l'amender. Et même Nenni prend la défense des Etats-Unis (du ca-

pitalisme américain) qui, dit-il, nous ont « deux fois sauvés » !

Sauvé ? Mais que disent ces hommes de « gauche » sur la question du socialisme ? Mendès-France ne veut pas en entendre parler ; cependant il n'est pas tellement loin de ses interlocuteurs, car pour eux les grandes transformations auxquelles ils songent, c'est un accommodement entre un « secteur public » et un « secteur privé » de l'économie, autrement dit ce que nous avons déjà vu à la fin de la deuxième guerre en Europe : l'Etat nationalise les industries déficitaires... pour le plus grand profit des capitalistes des autres industries, et ensuite la « démocratie » assurerait une transition pacifique au socialisme. A ce propos, Togliatti ayant déclaré que telle était aussi la conception des dirigeants des P.C., Nenni devait lui répliquer que c'était exact et qu'ils avaient aussi joué loyalement le jeu avec la bourgeoisie à la fin de la deuxième guerre mondiale, mais qu'ils n'inspiraient tout de même pas confiance pour l'avenir. Que Nenni prolonge un peu son raisonnement et nous apprendrons que les capitalistes occidentaux ne seraient plus hostiles au socialisme, mais au parti unique...

A ce colloque devait être soulevé le problème des pays sous-développés. Chacun d'entre eux le vit sous l'angle de sa propre nation. Nenni exprima son bonheur que l'Italie n'ait plus de colonies. Les deux autres se prononcèrent pour une aide à ces pays, ce qui n'est pas du tout une idée spécifique à la « gauche ». En outre, Mendès-France se garda bien de prononcer le mot d'indépendance, surtout à l'égard de l'Algérie.

Tout compte fait de ce colloque ne sortit rien, car il ne pouvait rien en sortir.

Comme une assez large publicité lui fut faite, Togliatti éprouva le besoin d'y répondre, d'autant plus qu'il est maintenant obligé de combattre Nenni qui a pris ses distances envers le P.C. Il lui était aisé de souligner les points les plus faibles de ces propos, mais quelle fut son objection essentielle ? Il dit que la seule perspective réelle est une sorte de nouveau Front populaire qui ferait des réformes de structure et que cela ne peut se faire sans les communistes. Nous avons déjà indiqué plus haut la réponse de Nenni, mais il n'est pas inutile de citer les termes mêmes de Togliatti car ils sont révélateurs de

toute la politique des dirigeants des P.C. Ayant indiqué la perspective selon lui nécessaire, Togliatti ajoute : « Existe-t-il aujourd'hui en Europe occidentale une classe politique qui ait conscience de ces vérités... ? Pour le moment la réponse doit être assez réservée... Nous attendons donc encore une fois que les forces qui se disent de gauche se manifestent et affrontent cette épreuve... »

Nous attendons... que les bourgeois de gauche et les sociaux-démocrates veuillent bien se tourner de notre côté. Il n'est pas exclu qu'ils le fassent, mais ce sera le jour où le capitalisme sera à nouveau menacé et en vue de le renflouer, non pour assurer la transition vers le socialisme. Rarement ne fut exposée plus clairement que par Togliatti la politique passive, attentiste, pour la collaboration de classe, des directions des deux grands partis communistes d'Europe occidentale.

La déclaration des six Partis communistes d'Europe occidentale réunie à Bruxelles est exactement dans l'orientation de

l'article de Togliatti. Face à la concentration capitaliste que constitue au fond la création du Marché Commun Européen, ces Partis communistes placent, sur le même plan que la défense des intérêts des travailleurs, « la sauvegarde... des intérêts légitimes des petites et moyennes entreprises industrielles et commerciales ». Ils ont pour objectif non le renversement du capitalisme, non l'expropriation des trusts, non l'unification de l'Europe par le prolétariat prenant le pouvoir et créant les Etats-Unis socialistes d'Europe, mais une pression obligeant les capitalistes à ne pas procéder à la concentration de l'économie. Autrement dit, ils veulent arrêter les processus économiques et sociaux, les figer, sinon les ramener en arrière. C'est une utopie réactionnaire digne vraiment des petits patrons et des petits commerçants auxquels ces partis s'adressent, mais non du mouvement ouvrier et du socialisme pour qui, depuis longtemps, le mot d'ordre à ce sujet était : « Par les trusts et au-delà, vers le socialisme ! »

## LES LIVRES

# Jeunesse du Socialisme Libertaire

de Daniel GUÉRIN (1)

Sous ce titre, Guérin a rassemblé plusieurs articles, dont notre revue a commenté quelques-uns d'entre eux (2). Il place l'ensemble de ces articles sous l'égide d'un « socialisme libertaire » qu'il oppose au marxisme-léninisme. Qu'est-ce que ce « socialisme libertaire » ?

Guérin se revendique un peu de Proudhon, beaucoup de Bakounine. A notre connaissance, ni ceux-ci ni quelque autre libertaire ont apporté quoi que ce soit de valable, en face du marxisme, en matière d'analyse de la société, de ses forces motrices, de son économie, des rapports sociaux. On est même un peu surpris de lire dans la notice présentant ce livre que « la ligne directrice » de son ouvrage sur la Révolution française, il la devait à Kropotkine ; nous ne savions pas que celui-ci avait quelque rapport avec la conception de la révolution permanente qui était à la base du réexamen par Guérin de la Révolution française ni que cette théorie ait quelque chose de commun avec le « socialisme libertaire ». Quand on a lu soigneusement le livre de Guérin, on voit que le « socialisme libertaire » revient tout simplement à la négation anarchiste de l'Etat et à la négation du parti révolutionnaire.

Résumons le raisonnement de Guérin. Il y a eu « un échec relatif des deux plus grandes révolutions de l'histoire » (p. 12), la Révolution française et la Révolution russe. Pourquoi ? La révolution surgit des masses. Mais celles-ci, manquant d'éducation et de conscience, doivent acquérir, dans le feu de la lutte, « la conscience, la science, l'organisation, l'expérience qui leur manquent. Mais le fait même de forger les armes qui viennent d'être sommairement énumérées et qui seules peuvent leur assurer la supériorité sur l'adversaire comporte en soi un immense péril : celui de compromettre la liberté dans l'organisation, celui de laisser confisquer le mouvement par une élite minoritaire de militants plus instruits, plus conscients, plus expérimentés qui, pour commencer, s'offrent comme guides pour, à la fin, s'imposer comme chefs et soumettre les masses à une nouvelle forme

d'oppression de l'homme par l'homme » (p. 12).

Ceci n'étant dû ni à la « fatalité historique » ni à de « simples erreurs subjectives » des révolutionnaires (p. 12), mais à des conceptions fausses, autoritaristes (le jacobinisme des uns, le marxisme dans son développement léniniste des autres), il suffit pour éviter pareille répétition des choses à l'avenir, de ne plus reconstruire au « lendemain du triomphe de la Révolution » un nouvel Etat (p. 23). C'est en cela que consiste essentiellement la « synthèse » que Guérin prétend faire entre le marxisme et l'anarchisme et cette synthèse seule « nous permettra de refaire notre bagage d'idées et d'éviter à tout jamais que nos révolutions soient confisquées par de nouveaux « Jacobins » disposant de blindés en comparaison desquels la guillotine de 1793 fait figure de joujou. » (page 63).

En fait de synthèse, Guérin tourne le dos au marxisme, à sa méthode d'analyse comme à ses conclusions révolutionnaires.

« Echec relatif » de la Révolution française et de la Révolution russe ! Mais quels sont donc les critères d'appréciation de l'histoire qu'a Guérin ? Qu'il ne nous dise pas qu'il fait seulement la part de ce qui était progressif dans les révolutions et de ce qui était condamnable : depuis quand prendrions-nous comme critères le bien et le mal, tels que les prêtres les enseignent aux candidats à la première communion ? La Révolution française a non seulement nettoyé la France de ce qui existait encore de la féodalité, elle a aussi ouvert la voie à l'Europe moderne, au monde moderne. Quant à la Révolution d'Octobre, elle a inauguré la plus gigantesque transformation sociale et rien ne prouve mieux sa victoire que le fait que la société soviétique ait non seulement survécu mais accompli tant de progrès, mal-

gré des années de direction réactionnaire. Nous ne cherchons pas une chicane de mots à Guérin ; ce que son expression « échec relatif » exprime, c'est au fond une attitude négative envers les deux plus grands événements de l'histoire humaine. La révolution française aurait pu être très bien si les Jacobins n'avaient pas été quelque peu autoritaires et n'avaient usé de la guillotine. La révolution russe de même si les bolcheviks...

Je ne nie pas qu'il faille des guides à la révolution, répliquera Guérin, mais il ne faut pas qu'ils deviennent des chefs, et pour cela il faut les débarrasser d'idées autoritaires. Le nez de Cléopâtre, s'il eut été plus court, la face du monde aurait été changée. Le cerveau de Robespierre ou de Lénine, s'il eut été moins autoritaire, la face du monde serait tout autre ! Cet étrange raisonnement, en outre, omet quelques faits non négligeables tant pour la Révolution française que pour la Révolution russe. Aussi bien dans la Révolution française que dans la Révolution russe, les hommes qui en furent les dirigeants pendant la période ascendante furent pour la plupart éliminés physiquement et salis moralement par les dirigeants de la période descendante ; il est tout de même un peu léger de bâtir une thèse des guides qui finissent pas s'imposer comme des dictateurs en en faisant abstraction.

D'autre part, le « socialisme libertaire » donne-t-il vraiment cette garantie recherchée par Guérin que la révolution ne refluera pas ? On ne peut savoir par avance ce qui sortira après la victoire de la révolution des partisans du « socialisme libertaire » puisqu'ils n'ont pas encore mené une révolution à la victoire (nous doutons qu'ils puissent jamais le faire), mais il y a eu une Révolution espagnole dans laquelle les disciples de Bakounine ont joué un certain rôle. Les uns, comme Garcia Oliver, sont devenus de simples serviteurs de l'Etat bourgeois ; d'autres, comme Durruti, par leur propre expérience, s'éloignaient de la pure conception libertaire. La vigilance et l'esprit libertaires chers à Guérin n'ont vraiment pas été d'un grand secours aussi bien à la Révolution espagnole dans son ensemble qu'aux leaders des anarchistes espagnols.

Si on veut comprendre l'évolution des grandes révolutions, il faut éviter d'y voir l'intervention du malin, même sous la forme d'un esprit jacobin ou bolchevik, et considérer les rapports sociaux et les forces sociales.

La Révolution française a été une révolution bourgeoise, dirigée par des représentants de la bourgeoisie, certains d'entre eux ayant su diriger avec fermeté et audace les puissantes poussées des masses plébéiennes pour balayer l'ancien régime. Pouvait-on à l'époque aller au-delà ? L'argumentation de Guérin contre les Jacobins est d'autant moins compréhensible que, lorsqu'ils ont eu le pouvoir, c'est probablement dans l'histoire la période du régime capitaliste où les masses pauvres sont intervenues le plus directement dans la marche de la société.

La question de la Révolution russe est toute différente, puisqu'il s'agissait d'une révolution faite par les ouvriers et les paysans, avec pour objectif le socialisme.

Nous sommes obligés de revenir sur la théorie de la révolution permanente parce que Guérin — qui s'en fait le défenseur — montre dans ce livre que, dominé par ses élans « libertaires » il commet à son sujet des erreurs et des incompréhensions de taille.

Tout d'abord il déforme la pensée de Lénine en écrivant : « Lénine a longtemps rejeté la conception de la révolution permanente et soutenu que le prolétariat russe devrait, après la conquête du pouvoir, se limiter volontairement à un régime de démocratie bourgeoise. » (p. 61). C'est Guérin qui souligne le dernier membre de phrase, lequel est directement à l'encontre de ce que Lénine défendit contre les mencheviks. Ceux-ci donnaient à la révolution russe comme objectif une démocratie bourgeoise, tout comme celle des pays d'Europe occidentale, dans laquelle les ouvriers lutteraient pour leurs conditions de vie et en vue du socialisme, à une époque indéterminée. Lénine combattait une telle conception ; il prétendait que les tâches démocratiques-bourgeoises ne seraient accomplies que par un pouvoir des ouvriers et des paysans, régime qu'il qualifiait de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », laquelle ultérieurement « transcrittrait » en un régime socialiste. Par comparaison avec la conception que Trotsky formula en 1905 et que les événements ont depuis confirmée, celle de Lénine était indéfinie, mais c'était tout de même une conception de révolution permanente, et en tout cas on y trouve le contraire d'une limitation volontaire du prolétariat à un régime de démocratie bourgeoise. Il est vrai que, polémiquant contre cette formule de Lénine, Trotsky avait dit à l'époque qu'elle contenait la possibilité d'un danger de limitation des objectifs du prolétariat après la victoire de la révolution, mais entre mettre en garde à l'époque contre la possibilité d'un tel danger et attribuer à Lénine l'objectif d'une démocratie bourgeoise, il y a plus ou une différence.

Ce n'est pas tout. Guérin, dans ce livre, touche la question de la nature de classe de l'Union soviétique en U.R.S.S.. A la page 23, il parle d'une « nouvelle classe privilégiée ». Aux pages 24 et 25 il condamne un « capitalisme d'Etat », ou un « communisme d'Etat », sans aucune autre précision. Enfin, dans un article traitant de deux livres — l'un de Collinet, plein d'une fausse science prétentieuse, l'autre de Djilas sur « la nouvelle classe dirigeante » — il voit le mérite de ces livres en ce qu'ils donnent « une description à la fois brillante et implacable de la « nouvelle classe privilégiée » (page 124) et qu'ils « reprochent, non sans raison à Trotsky... de s'être montré incapable, malgré l'immense mérite de son réquisitoire contre le stalinisme, de qualifier sociologiquement, de mettre pleinement à nu le sens du « communisme » contemporain » (page 125).

On en est à se demander si Guérin a lu « la Révolution trahie » dans lequel Trotsky, il y a de cela plus de 20 ans, a non seulement fait une description mais une qualification sociologique de la bureaucratie soviétique qu'il connaissait mieux que quiconque par la lutte impla-

1) Librairie Rivière, éditeur.

(2) Quatrième Internationale, avril 1958 et juillet 1958.

cable qu'il a menée contre elle. Guérin prononce en termes péremptoirs mais non étayés « l'incapacité », de Trotsky à qualifier sociologiquement la bureaucratie et s'inscrit sans plus parmi ceux qui parlent du « capitalisme d'Etat » pour l'U.R.S.S. Si Guérin avait repris la théorie de la révolution permanente dans son ensemble, il aurait pu précisément comprendre comment l'analyse trotskyste de l'U.R.S.S. et de la bureaucratie soviétique apportait non seulement une confirmation mais aussi un enrichissement de ce que Trotsky présentait comme le second élément de cette théorie, à savoir que la société sous la dictature du prolétariat se développerait par bonds dans tous les domaines de la vie sociale. L'expérience soviétique a non seulement révélé le dynamisme puissant de la société bâtie sur les formes de propriété collective, elle a également montré que, dans des conditions historiques bien particulières, ce dynamisme pouvait comporter, en contradiction avec un puissant élan des forces productives, une période de réaction politique. La théorie de l'Etat ouvrier dégénéré à la suite d'un hyper-développement bureaucratique vient se placer dans l'axe de la théorie de la révolution permanente, elle a permis à Trotsky de prévoir bien à l'avance les tendances que révèle depuis quelques années l'Union soviétique, à la suite de son développement économique et de la fin de son isolement dans le monde. Jusqu'à ce jour, nous n'avons pas vu que la prétendue théorie du « capitalisme d'Etat » ait apporté théoriquement et politiquement quelque chose. Elle s'est surtout révélée comme une expression éculée, formulée dès octobre 1917 par des mencheviks, reprise par les gens les plus divers, les derniers en date à notre connaissance étant Eisenhower et Dulles, lors de la récente visite de Mikoyan aux Etats-Unis.

Guérin, après tant d'autres, combat les conceptions d'organisation de Lénine en matière de parti révolutionnaire. Il s'efforce d'utiliser, après tant d'autres, le Trotsky d'avant 1917 qui, ultérieurement, a compris que la discussion d'organisation du début du siècle recouvrait des divergences profondes entre révolutionnaires et opportunistes, et aussi Rosa Luxembourg que Guérin recrute de manière posthume mais plus qu'abusivement à sa « synthèse » entre le marxisme et l'anarchisme. Ni Lénine, ni Trotsky, ni Rosa ne pouvaient diverger sur le fait que la révolution vient « d'en bas », cela relève de l'abc du marxisme. Ils ne divergeaient également pas sur la nécessité d'un parti révolutionnaire. Aucun marxiste sérieux ne saurait également contester l'idée que le parti ne saurait être confondu avec la classe. On ne doit pas violenter la classe, mais ce n'est pas la faire que de vouloir un parti discipliné. Comment une couche sociale quelconque peut-elle agir politiquement sans la formation d'une organisation — qui ne réunit forcément qu'une partie de cette couche — pour formuler ses objectifs politiques ? Et aucun groupement politique, surtout s'il a des objectifs révolutionnaires, ne peut être efficace s'il n'est discipliné.

Guérin reprend l'accusation contre le

« jacobinisme » de Lénine, le présentant comme une conception visant à substituer le parti à la classe — une erreur sur laquelle Trotsky est revenue — et oublie ce que répondait Lénine à l'époque : il s'agit, dans la social-démocratie, d'une division entre Jacobins et Girondins, réponse qui a été pleinement confirmée par toute l'histoire de la Révolution russe.

Guérin combat l'argumentation de Lénine sur la discipline du parti, comparée à celle de l'usine. L'école de la fabrique, affirme Guérin, n'est pas seulement une école de coopération et d'organisation, mais aussi une école d'obéissance passive et de soumission. Va-t-il prétendre que l'ouvrier qui adhère à un parti ouvrier le fait par esprit d'obéissance et de soumission ? Cela n'est pas vrai, même quand il adhère à un parti stalinien ou à un parti social-démocrate (dans les pays où ce parti est dominant dans le mouvement ouvrier). **Il y adhère pour changer le sort de sa classe** et non parce qu'il veut se soumettre passivement à Thorez ou Ollenhauer. Le fait que des centaines de milliers et même des millions de travailleurs restent attachés à ces partis de masse est dû à plusieurs facteurs qui nécessiteraient d'être longuement étudiés pour comprendre la question des rapports entre la classe et sa direction (3) ; mais parmi ces facteurs, il faut inclure sans aucun doute l'esprit d'organisation que la classe acquiert dans les grandes entreprises et la compréhension de la nécessité, pour mener la lutte contre le capitalisme, d'avoir un parti **centralisé**. Oui, les travailleurs dans leur écrasante majorité veulent avoir de grandes formations centralisées, et nous trotskystes sommes tout à fait d'accord avec eux sur ce point. Sans parti centralisé dans l'action, la lutte révolutionnaire est une utopie. Et ils veulent aussi une direction qui dirige.

Le centralisme indispensable ne signifie ni le bureaucratisme ni le monolithisme de la pensée. La crise du stalinisme, dans sa phase actuelle en France, se traduit par un hiatus entre d'excellents ouvriers révolutionnaires qui ne distinguent pas encore clairement la **politique** révolutionnaire dont ils ont besoin, et des intellectuels dégoutés d'un stalinisme qui leur proposent des formes d'organisation lâches dont ils n'ont que faire et une « démocratie » qui est le droit de dire n'importe quoi n'importe où et dans n'importe quelles conditions. Cet esprit « libertaire » ne peut apporter aux travailleurs et aux masses exploitées que l'impuissance et la défaite. La Révolution russe aurait-elle tenu un tant soit peu si les bolcheviks avaient fait leur le « socialisme libertaire », au lieu de créer l'Armée rouge ? Guérin s'est-il demandé un seul instant ce que pourrait penser de son « socialisme libertaire » un fellagha algérien qui doit lutter contre les forces de l'impérialisme français ? Il se demanderait pourquoi il aurait à craindre d'avoir à sa disposition des Jacobins munis de blindés. La peur du « totalitaris-

(3) Nous espérons traiter cette question dans une prochaine parution de « Quatrième Internationale ».

me » de demain aboutit tout simplement à désarmer les masses devant l'opresseur du jour.

Guérin veut « déjacobiniser » la Révolution française et, je présume, « déboulcheviser » la Révolution russe. Pour nous, ce sont les Jacobins qui ont permis à la Révolution française de triompher et d'avoir toute sa grandeur ; ce sont les bolcheviks qui ont fait celle de la Révolution russe. Et si la révolution socialiste ne l'a pas encore emporté dans le monde, ce n'est pas faute d'esprit « libertaire »,

mais faute de Jacobins, de bolcheviks au sein du mouvement ouvrier. Et la seule façon de préparer la victoire de la révolution de demain, c'est de lutter pour former un parti bolchevik, et non de chercher une garantie verbale pour le surlendemain.

Pour terminer, regrettons qu'après avoir écrit quelques bons ouvrages Guérin se soit rangé dans la longue file, qui s'accroît à raison de quelques personnes par pays et par an, de ceux qui prétendent tailler la barbe de Marx.

P. F.

## La Révolution Algérienne

de Charles-Henri FAVROD (1)

Pour les lecteurs de notre revue, ainsi que pour ceux de nombreuses publications de gauche qui se sont penchées sur la question algérienne, ce livre n'apprendra rien de particulièrement nouveau, mais ils y trouveront rassemblés toute une série de faits, d'informations, de données qu'ils ont pu lire à l'occasion ici et là. C'est un exposé qui reprend l'histoire depuis la conquête de l'Algérie et surtout depuis qu'a commencé le peuplement de l'Algérie par une population non autochtone. On y trouvera clairement démontré tout ce que ces « Français d'Algérie » ont fait, à chaque étape, pour maintenir leur domination sur l'Algérie, y compris contre les timides tentatives du gouvernement de Paris d'apporter quelques médiocres réformes. On y trouve aussi le rappel des atrocités dont les Algériens furent souvent victimes de la part des colons, et notamment celles du Constantinois en 1945, et qu'oublie ceux qui versent des larmes de crocodile sur les prétendues atrocités de la Révolution algérienne. On y trouve également la démonstration des diverses manœuvres de l'impérialisme pour se dérober au véritable problème de l'Algérie, en laissant la haute main aux colons, manœuvres qui se traduisent, pour employer une expression de l'auteur, par des conversations « franco-françaises ».

Parmi les documents publiés, se trouvent aussi ceux relatifs au conflit entre le FLN et le MNA, dans lequel se sont mêlés d'une

façon à la fois scandaleuse et lamentable de pseudo-trotskystes.

Mais ce qui caractérise ce livre par rapport aux études et articles de même orientation publiés jusqu'alors, c'est que son auteur est un journaliste suisse de la « Gazette de Lausanne », c'est-à-dire nullement marqué par des tendances socialistes, et que l'éditeur, la maison Plon, se place nettement dans le camp bourgeois le plus conservateur. D'ailleurs, cette firme précise dans un avant-propos qu'elle a réservé la publication lorsque l'auteur lui apportait son manuscrit, parce que c'était « à une époque où la question algérienne suscitait dans l'opinion des oppositions telles que la France apparut alors au bord de la guerre civile. Aujourd'hui, les institutions ne paraissent plus en danger et la V<sup>e</sup> République s'ouvre sur des perspectives qui paraissent plus sereines. Le moment est donc venu d'écouter cette voie qui sonnera mal à certaines oreilles, mais dont on peut assurer qu'elle est celle d'un ami fervent de notre pays ».

On peut être sûr que les perspectives de la V<sup>e</sup> République seront tôt ou tard troublées par la question algérienne tout aussi bien que ne le fut la IV<sup>e</sup>, car des livres comme celui de Favrod ne changeront pas les forces sociales réactionnaires qu'il y a si bien décrites.

(1) Plon éditeur, Paris.

## Nous, Algériens...

de Jacques CHEVALLIER (1)

Un livre de plus en France sur la question algérienne. L'auteur était bien placé pour apporter quelque chose sur le sujet, non en raison de travaux scientifiques, mais parce qu'il est un des rares personnages qui a eu des échanges de vues francs avec les deux camps en présence et avec toutes les nuances, tous les courants. En effet, originaire d'une famille de colons, il avait autrefois partagé les opinions des ultras, puis évolua jusqu'à adopter une position de Français libéral. Devenu maire d'Alger, il tenta de mettre debout une opération de collaboration entre Français et Algériens. Il réussit pendant peu de temps à gagner à ses vues ceux qui constituèrent l'aile « centraliste » du M.T.L.D., peu avant la scission de cette organisation et l'éclatement de la révolution algérienne le 1<sup>er</sup> novembre 1954. Ensuite, au cours de celle-ci, notamment lors de la « bataille d'Alger », il tenta encore de trouver une solution de compromis. Il s'attira l'hostilité, la haine des Lacoste, des Massu, des Sérigny. L'émeute fasciste du 13 mai à Alger l'obligea à donner sa démission de maire.

Son livre est avant tout un plaidoyer pour son activité et pour un compromis, sans qu'il donne pour solution — et pour cause — autre chose que des vœux pieux. Le livre, terminé d'écrire le 18 octobre, cinq jours après la lettre de de Gaulle à Salan lui disant de permettre que s'affrontent des tendances opposées aux élections législatives, montre que Chevallier avait de grands espoirs à cette date dans les élections de novembre. Quelques jours plus tard, il renonçait à se présenter, ces élections devant être tout aussi truquées que les élections sous la IV<sup>e</sup> République.

Ce livre contient aussi ce que l'auteur appelle « le cimetière des occasions manquées ». C'est un recueil des promesses faites, à diverses reprises, aux Algériens, promesses chaque fois insuffisantes et jamais tenues.

Aussi, tout compte fait, ce livre est — en dépit du désir de son auteur — la manifestation la plus claire de la vanité et de l'impuissance de ces libéraux qui cherchent

une formule pour déjouer la marche de l'histoire.

Ce livre renferme aussi incidemment des passages qui montrent le « socialiste » Lacoste sous un jour peu flatteur : bravache publiquement, mais lâche et répugnant dans les propos de son cabinet.

On trouve également dans ce livre des renseignements inédits sur la situation de l'armée française en juillet 1954, au moment de Dien-Bien-Phu. A cette époque, Chevallier était chargé de la Défense nationale dans le cabinet de Mendès-France. Le Comité de défense nationale lui ayant demandé d'indiquer les ressources en personnel de carrière en vue d'éviter l'envoi du contingent au Vietnam, voici ce qu'il dit :

*« Abstraction faite de la maintenance, nous ne pouvions envoyer en renfort en Indochine, de juillet à décembre 1954, que... 879 hommes. L'armée française saignée à blanc dans ses cadres et dans son personnel de carrière était à bout de souffle. Sept ans de combats, 100.000 morts chez nous et dans les troupes de l'Union Française, 30.000 prisonniers, l'équivalent de deux promotions de Saint-Cyriens exterminé chaque année, des centaines de milliards gaspillés, 170.000 hommes traqués et cernés dans le Delta tonkinois, la sécurité française en métropole amoindrie par l'affaiblissement de sa couverture sur le Rhin, l'armée d'Afrique craquée et désorganisée... » (P. 115.)*

L'auteur donne ces chiffres pour indiquer la faiblesse de l'armée française en Algérie lorsqu'éclata la révolution et pour faire connaître qu'il fit tous ses efforts, dans la mesure du possible, pour la renforcer immédiatement avant et aussitôt après le 1<sup>er</sup> novembre 1954. Ces indications sur l'état de l'impérialisme français à cette date sont d'autant plus accablantes pour les directions de la classe ouvrière française qui, par leur politique, ont permis à cet impérialisme de se ressaisir, au point de pouvoir réussir sans coup férir la liquidation du régime démocratique en France même.

(1) Calmann-Lévy, éditeur, Paris.

## La classe ouvrière d'Allemagne orientale

de Benno SAREL (1)

Benno Sarel vient de faire paraître aux Editions Ouvrières, dans la collection « Masses et Militants », une chronique remarquable de l'évolution du prolétariat en Allemagne orientale. L'ouvrage est, à plus d'un point de vue, unique en son genre. Il réussit à retracer, année par année sinon mois par mois, le développement des préoccupations ouvrières à l'entreprise dans une économie planifiée sous domination démocratique.

Partant du niveau le plus modeste et le plus primitif, le seul possible dans les années de chaos et de famine 1945-1949, résultant du fascisme, de la guerre, des terribles réparations imposées par le Kremlin, avec démontages et désagrégation de la vie civilisée, la classe ouvrière d'Allemagne orientale, une fois acquise la relance économique et l'essor des forces productives, s'élève lentement mais irrésistiblement à la hauteur de sa tâche historique : la gestion collective des moyens de production.

Elle aborde ce problème d'abord au sein de l'entreprise : problèmes des normes et salaires, problèmes du stakanovisme. La révolte des 16-17 juin 1953 paraît à l'auteur l'apogée de cette première phase. Mais au sein de l'entreprise, la lutte ne peut déboucher sur aucune solution définitivement satisfaisante. C'est à l'échelle de l'économie et de l'Etat dans son ensemble que le problème de l'auto-gestion peut être résolu. Ce sera l'objectif de la deuxième phase, qui atteint son point culminant fin 1956, au moment où éclatent les révolutions polonaise et hongroise.

L'auteur n'a voulu écrire qu'une chronique ; ne lui reprochons donc pas l'absence

de conclusions générales et théoriques, la faiblesse occasionnelle d'une explication, le vocabulaire quelquefois — à dessein ? — obscur. Malgré les penchants de l'auteur vers une conception de « capitalisme d'Etat », et les étranges remarques de la préface de Pierre Naville sur le « socialisme d'Etat », les données rassemblées impliquent nettement des conclusions trotskystes. Le régime de la R.D.A. n'est pas capitaliste ; la bureaucratie instaure une économie et une société où « toutes conditions... exigent de manière impérieuse l'adhésion des ouvriers à leur travail et plus généralement à la chose publique » (p. 250). Cela rend nécessaire un « renversement » (nous dirions : une révolution politique) qui doit être préparé par une « organisation », réalisant la fusion des ouvriers d'avant-garde et des intellectuels marxistes. Aucun trotskyste ne dirait ces choses autrement...

L'auteur ne nous précise pas comment fonctionnera concrètement cette « gestion ouvrière », comment elle est conciliable avec la planification, comment elle peut s'intégrer à la démocratie ouvrière politique. Les thèses « Déclin et chute du stalinisme », adoptées par le V<sup>e</sup> Congrès Mondial de notre Internationale, s'efforcent de répondre à ces questions, sur la base de toute l'expérience acquise depuis 40 ans par le mouvement ouvrier mondial. Nous serions curieux de connaître l'avis de Benno Sarel à ce propos et, sur la base de son livre, nous ne voyons pas très bien ce qu'il pourrait y ajouter ni à quoi il pourrait objecter.

(1) Editions Ouvrières, Paris.

### Livre reçu :

*Autocritique*, d'Edgar Morin (Julliard, éditeur).

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### BELGIQUE

#### Léon LESOIL

Les cendres du camarade LEON LESOIL, un des fondateurs du mouvement communiste et du mouvement trotskyste en Belgique, ont été récemment ramenées d'Allemagne occidentale. Arrêté par la Gestapo le 22 juin 1941, avec la plupart des militants communistes et trotskystes connus d'avant-guerre, LESOIL avait été transporté au camp de concentration de Neuengamme, près de Hambourg, où il mourut en 1943.

A l'occasion de ce transfert, des camarades de Charleroi ont voulu éviter que le nom de LESOIL soit associé de quelque manière que ce soit à des idées ou des institutions patriotiques bourgeoises, qu'il avait combattues pendant vingt-cinq ans. Pour cette raison, ils ont organisé eux-mêmes une cérémonie à Châtelineau où LESOIL avait été conseiller municipal. Une centaine d'amis du vieux leader révolutionnaire ont assisté à cette cérémonie, imprégnée d'esprit marxiste révolutionnaire et internationaliste, comme l'aurait désiré notre regretté camarade, qui fut un ami personnel de Léon Trotsky et avait assisté à la Conférence de fondation de la Quatrième Internationale, ainsi qu'à toutes les réunions internationales de notre mouvement avant la deuxième guerre mondiale.

### YOUGOSLAVIE

#### Les crimes de Staline - Le conflit avec le Kremlin

*De l'important discours que Tito vient de prononcer à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de la fondation du Parti Communiste de Yougoslavie, nous publions les intéressants extraits suivants :*

« Pendant cette période [les années 30], les méthodes du travail du Komintern tendaient à faire des communistes vivant en émigration beaucoup moins des révolutionnaires que des fonctionnaires de cet appareil. Je ne veux pas diminuer, en disant cela, l'importance de l'activité déployée par l'Internationale Communiste, surtout au cours des premières années et particulièrement pendant que Lénine était encore en vie... »

« Au moment des grands procès qui ont eu lieu en Union Soviétique, Staline a pratiqué à l'égard des autres partis et par l'intermédiaire du Komintern une

politique qui détruisait la personnalité révolutionnaire des communistes et créait un type de communiste dépourvu de caractère. C'est alors que les principes et l'esprit introduits dans le travail du Komintern par Lénine ont commencé à se dépraver sérieusement. Cette politique a causé de grands dommages à de nombreux partis, ce qui s'est manifesté clairement au moment de l'agression fasciste, pendant les jours où se jouait le sort de leur pays et où ils auraient dû manifester leur indépendance politique, leur lien avec les masses et leur maturité idéologique, où ils

auraient dû organiser le peuple pour la lutte contre l'occupant et se mettre à la tête de cette lutte. (Cette politique de Staline avait animé aussi la création de l'activité du Kominform, après 1947).

« C'est à cause de cette politique pratiquée par Staline, que notre Parti a perdu une grande partie de ses cadres, soit par suite de la démoralisation politique, soit par suite des exterminations physiques durant les grandes « purges » effectuées par Staline en URSS, lors desquelles ont péri plus de cent communistes éprouvés, éduqués pendant des années par notre Parti et par la lutte révolutionnaire internationale. Parmi eux, il y avait des dizaines d'anciens dirigeants du Parti, dont je ne citerai que quelques-uns comme par exemple Filip Filipovitch, Stiépan Tsvijitch « Chtéfek », Vladimir Tchopitch, Rado Voviavitch, K. Hervatina, etc. qui, en même temps qu'une centaine d'autres dirigeants communistes de notre pays, ont trouvé la mort dans les prisons et les camps staliniens. Aujourd'hui, lorsque nous célébrons quarante années d'existence de notre Parti, et après avoir pris connaissance des événements atroces de ces temps, notre devoir est de nous rappeler ces camarades et de nous acquitter envers eux, malgré toutes les fautes et faiblesses que certains d'entre eux aient pu manifester relativement à leur travail dans le Parti car ils ont été victimes d'un sort difficile, le plus difficile qui puisse s'abattre sur un révolutionnaire : c'est de périr innocent sous les balles de ses semblables, comme traître à l'idée pour laquelle il a lutté, et à laquelle il a consacré sa vie. Nous communistes yougoslaves, nous condamnons sévèrement une telle méthode d'extermination des hommes, et nous avons énergiquement rejeté de notre pratique de la vie de notre Parti et de notre actuel Etat socialiste de telles méthodes (méthodes restées en vigueur aussi après 1948 dans les autres pays de démocratie populaire) »...

« C'est à notre Parti et à notre éducation socialiste qu'échut la mission difficile d'être un détachement d'avant-garde et de mener une lutte de pionnier pour briser les éléments négatifs accumulés dans le développement du socialisme et se reflétant dans les phénomènes bien connus de la pratique et de la théorie staliniennes, ainsi que de la pratique et de la théorie des représentants du mouvement ouvrier international qui copiaient docilement et sans esprit critique chaque geste, chaque mot, chaque réalisation pratique de Staline, y compris l'organisation de procès contre de

nombreux communistes intègres, et l'assassinat de leurs anciens camarades.

« Ces phénomènes et ce développement ont causé de graves préjudices au mouvement ouvrier international, et ils devaient tôt ou tard, entrer en conflit avec la réalité et les impératifs du renforcement du socialisme et du développement socialiste.

« Ce conflit a commencé de se manifester en divers endroits et sous des formes différentes. Le conflit de 1948 entre l'URSS et la Yougoslavie n'est qu'une manifestation d'un conflit plus vaste et de la nécessité plus générale d'éliminer de la voie du développement socialiste les obstacles qui ont surgi pendant la période de maturation et de réalisation des conceptions staliniennes. Nous avons eu des manifestations différentes de ce conflit dans les fameux événements de la Pologne et de la Hongrie, dans la condamnation du « culte de la personnalité » au 20<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'URSS, dans la nouvelle aggravation du conflit avec la Yougoslavie qui est intervenue l'an dernier.

« Tous ces événements montrent que le conflit de 1948 n'était pas un phénomène fortuit. Ce conflit est, en réalité, partie intégrante d'un processus beaucoup plus large et beaucoup plus général dans le développement du socialisme. C'est la manifestation extérieure de la lutte incessante que se livrent les forces progressistes et les rétrogrades au cours du progrès et du développement de la pensée socialiste et de la société en général.

« On peut se demander pourquoi ce conflit a éclaté, avant tout, dans les relations entre l'URSS et la Yougoslavie. C'est parce que nous avions préparé notre révolution au cours d'un long processus de lutte révolutionnaire menée dans notre pays avec nos propres forces. C'est parce qu'au cours de cette lutte nous avions dégagé de nombreux éléments spécifiques dont nous avons dû tenir compte à la phase de la lutte armée et à la phase de l'édification du socialisme. C'est parce que notre Révolution avait adopté toutes ces réalisations positives de Lénine et de la Révolution d'Octobre pour les appliquer d'une manière créatrice dans les conditions de notre lutte pour accomplir nos tâches dans les conditions nouvelles. C'est parce que notre Révolution avait commencé à rejeter tout ce qu'il y avait de négatif dans la théorie et la pratique staliniennes. Ces éléments négatifs se traduisaient par la méfiance à l'égard des masses et surtout de la paysannerie laborieuse, la méfiance envers la force révolutionnaire de la classe ouvrière des

autres pays, par le monopolisme idéologique, l'établissement de rapports inégaux entre les Etats ayant entrepris l'édification du socialisme, et enfin le développement de rapports erronés entre les partis communistes qui se matérialisèrent notamment dans la politique et la pratique du Kominform.

« Tous les éléments négatifs qui s'étaient accumulés pendant une longue période de luttes difficiles pour le socialisme, commencèrent à céder, et notre conflit avec le Kominform, après 1948, permit de les discerner et de les dégager plus nettement. On assista, de ce fait, à

la consolidation des forces qui, au terme d'un long processus de lutte seront capables d'éliminer graduellement ces erreurs de la pratique socialiste. La Yougoslavie socialiste est partie intégrante de ces forces du socialisme, et c'est en cela que résident également la justification historique et le caractère progressiste de notre lutte, car il est impossible de concevoir le développement du socialisme sans l'élimination de tout ce qui est négatif, sans l'accroissement des forces positives du socialisme. Certes, ce processus ne sera ni bref, ni facile, mais il est historiquement inéluctable... »

## TIBET

### Contre-révolution et révolution

La presse réactionnaire mondiale a pleuré à chaudes larmes sur la répression de la révolte des croisés du lointain Tibet luttant pour leur « indépendance ». Voici la « Hongrie » de l'Extrême-Orient ensanglantée et opprimée par Pékin, émule du Kremlin ! Mais cette comparaison par analogies tout à fait extérieures et superficielles, ne résiste pas à l'examen des faits réels.

Le Tibet, région reculée aux confins de la Chine et de l'Inde, est habité par un peuple très ancien dont l'histoire fut souvent entremêlée à celle du peuple Han, du peuple chinois.

Plus particulièrement depuis que des rapports étroits ont été tissés entre l'empire chinois Tang au VII<sup>e</sup> siècle et le Tibet, celui-ci a évolué tantôt assujéti aux différents empires chinois, tantôt formellement indépendant, jusqu'à ce qu'il devint protectorat anglais au début de ce siècle.

En 1947, lorsque l'Inde eut conquis son indépendance, les droits de l'Angleterre au Tibet passèrent au nouveau dominion indien.

Lors de la victoire de la Révolution chinoise en 1949, les troupes chinoises avancèrent jusqu'à Lhassa, capitale de l'Etat théocratique du Tibet.

En 1954, la Chine concluait un accord avec l'Inde, selon lequel celle-ci abandonnait ses privilèges au Tibet au profit de l'influence chinoise. Les Chinois avaient laissé sur place un gouvernement local nommé **Kasha** composé de six membres, et n'avaient pas bouleversé le régime social féodo-théocratique millénaire.

Ce régime est basé sur l'exploitation féodale d'un million et demi environ d'agriculteurs et de nomades par les notables et surtout par le haut clergé bouddhiste, organisé dans de vastes et puissantes lamasseries-couvents. Au sommet de cet Etat théocratique moyenâgeux, strictement hiérarchisé, se trouve le Dalai-Lama.

En 1956, une commission fut créée par Pékin pour préparer le statut de la « région autonome du Tibet ». Elle devait s'occuper de réorganiser l'armée tibétaine et d'abolir le système social du servage sous lequel vit toujours l'écrasante majorité du peuple tibétain. Cependant, les milieux réactionnaires ecclésiastiques et civils ont tout fait pour ajourner les réformes, gagner du temps, et préparer la lutte armée pour l'« indépendance » de leurs positions menacées par la Révolution.

Le gouvernement chinois, toujours désireux de ne pas brusquer les choses, avait fait savoir que, durant toute la période du deuxième plan quinquennal, c'est-à-dire jusqu'à 1962, il s'abstiendrait d'exiger l'application des réformes.

Nul doute que les milieux réactionnaires du pays, encouragés de l'extérieur, par Tchang-Kai-Chek en particulier, et par l'impérialisme, avaient juré de provoquer une rébellion « nationale » afin de compromettre Pékin aux yeux de l'Asie « neutraliste ».

On ne saurait critiquer Pékin que pour avoir pratiqué une politique de collaboration de classe et évité de fomenter une guerre civile qui dresserait les paysans serfs contre les féodaux, ecclésiastiques et civils, ce qui a permis à ces derniers de passer à l'offensive.

Déjà aux mois de mai et de juin 1958, des bandes rebelles avaient commencé à passer à l'attaque dans les régions de **Chambo**, de **Dinching**, de **Nag-chuka** et de **Loka**. Mais, c'est le 10 mars 1959 que la vraie rébellion commença en attaquant la garnison chinoise à Lhassa même.

Le gouvernement chinois n'exclut pas l'hypothèse que la rébellion a été encouragée par l'impérialisme qui affirmait que les provinces chinoises suivraient, les paysans s'insurgeant contre le système des « communes ». Le Dalai-Lama, que les autorités chinoises avaient présenté com-

me kidnappé par les rebelles, et qui s'est réfugié actuellement en Inde, semble plutôt avoir « trahi » ses protecteurs et fait cause commune avec les féodaux, ecclésiastiques et civils, comme il fallait s'y attendre (1).

La rébellion à Lhassa même a été vite réprimée, et la guérilla ne continue que dans les endroits reculés de ce pays montagneux, particulièrement favorable à un tel genre de « résistance ».

Pékin est maintenant obligé de bouleverser de fond en comble la structure sociale moyenâgeuse du Tibet afin d'asseoir son influence sur la masse des paysans serfs et des nomades jusqu'ici féroce exploités par les seigneurs ecclésiastiques et civils.

La rébellion a tué le Tibet « pittores-

que » et sur le sort duquel s'attendrissent les réactionnaires de par le monde.

En confiant l'administration du Territoire autonome du Tibet à l'organisation démocratique des masses pauvres du pays, et en aidant à son développement économique et industriel moderne, la Révolution chinoise éliminerait encore un bastion des pires forces réactionnaires en Asie, alliées de l'impérialisme.

(1) La fuite et les déclarations du Dalai-lama en Inde restent une affaire encore obscure. Elles semblent confirmer certaines affirmations du gouvernement chinois. En tout cas, Nehru a reconnu l'authenticité des lettres échangées, entre le dalai-lama et le représentant chinois au Tibet, attestant les bons rapports avec les autorités chinoises à la veille de la révolte.

## BRÉSIL

### Développement de la lutte contre la montée du coût de la vie

La flambée des prix a rallumé tous les foyers de luttes au Brésil. Selon les chiffres officiels, le coût de la vie a augmenté de 30 % entre le 31 décembre 1958 et le 15 mars 1959. Cependant, pour toute l'année 1958, le salaire minimum a été relevé de 25 à 30 %, sans qu'un rajustement général de salaires soit intervenu. Le décalage entre prix et salaires est le plus grand dans les Etats pauvres, qui sont aujourd'hui le théâtre d'importants événements.

Les paysans du nord n'ont pas cessé leurs luttes contre cet état de choses. Ils se sont rués vers les villes et mis à sac les magasins, ce que le gouvernement fâché de ne pas divulguer. Au nord-est, la situation est confuse ; la presse donne peu d'informations. Cependant des indices permettent de se faire une idée de la situation dans cette région du pays.

Dans les Etats de Ceara et Piaui sont apparus des **caganços** contre lesquels le gouvernement a lancé des forces répressives (1).

Quant à la masse des réfugiés qui ont fui le fléau de la sécheresse, elle est l'objet d'une véritable traite d'esclaves. Des navsants sont en effet vendus pour être employés à un très bas salaire aux travaux agricoles à Minas-Gerais, Bahia, Goiás et autres régions plus éloignées du sud. L'organisation pour venir en « aide » aux malheureux sert à monter ce commerce répugnant. On comprendra donc l'ampleur des luttes des paysans et leur acharnement.

Dans les villes, les luttes des masses, certes isolées, mais très importantes, se succèdent. A Uberlandia, dans l'Etat de Minas-Gerais, la population s'est révoltée en

février. Pendant 24 heures elle a fait la loi et pris des mesures contre les gros commerçants, mais elle a été par la suite éprouvée par la répression policière.

Après des accalmies, entrecoupées cependant par des escarmouches ici et là, la révolte des étudiants souleva une autre vague de luttes. Ils ont déclenché un mouvement gréviste contre la cherté des études. La régression a été des plus sanglantes à Gofania, où la population, venant en aide aux étudiants, avait chassé les policiers de la rue. Cependant le gouvernement a dû céder et abaisser le coût des cours, tandis que les professeurs, lésés dans leurs intérêts par les institutions de l'enseignement privé, déclenchaient à leur tour une grève.

A Recife (Etat de Pernambouc), un des foyers les plus importants des luttes des masses, après dix jours de tension aiguë, une augmentation des tarifs du transport mit le feu aux poudres : la population assaillit les autobus qui furent retirés de la circulation. Des groupes de soldats munis de mitrailleuses ont été chargés de rétablir « l'ordre », mais l'orage gronde à nouveau.

A Salvador (Etat de Bahia) des événements pareils se sont produits à l'occasion des protestations des étudiants ; la popu-

(1) Les **caganços** sont des bandes composées de **cangaceiros**, c'est-à-dire de bandits d'origine paysanne qui n'ont cessé d'exister dans le pays, et qui s'insurgent aujourd'hui, avec paraît-il un sens plus « social » que dans le passé.

lation est sortie dans la rue et a dressé des barricades. Le gouvernement cherche à arranger les choses à l'amiable.

Partout dans le pays, les étudiants se sont solidarisés avec les professeurs en grève. Les uns et les autres sont encouragés par le peuple.

Le trait le plus important de cette phase de la lutte, c'est la généralisation du combat, son amplification à d'autres secteurs et l'unité dans l'action malgré le manque d'une direction politique. Il faut encore souligner que la lutte, commencée à la campagne et dans de petites villes, a gagné de grandes agglomérations telles que Recife et Salvador.

Sao Paulo et Rio de Janeiro constituent, dans une certaine mesure, l'exception. Ce sont des citadelles de « l'ordre » bourgeois. Non que les masses ne se sentent pas poussées à la lutte, mais elles subissent tout le poids de l'appareil syndical et politique de la bureaucratie qui s'emploie à contenir la tendance des masses à la lutte.

### LES MESURES DU GOUVERNEMENT

Le gouvernement a été sérieusement saisi par la peur. Kubitschek a lancé une « opération » suivant son style, c'est-à-dire en prenant une série de mesures anodines mais diffusées à grand spectacle. Dans un discours, qui a révélé la nervosité du gouvernement, il a déclaré que le coût de la vie a atteint un palier qui ne sera pas dépassé. A vrai dire, les mesures du gouvernement ne vont pas contre la montée des prix mais contre les masses qui luttent contre elle. Parmi les mesures gouvernementales on trouve une manœuvre visant à gagner la direction syndicale à la cause du gouvernement.

### LA BUREAUCRATIE SYNDICALE ET LE P.C.

La vague des luttes a coïncidé avec un léger revirement politique du P.C., en ce sens que la direction du parti est passée à l'attaque contre Kubitschek, sans pour autant abandonner la politique « d'alliance avec la bourgeoisie nationale ».

En raison du poids du P.C. sur la bureaucratie syndicale, il lui fut aisé d'organiser en peu de temps une « marche de la faim » de Sao Paulo à Rio de Janeiro, à laquelle devaient participer 900 dirigeants syndicaux. Il s'agissait là d'une simple manœuvre de pression sur le gouvernement. Aussi, les dirigeants stalinien se chargèrent d'éviter à ce défilé une chaleur trop populaire. Mais même une manifestation ainsi orientée constitue un danger pour le gouvernement, celui-ci ne pouvant admettre l'agitation contre la cherté de la vie.

Le journal *Ultima Hora* (2) s'empressa alors de dénoncer la marche prévue, en la qualifiant de manœuvre préparant un coup d'Etat. Pour accréditer cette idée on exploita le fait que le P.C., dans son opportunisme, avait participé à un défilé organisé par la FARESP (organisation des agriculteurs) contre le coût de la vie. Il est vrai aussi que celle-ci avait, à Rio de Janeiro, manifesté pour que les prix des produits laitiers soient augmentés.

On voit donc facilement comment le gouvernement a profité de cet imbroglio pour pousser la direction syndicale de Sao Paulo à opérer un tournant. Les bureaucraties du P.C. eux-mêmes ont été sensibles au coup de Kubitschek. C'est ainsi qu'ils laissèrent à la presse communiste la tâche de soutenir *Ultima Hora*, bien que le journal du parti *Noticias de Hoja* ait plus tard démenti plus ou moins ce soutien.

Du 13 au 16 mars, il a été question d'un accrochage entre la direction du PC et le gouvernement, celui-ci voulant s'imposer à la bureaucratie ouvrière. C'est le gouvernement qui l'a emporté et obligé les stalinien à renoncer à leur marche, à capituler purement et simplement. Il n'y a pas de doute que Kubitschek a recouru dans cette affaire à tous les moyens pour rendre « sage » une bureaucratie syndicale corrompue. Aussi il a réussi à obtenir d'elle « un délai d'attente vu l'intérêt avec lequel le gouvernement étudie la situation ». Le comportement de la bureaucratie syndicale est des plus indignes. Non seulement elle se range inconditionnellement du côté du gouvernement mais, par peur des masses, elle parle de « prendre du temps » pour organiser la lutte dans tout le pays, comme si par exemple les travailleurs de Recife et de Salvador ignoraient la hausse des prix.

Il est vrai que la bureaucratie syndicale de Sao Paulo a agi de la sorte parce que dans cette ville il n'y a pas une véritable mobilisation de masse. Mais si les masses ne se mobilisent pas, cela est dû d'une part à la politique des syndicats qui décourage les travailleurs et, d'autre part, au fait que, dans les conditions exceptionnelles de travail existantes dans la ville, chacun cherche à se débrouiller par ses propres moyens.

### PERSPECTIVE

Dans ces événements, le gouvernement a dépensé quelques cartouches, se mettant ainsi en difficulté devant les conséquences d'une nouvelle montée des prix.

Même si les masses ne trouvent aucune direction politique, elles se mobiliseront à nouveau. Recife et Salvador ont montré le chemin à d'autres villes comme Belo Horizonte, Porto Alegre, Rio de Janeiro, Sao Paulo. Dans le nord du pays, la situation ira en s'aggravant, stimulée d'une part par l'échec escompté de « l'opération nord-est » organisée par Kubitschek et, d'autre part, par celui du gouvernement nationaliste Cid Sampaio à Pernambuco, qui a été porté au pouvoir par un mouvement de masse.

La tendance des étudiants au front unique avec les travailleurs s'est montrée navante, exception faite pour Sao Paulo et Rio de Janeiro. Leur front unique dans l'action soit avec les ouvriers, soit avec les paysans, échappera facilement à tout contrôle du gouvernement ou des bureau-

(2) Journal à grand tirage, porte-parole du secteur « nationaliste » de la bourgeoisie.

crates. Dans les régions du nord et du nord-est, le PC est plus sensible aux luttes entamées par les masses.

Dans les milieux bourgeois, on voit de plus en plus l'impuissance et la prostration dont est saisi le gouvernement. Ce n'est pas par hasard que Lott, dont le crédit auprès des masses s'était un peu décoloré, tout en préparant son voyage aux Etats-Unis, a réapparu sur scène et donné son avis sur la cherté de la vie, sans se soucier qu'il est ministre de la Défense nationale ou de ce que pense Kubitschek dans la matière. C'est ainsi qu'il a demandé qu'on contrôle l'expatriation des bénéfices obtenus par les investissements impérialistes.

Il semble que cette rentrée politique de Lott, plutôt qu'à préparer la venue d'un gouvernement plus « fort » que celui de Kubitschek, soit destinée à barrer précisément la route à un éventuel coup d'Etat que certains bourgeois, toujours très enclins à profiter de la crise générale et de celle de leurs propres rangs, voudraient faire triompher pour ouvrir une étape nettement réactionnaire.

La crise que connaît le pays va accroître l'acuité des luttes de classes, et ceci malgré le manque d'un parti révolutionnaire capable de diriger les masses dans une voie indépendante par rapport à la bourgeoisie.

Si la lutte des masses se maintenait à son niveau actuel ou si, s'étant amplifiée, celles-ci restaient en rangs dispersés, la couche de la bourgeoisie qui rêve de balayer les libertés démocratiques qui ont jusqu'ici caractérisé le gouvernement Kubitschek, l'emporterait momentanément.

Mais la révolution brésilienne ne serait pas pour autant étranglée. Au contraire, elle prendra un cours plus violent, plus acharné, mais aussi plus coûteux en sacrifices.

Il se peut que la bourgeoisie joue contre les masses la carte Lott, ce « nationaliste » qui jouit du soutien des stalinien et de tous les théoriciens petits bourgeois et bourgeois de la « Révolution nationale ».

Mais il y a une autre perspective, et c'est sur elle que doivent miser tous les marxistes révolutionnaires brésiliens : la perspective d'une vague de luttes populaires sans précédent, à travers lesquelles se profilera et prendra corps un large courant gauche au sein de l'avant-garde ouvrière, surtout l'avant-garde communiste, et qui parviendra à élever le niveau des actions des masses, à les doter d'un programme et d'une direction si réduits soit-elle au début.

La crise bourgeoise au Brésil est profonde, mais son dénouement n'est pas imminent. L'ampleur des luttes écarte pour la bourgeoisie une issue de force dans l'immédiat, sans pour cela l'éloigner du tout. Si les mobilisations des masses prenaient de l'extension, il n'est pas exclu que la bourgeoisie opère un mouvement de repli et continue à jouer pendant toute une période la carte démocratique.

Le combat pour la formation d'un courant communiste révolutionnaire capable d'interpréter le désir des masses et de les diriger, s'inscrit dans la lutte pour la défense des libertés démocratiques qui rendront moins coûteux le développement de la lutte révolutionnaire.

17 mars 1959.

Diego.

## DANEMARK

### La crise du Parti communiste

*L'article ci-après n'avait pu passer dans notre précédent numéro faute de place.*

Depuis lors, l'ancien dirigeant du P.C. danois Aksel Larsen a constitué un nouveau parti, le *Socialistisk Folkeparti* (Parti Socialiste Populaire), en février dernier. Il en a été désigné comme le président, et comme son député. Le nombre des signatures nécessaires à cet effet a été dépassé. Des sections sont constituées à travers tout le pays, et un congrès aura lieu en fin avril pour adopter un programme et élire une direction.

Au Parlement danois il y a à présent des représentants des deux partis communistes. Aux prochaines élections, les stalinien se trouveront éliminés.

La faiblesse du nouveau parti est qu'en combattant le stalinisme, il met en mouvement des tendances réformistes ; mais sa force viendra du fait qu'il sera obligé d'admettre aussi des groupes révolutionnaires et de fonctionner selon des principes démocratiques.

Mars 1959.

Un des pays où le règlement avec le stalinisme est apparu avec une netteté toute spéciale, c'est le Danemark, non seulement à cause de la petitesse du pays, mais aussi parce que le chef du Parti pendant 30 ans fut poussé dans l'opposition et, pour cette raison, créa une attention particulière pour la politique de l'opposition.

Le Parti Communiste du Danemark, après la défaite du nazisme en 1945, connut un progrès spectaculaire, non à cause de l'habileté et de la prévoyance des chefs, mais grâce à l'intervention habile et disciplinée des simples communistes dans la lutte contre les forces allemandes d'occupation, action qui n'est pas contestée, même par les participants bourgeois de

cette lutte de résistance. Mais le recrutement fut aussi favorisé par les victoires de l'Union soviétique et en partie aussi les espérances du développement d'un courant révolutionnaire dans une série de pays capitalistes, surtout en Allemagne et en France.

Le Parti communiste, qui jusqu'alors n'avait eu que trois membres au Parlement, en eut dix-huit, exclusivement aux dépens de la social-démocratie, qui pendant l'occupation avait été plus que passive, adversaire même de la lutte de libération. Bientôt les simples membres du Parti communiste eurent de grandes déceptions. Bien qu'ils eussent conduit la lutte de résistance sans chefs (ceux-ci étaient tous dans les prisons allemandes), ils abandonnèrent loyalement la direction politique aux vieux chefs, qui montrèrent un surprenant manque d'envie de continuer la lutte. Un certain réformisme dans le Parti d'ancienne date fleurit. Sans égards pour la lutte de classes, les chefs faisaient la propagande pour la continuation de la collaboration même avec les bourgeois pendant les années de la résistance aussi dans la vie politique de l'avenir.

Nous ne savons pas si l'Union soviétique avait stimulé directement une telle politique ; mais les chefs, éduqués à l'école stalinienne, ne reçurent pas non plus de directives dans le sens opposé. Bientôt un fort réformisme imprégnait le Parti, une idée utopique de glisser pacifiquement au socialisme par le seul travail parlementaire. Cette marche à droite, ce rampelement devant la bourgeoisie amena cependant une certaine désolidarisation d'avec l'Union soviétique. Le tout avait un aspect de social-démocratie.

Ce manque de réalisme et une désolidarisation non équivoque d'avec le vrai socialisme, combiné aux hésitations et oscillations de la direction du Parti, causaient après quelques années, un déclin de l'influence et de l'autorité du Parti. Le grand nombre de sociaux-démocrates qui s'étaient affiliés retournèrent à leur ancien Parti et les marxistes les plus marquants abandonnèrent le Parti dans une grande déception ou furent exclus s'ils faisaient une critique audible. Quand le fiasco fut évident, le Parti recut d'Union soviétique l'avis de se tenir moins à droite et surtout de se tenir tout près de l'Union soviétique. Cela ne signifiait un abandon du réformisme, mais un emploi plus ferme de la terreur stalinienne de Parti, avec exclusion de tous les léninistes. Cette politique mena à une désertion encore plus grande du Parti, jusqu'à ce que l'explosion vint, à la suite du Congrès à Moscou et des règlements ultérieurs avec le stalinisme en Pologne et en Hongrie. La plupart des membres réagirent par des démissions : le nombre des membres descendit de 50.000 en 1946 à 11.000 en 1957. Mais une révolte s'éleva aussi dans le Parti. Les baïllonnés retrouvèrent enfin la parole. Une partie des démissionnaires formant avec des sociaux-démocrates de gauche et des groupes trotskystes un nouveau Parti socialiste qui, à part quelques victoires aux élections municipales, n'avait pas d'importance, en partie parce qu'il ne

savait pas former un programme socialiste clair, mais surtout en partie faute de chefs qualifiés.

Alors, le chef du Parti communiste depuis de longues années, Aksel Larsen, trouva le moment mûr pour la révolte. Bien sûr, lui-même avait été le plus empressé à la politique réformiste, mais en même temps un adversaire de l'influence forte de l'Union soviétique sur le Parti. Dans sa jeunesse, à Moscou, il avait appuyé l'opposition trotskyste et fut relégué à une province du Nord, plus tard exilé, après avoir couru le risque de perdre son droit de membre du Parti. Boukharine le sauva. Pendant six ans, il ne fut pas accepté par l'Union soviétique. Cependant, il devint très vite le chef du Parti danois, qui alors était presque en décomposition. Comme chef il montra de grandes facultés d'organisation en redressant le Parti et se créa une popularité non négligeable dans la classe ouvrière, manifestant un talent oratoire comme membre du Parlement.

Pendant plusieurs années, lui et quelques autres chefs du Parti, menèrent une lutte clandestine contre le stalinisme, non remarquée par les membres du Parti, parce que la loyauté de Parti interdit qu'aucun désaccord apparût. Il voyait aussi clairement que le Parti allait vers sa décomposition, et lui, du moins, ne désirait pas le suivre dans la ruine. Après la crise de Hongrie, ses protestations coïncidèrent avec celles de plusieurs autres, et il fut contraint de faire une opposition ouverte. Celle-ci alla au-delà de la question de Hongrie et mena à des revendications sur la démocratie de Parti et le droit de critique de l'Union soviétique. Son apparition sur l'arène de l'opposition fut le signal pour toutes les autres oppositions, tant les groupes marxistes-léninistes que les groupes purement réformistes de mettre toutes les voiles dehors. La révolte ouverte dans le Parti ne pouvait être calmée que par un Congrès extraordinaire qui fut convoqué pour octobre 1958.

Il n'y avait pas de doute que l'aile stalinienne aurait la majorité ici, bien que la plupart des membres étaient évidemment pour l'opposition. Le chef du Parti le savait aussi ; il n'avait pas en vain pendant plusieurs années élaboré lui-même des statuts et des usages rendant illusoire les droits démocratiques des membres. Un point fort de l'opposition était que presque tous les chefs syndicaux communistes étaient avec elle. Tout indiqua que Aksel Larsen serait exclu au Congrès, surtout quand son collaborateur le plus éminent dans l'opposition, Kaj Moltke, qui était le rédacteur de politique extérieure au journal du Parti « Land og Folk », fut exclu peu avant le Congrès. Il était beaucoup plus à gauche que le chef du Parti, un marxiste éminent et un adversaire dangereux, surtout quand existait une forte opposition parmi les membres.

La position du Parti envers son chef était un peu difficile. Le conseiller soviétique assistant, Pospelov, conseilla une expulsion de tous les membres critiques de l'Union soviétique, à l'exception du

chef, qui devait rester sans fonctions. Cela pour ne pas détruire le Parti plus que nécessaire. On fit beaucoup attention au Danemark et aussi dans d'autres pays, que l'Union soviétique se mêlait ouvertement du Parti de ce petit pays. Jamais dans le passé une délégation soviétique n'avait assisté à un Congrès danois ; maintenant il en arrivait une qui, par Pospelov, représentait le C.C. même du Parti soviétique. (L'année passée, il avait été en Italie pour y pacifier le Parti et il avait été désigné pour diriger la délégation au Congrès yougoslave peu avant que l'Union soviétique ne repoussa la Yougoslavie dans les ténèbres).

Pospelov était le collaborateur et successeur de Souslov qui, il y a quelques ans, détruisit le Parti communiste de Norvège par des méthodes jusque là inconnues dans les pays scandinaves. Plusieurs mois avant le Congrès danois, Aksel Larsen avait été la victime d'une attaque violente dans le journal du Parti hollandais « De Waarheit » où le chef du Parti, de Groot, accusa Aksel Larsen d'être un « ennemi du Parti » et un déserteur au capitalisme. Cet article fut reproduit dans la « Pravda » sans commentaire ; Aksel Larsen connut alors la position de l'Union soviétique envers lui et l'opposition. Il est probable que la direction de l'Union soviétique craignait que la révolte dans le Parti danois ne s'étendit en chaîne à d'autres pays et, pour cette raison, elle intervint, afin de rendre en même temps le Parti restant plus dévoué encore à l'Union soviétique.

Exclure A. Larsen signifiait plus qu'une action contre un membre important, parce qu'il était aussi membre du Parlement, et aussi parce que de fait il y gouvernait tous les six mandats communistes. Car son mandat était un mandat dit de circonscription, le seul dont disposait le Parti, qu'il faut avoir pour recevoir des sièges complémentaires. Son exclusion aurait pour conséquence que les cinq autres ne seraient pas réélus aux prochaines élections.

Mais la sanction fut prise ; Aksel Larsen lui-même la provoqua. Il ne désirait pas rester dans son vieux Parti, isolé et sans influence. Dans un théâtre, après la représentation, il se fit photographier par la presse avec une corde au cou, allusion macabre au Congrès prochain. **Il fut exclu, non au Congrès, mais quelques jours plus tard après avoir arrangé des réunions de sa fraction dans quelques villes du pays.**

Les restes du Parti se composent maintenant exclusivement de staliniens, soumis complètement aux conditions de l'Union soviétique. Le paiement en a été cher. Car tandis que le Parti tous les ans devait organiser une collecte pour avoir environ 400.000 kroner danois pour payer les frais de l'appareil, cela ne pouvait se faire pendant la révolte et fut ajourné. Si l'on prend en considération que la moitié environ des membres ont quitté le Parti pendant les deux années passées, et que la presse aussi va très mal, on comprend la nécessité de contributions considérables

de l'extérieur. La décomposition du Parti va probablement continuer. Après son exclusion, Aksel Larsen a annoncé la création d'un nouveau Parti socialiste, le Parti Socialiste Populaire qui, sous ce nom, a été notifié au Parlement.

Provisoirement, Aksel Larsen demande des assentiments écrits pour son mandat parlementaire, plutôt comme garantie morale et comme moyen d'agitation. Il désire au moins 15.000 signatures, ce qu'il atteindra sûrement. Au printemps, le Parti commencera son activité, quand un programme sera distribué et discuté. Plus de la moitié des membres du Parti communiste y ont donné leur adhésion. Plusieurs groupes de point de vue marxistes-léninistes, dont la plupart des membres ont été exclus du D.K.P. pour leur attitude marxiste consciente, ont aussi offert leur appui au nouveau Parti. Ces groupes prennent cette chance, au lieu de travailler dans l'isolement, sans possibilité de faire un travail pratique, situation à laquelle ils ont été forcés de se soumettre pendant beaucoup d'années. Ils profiteront des libertés d'expression promises et ils formeront l'aile gauche du nouveau Parti et seront alertés contre le réformisme.

Dans ce règlement, il est remarquable que ni Aksel Larsen, ni les chefs syndicaux mentionnés n'avaient imaginé créer un nouveau parti, mais seulement de s'écarter du D.K.P. et d'attendre le développement. Mais les simples membres entrèrent dans l'arène. Plusieurs districts en province et à Copenhague s'unifièrent sur la demande de la création d'un nouveau parti. Cela se fit presque explosivement. Aksel Larsen fut poussé en avant, plus loin qu'il ne l'avait imaginé. C'est alors qu'il se décida à s'associer à la création d'un nouveau parti. Cette pression d'en bas est un trait plein de promesses pour un développement marxiste.

Que signifiera ce développement ? Premièrement, que le rôle du D.K.P. est fini dans la politique danoise et que sa signification pour le mouvement ouvrier danois est réduite à un minimum. Ensuite que le nouveau parti, autant que l'on peut juger d'après des déclarations et des analyses, sera forcé d'observer des règles démocratiques pour les élections et les votes, de laisser le pouvoir aux membres dans une mesure jamais vue ni dans le D.K.P. ni en l'Union soviétique. Comme le D.K.P. a pratiqué le réformisme dans une large mesure, le nouveau parti en fera autant ; mais en mettant les choses au mieux, il sera sensible au léninisme, d'autant plus qu'il est forcé d'admettre les groupes marxistes.

L'opposition a déclaré, non seulement qu'elle est contre l'O.T.A.N., mais aussi qu'elle est pour un désarmement danois total, pas un sou pour le militarisme. Cela a un profond retentissement dans toute la classe ouvrière et parmi de grandes masses de paysans, où l'antimilitarisme est traditionnel. La position du D.K.P. avait été absurde désirant que les dépenses militaires soient la moitié de ce qu'exigeait l'O.T.A.N.

Comme Aksel Larsen, en plein accord avec sa direction, depuis plusieurs ans avait de fortes tendances réformistes, on peut craindre que cela ne déteigne sur le Parti socialiste populaire. L'aspiration était de fusionner avec la social-démocratie ou de collaborer avec elle, même de participer avec elle à des gouvernements bourgeois. Pour cette raison, on ne devait pas embarrasser la social-démocratie quand elle était au gouvernement, pour ne pas risquer qu'elle soit remplacée par un gouvernement bourgeois. C'est une tactique qui n'est pas inconnue à d'autres partis communistes, par exemple en France et qui sans doute a rapport à la politique extérieure de l'Union soviétique, qui ne désire pas voir des troubles, voire des révoltes dans les pays capitalistes.

L'Union soviétique reste cependant intéressée à conserver un parti communiste comme un organe utilisable pour la propagande soviétique, pour la publication des revues soviétiques, pour l'organisation de voyages de délégations, l'échange d'exposés, d'expositions d'art, et, naturellement, pour toujours être disposé à expliquer et glorifier les progrès de l'Union soviétique et d'autres pays socialistes ; des glorifications superficielles qui ne pénètrent pas les problèmes sérieux de ces pays. Le Parti communiste de Danemark est maintenant réduit à cela.

Copenhague, janvier 1959.

GEORG MOLTVED

## FRANCE

### Le XIV<sup>e</sup> Congrès du P.C.I.

Le P.C.I. (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) a tenu son XIV<sup>e</sup> Congrès. L'ordre du jour comprenait deux points politiques importants : la situation politique en France, et la construction du parti révolutionnaire.

Sur le premier point, le Congrès a souligné le caractère bonapartiste du régime de Gaulle, marqué par son orientation de force contre les masses, mais en étant dépourvu d'une base large dans les masses, et la politique veule des directions de masse de la classe ouvrière.

Le second point avait surtout pour objet d'affiner l'argumentation de notre section en face de la multiplicité des courants

révisionnistes qui se font jour, nourris par la défaite que la classe ouvrière française a subie et par toute la politique stalinienne, opportuniste dans ses rapports envers la bourgeoisie et sectaire dans ceux envers la partie du mouvement ouvrier non communiste.

Le Congrès a enregistré aussi la disparition formelle de l'organisation qui portait le nom du parti depuis la scission effectuée par le groupe Lambert en 1952. Ajoutons que, depuis, les principaux membres de ce groupe ont, au congrès de « Force Ouvrière » voté le rapport de la direction réformiste et une résolution hostile au front unique avec la C.G.T.

### Le premier Congrès du Parti Socialiste Autonome

Il y a un an, tandis que Guy Mollet ouvrait le chemin du pouvoir à de Gaulle, une minorité du P.S. se décidait enfin à rompre et à s'organiser en une formation indépendante, le P.S.A. Quoique tardif, le moment était assez favorable ; car pour la première fois Guy Mollet s'était trouvé en minorité au groupe parlementaire et au Comité Directeur de son parti. Mais ceux qui prirent l'initiative de créer le P.S.A. restèrent sur la défensive, s'excusaient de leur action, et... permirent à Guy Mollet de reprendre le contrôle du P.S.

Le P.S.A. vient de tenir son premier Congrès. Bien que les possibilités de l'an dernier n'aient pas été exploitées, le Congrès a montré que, dans le mouvement ouvrier français, il existe un nouvel élément.

Tout d'abord, les congressistes se trouvaient heureux de pouvoir, pour la

première fois depuis des années, parler librement, dégagés du poids direct dans leurs rangs de la machine étatique. Et ainsi, ils s'exprimèrent tout simplement en socialistes. Pour les jeunes générations, c'est probablement la première fois qu'ils ont pu entendre un Congrès socialiste s'exprimer en termes qu'on pouvait entendre dans les années d'entre les deux guerres dans de larges couches de militants socialistes. Cela situe, notons-le, la limite de ce mouvement. Rosenfeld a défendu le marxisme contre Philip, mais un marxisme de menchevik et non le marxisme révolutionnaire des bolcheviks. Le progrès se mesure par rapport au point d'où sont partis les membres du P.S.A.

Le premier point positif est le rejet de la constitution d'un « parti travailliste » (une expression qui, en France, signifie exactement le contraire de ce

qu'est le parti travailliste en Angleterre). Le Congrès a même adopté une résolution qui rejette un statut par lequel l'U.D.R. (un cartel constitué avec des radicaux mendessistes), serait devenue une sorte de super-parti.

Un second point important, c'est la décision d'unification avec l'U.G.S. A vrai dire, on concevait difficilement le maintien des deux organisations — non pas qu'il n'y ait pas de différences entre elles, mais celles-ci ne sont pas telles qu'elles pouvaient justifier l'existence de deux organisations. C'est la fusion de ces deux organisations qui va créer un facteur nouveau important dans le mouvement ouvrier français. Important non pas dans le sens de la création du parti marxiste révolutionnaire ; les éléments de celui-ci sont encore pour la plus grande partie enrobés dans la gangue stalinienne du P.C.F., et s'ils peuvent être influencés par ce qui se passera dans le nouveau parti, ce ne sera nullement au point de se détacher du P.C.F. pour le rejoindre. Mais important dans le sens qu'il y aura un milieu qui, par suite de l'origine historique du P.S.A., sera un parti ouvrier (et non une formation petite bourgeoise du mouvement ouvrier) où, pour la première fois depuis longtemps, l'emprise bureaucratique sera battue en brèche et où pourront se faire jour, dans des limites plus grandes que par le passé, une activité et une pensée politique indépendante.

Il est probablement encore trop tôt pour discerner avec précision bien des conséquences de l'unification du P.S.A. et de l'U.G.S. Elle fera partir certains éléments et courants ; elle en fera venir d'autres — le tout se faisant dans le cadre si trouble de la situation politique en France.

Un dernier point sur lequel le Congrès a été marqué par un progrès, c'est sa décision de faire le front unique avec le P.C.F. sur des points précis et circons-

tanciés. Faut-il rappeler qu'à sa formation, le P.S.A. avait rejeté l'adhésion de Goun, non pas pour certaines raisons qui auraient pu se justifier à l'égard de celui-ci, mais parce qu'il avait tenu une réunion publique commune avec le P.C.F. ? Le courant vers l'unité d'action perceptible lors des élections municipales a été beaucoup plus fortement senti au Congrès du P.S.A. Les congressistes ont aussi montré qu'ils ne sont pas prêts à être les dupes de la direction stalinienne. Si l'on peut faire une critique à ce sujet, c'est que le P.S.A. se situe politiquement sur le même plan de lutte pour la démocratie que le P.C.F. et, par conséquent, qu'il se trouve placé sur la défensive en face d'une force numériquement beaucoup plus grande et plus militante, alors qu'il pourrait dans la question du front unique avoir l'initiative des opérations et mettre la direction du P.C.F. dans de petits souliers en proposant le front unique sur un programme de transition ouvrant concrètement la perspective du socialisme.

Mais on ne pouvait vraiment tant espérer du P.S.A. ou même d'une aile de celui-ci à ce stade de son développement.

En conclusion, ce Congrès a confirmé ce que nous avons déjà eu l'occasion d'écrire : dans la défaite du mouvement ouvrier français subie l'an dernier, un premier élément qui marque un progrès dans le sens d'un renouveau de ce mouvement a été constitué par la formation du P.S.A. Il n'affecte certes pas directement les forces essentielles de la classe ouvrière et surtout pas son avant-garde révolutionnaire et militante. Mais ce nouvel élément dispose d'une force qui ne peut pas ne pas se faire sentir dans tout le mouvement ouvrier, c'est-à-dire aussi dans la partie qui est contrôlée par le P.C.F. C'est dans cette perspective globale que nous saluons les progrès du P.S.A., tels qu'ils se sont exprimés à son Congrès.

## BOLIVIE

### Le bonapartisme du régime de Siles

Bien que la situation des travailleurs ait été difficile depuis longtemps, le fait que les prix se trouvaient fixés dans les pulperias (magasins pour les mineurs) permettait à cette couche, essentielle pour la Bolivie, de pouvoir vivre. Mais, le gouvernement, sur l'initiative du Fonds Monétaire International, vient de dégeler ces prix dans ces magasins. La grande majorité des mineurs s'y opposa ouvertement. Dans certains cas, comme à Quechisla (centre de 13 mines dans le sud du pays), les mineurs et leurs femmes s'emparèrent de la pulperia et en

remirent l'administration au syndicat. A Catavi, San Jose, Huanuni, les femmes prirent des initiatives semblables.

Mais la bureaucratie syndicale intervint de façon lâche et peureuse en faveur du gouvernement, désorientant et paralysant les mineurs.

Après épuisement des luttes, la Comibol (administration des mines) ordonna le renvoi des membres du personnel technique et administratif qui n'avaient pas accepté le dégel des prix dans les pulperias. Presque toutes les mines en

furent affectées. En même temps, la Comibol avait décidé de ne plus envoyer de nourriture dans les pulperias et de ne pas payer les salaires « pour manque de personnel responsable » dans les mines.

Les mineurs de Catavi-Siglo XX, Santa Fe, Caracoles, Unificada et Queskisa poursuivirent la production sans personnel technique et administratif. Mais, toujours en raison de l'attitude de la bureaucratie syndicale, ils n'avaient pas de perspectives. Menacés de famine et de mesures militaires, ils acceptèrent les uns après les autres de discuter les mesures de « dégel ». En même temps, la bureaucratie syndicale leur faisait des promesses mensongères, selon lesquelles en échange de la cessation de leur résistance, ils obtiendraient toutes sortes de choses (payes supplémentaires...)

Le dégel imposé par le Fonds Monétaire International avait pour objet d'affaiblir les mineurs et leurs organisations syndicales. Les directions techniques et administratives des mines exigeaient le renvoi des « extrémistes ».

Cette lutte contre les mineurs fut accompagnée d'une intense campagne contre les trotskystes, notamment contre le camarade Muriel, un des militants mineurs. A cette campagne s'associèrent aussi bien des bureaucrates syndicaux, tel Morales, que des prêtres et la presse fut en tête de la campagne antitrotskyste. « El Diario », du 17 avril, dans un éditorial intitulé « Le danger de l'infiltration rouge dans le pays » dénonce ceux qui sont « au service de la Quatrième Internationale ou, de manière plus directe, au service du Kremlin », et exige une politique de répression comme en Argentine ou au Mexique, et l'expulsion des diplomates des Etats ouvriers. Le quotidien de l'Eglise catholique « Presensia » écrit sur la nécessité d'exclure des syndicats les communistes et les éléments de gauche.

Le gouvernement et le président de la

## Arrestation de camarades du P. O. R.

La victoire remportée sur les mineurs d'une part, sur la Phalange fasciste d'autre part, renforce pour le moment la position du gouvernement. La défaite de la Phalange ne compense pas complètement la défaite des mineurs, mais elle diminue les effets psychologiques de celle-ci. Cela peut favoriser un nouveau regroupement dans lequel le P.O.R. peut jouer un rôle important. D'où les violentes attaques du gouvernement contre le P.O.R. En plus du camarade Villegas, rédacteur du journal du parti, qui se trouvait en prison pour avoir dirigé une manifestation quelques semaines aupa-

Comibol ont également attaqué le P.O.R. et s'efforcent d'obtenir l'appui de lecnin et de la bureaucratie syndicale pour chasser des mines les militants trotskystes.

La Phalange fasciste a voulu profiter de la situation dans laquelle le gouvernement se trouvait aux prises avec les mineurs et avec la première grève, très combattive, des travailleurs du pétrole, pour faire un coup d'Etat.

Celui-ci a causé plus d'une centaine de morts, parmi lesquels les leaders de la Phalange et montre l'instabilité, le désespoir et le manque de perspectives de ce petit noyau de fascistes, les « camisas blancas » (chemises blanches). Ils espéraient une aide rapide de la petite bourgeoisie de La Paz, mais personne ne leva le petit doigt en leur faveur, et ils subirent une défaite lourde et sanglante.

Quand le coup d'Etat fut connu, les ouvriers des usines et du chemin de fer se mobilisèrent aussitôt. Ils élevèrent des barricades. Puis arrivèrent les mineurs de Milluni qui formèrent un état-major avec les cheminots. Mais aucune de ces milices n'eut à intervenir, en raison de l'isolement du coup d'Etat. Elles élevèrent des barricades, patrouillèrent les quartiers ouvriers et furent rejointes par des milices paysannes.

Dans d'autres régions, rien ne survint, en dehors de la mobilisation d'ouvriers et de paysans.

Une fois sûr de la défaite de la Phalange, le président Siles l'attaqua à la radio et saisit l'occasion pour calomnier le P.O.R. et les mineurs. « De même, dit-il, les classes travailleuses doivent se débarrasser de tout contact avec les poristes et autres espèces de communistes qui, par leur démagogie et leurs déclarations malsaines, ont été les meilleurs complices de l'oligarchie... »

ravant, le gouvernement a fait procéder aux arrestations des camarades Hugo Gonzales Moscoso, secrétaire du Parti, et Bravo, membre du Bureau Politique.

Le Secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale a lancé un appel à l'aide de nos camarades boliviens. Il s'adresse tout particulièrement aux organisations ouvrières de toute l'Amérique latine pour demander la libération de nos camarades et à toutes les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale pour envisager les mesures de soutien matériel et moral à notre section bolivienne.

## PÉROU

### Le IV<sup>e</sup> Congrès du P. O. R. (Trotskyiste)

Le P.O.R. péruvien a tenu son 4<sup>e</sup> Congrès national. Ce parti, que les lois du pays empêchent d'être formellement membre de la IV<sup>e</sup> Internationale, se situe entièrement sur les principes de celle-ci ; le Congrès a adressé son salut à la IV<sup>e</sup> Internationale et à toutes ses sections. Le Congrès a discuté un rapport international qui se place exactement sur la ligne de notre mouvement.

Le rapport sur la situation nationale a mis en avant les points suivants. Dans le pays se développe un processus révolutionnaire extrêmement dynamique. Ouvriers, paysans et masses pauvres de la petite bourgeoisie s'engagent dans des actions qui tendent à s'élargir. On assiste à une solidarité des ouvriers et des paysans.

Le gouvernement Prado qui est le produit d'un compromis entre diverses tendances de l'oligarchie et de la bourgeoisie, est incapable de contenir ce processus ; il opère empiriquement et vit dans une instabilité permanente. Sur la vie politique du pays pèse en permanence la menace d'un coup d'Etat militaire.

L'impérialisme et ses agents exigent du gouvernement des mesures de répression politique et économique contre les masses. Les investissements impérialistes sont limités et dirigés dans les seuls domaines qui intéressent l'impérialisme.

Les bases économiques de coexistence entre la direction petite bourgeoisie con-

ciliatrice de l'APRA et le gouvernement se trouvent minées, et la coexistence tend à se rompre sur le plan politique.

Les organisations syndicales connaissent un afflux d'adhésions. Les mouvements et les grèves se succèdent. De même, dans les campagnes, les mouvements paysans se produisent dans tout le pays.

C'est toujours l'APRA qui canalise les plus grandes masses sur le plan politique. Mais en même temps se développe une crise de confiance dans la direction petite bourgeoisie. Cette crise indiquée entre autre par des mobilisations comme celle contre Nixon, non dirigée par l'APRA, est stimulée par d'autres développements en Amérique latine, comme la révolution à Cuba.

Une tâche centrale est d'aider à la formation d'une tendance marxiste révolutionnaire dans l'APRA. Dans ce sens, il faut aider au développement de la CTP (centrale syndicale péruvienne) comme fédération de masse. La tendance du front unique ouvrier dans cette centrale doit être encouragée, tout en prévenant toute tentative de faire une organisation parallèle ou rivale.

Le PC péruvien connaît une crise profonde, une division même. Le Comité départemental de Lima se considère comme Comité central léniniste et tend à se rapprocher de positions révolutionnaires.

### Arrestation du camarade Ismael FRIAS

Nous venons d'apprendre qu'en raison de la grève des employés de banque, le gouvernement s'est engagé dans une répression qui a frappé de nombreux militants ouvriers. Parmi les emprisonnés se trouve notre camarade Ismael Frias, qui avait déjà été arrêté quelque temps auparavant pour avoir joué le principal rôle dirigeant dans les manifestations

anti-Nixon à Lima et qui ne fut relâché qu'après cinq jours de grève de la faim, les autorités craignant que cette grève ne suscite un mouvement de solidarité dans les masses.

Nous exprimons notre solidarité entière avec le camarade Frias et avec tous les militants péruviens arrêtés.

## CHILI

### Unification des Trotskyistes

Nous saluons la fusion qui vient de se produire entre le P.O.R. (ex-Nuestra Tribuna) et le P.O.R. (section chilienne de la IV<sup>e</sup> Internationale), dans le sein de celle-ci, par acceptation des résolutions du V<sup>e</sup> Congrès Mondial sur la question de l'unification. Ce regroupement des

forces trotskystes ne manquera certainement pas de donner un élan nouveau à notre mouvement ouvrier chilien. Ceci est d'autant plus important que la situation au Chili évolue dans la perspective de grandes luttes et d'une crise révolutionnaire.

## Le Parti Socialiste pour un front ouvrier

On se souvient qu'aux dernières élections présidentielles, le candidat Allende du front ouvrier socialiste-communiste, ne fut battu que de très peu. Le P.C. chilien défend maintenant une orientation de formation de fronts « larges » avec des secteurs bourgeois (démocrates-chrétiens, et ex-agriculteurs travailleurs).

Par contre, le Parti socialiste, à son plenum d'avril, rassemblant membres du C.C., secrétaires régionaux, députés, et dirigeants de syndicats, sous l'impulsion de la gauche, a rejeté une telle orientation et s'est prononcé pour le maintien d'une orientation de front uni-

que ouvrier et de lutte pour la conquête du pouvoir par les masses.

Cependant, sur la situation internationale, la direction du P.S. a résisté aux courants de gauche, en se maintenant sur une position de type neutraliste et en ne se prononçant que pour un soutien de la lutte du peuple algérien, de celles des peuples colonisés et du peuple espagnol.

Ce Plenum a montré que les conditions sont extrêmement favorables pour donner à ce parti une orientation révolutionnaire plus cohérente, grâce au soutien de larges masses d'ouvriers et de jeunes.

## JAPON

### Polarisation ouvrière autour du P.S.

Au cours du mois d'avril, le Japon a procédé à diverses élections (gouverneurs et membres des conseils de province ; maires et membres des conseils municipaux).

Bien que récemment, le P.C. avait récupéré des positions dans le mouvement syndical, il n'a guère gagné sur le terrain électoral. Cela veut dire que si le P.C. dispose de militants et d'ouvriers plus actifs que ceux du P.S., il n'a pas assez de force pour attirer les masses

travailleuses. Le meilleur résultat que le P.C. ait obtenu était au conseil municipal de Tokyo où il obtint 3,5 % des voix, et 39 élus sur 970 sièges. Dans cet endroit, le rapport entre le P.C. et le P.S. était de l'ordre de 1 à 4 ; ailleurs, il est bien plus petit.

La polarisation de la classe ouvrière japonaise continue donc à se faire autour du P.S. et s'accroît même dans ce sens. Les tableaux suivants le montrent clairement.

#### Elections des gouverneurs des quatre grandes provinces

	Parti libéral démocrate		
Tokio	1.820.000 (53 %)	1.650.000 (47 %)	
Osaka	1.000.000 (50,5 %)	980.000 (49,5 %)	
Hokkaido	1.090.000 (53 %)	960.000 (47 %)	
Hukuoka	710.000 (43 %)	950.000 (57 %)	

#### Elections des membres des conseils provinciaux

	voix	%
Parti libéral démocrate	20.665.662	53,18
Bourgeois indépendants	4.848.026	12,48
Parti socialiste	9.197.584	23,67
Indépendants ouvriers	1.785.302	4,59
Parti Communiste	436.367	1,12
Divers	1.925.491	4,96

Ces élections indiquent que le Japon se dirige vers une situation politique extrêmement tendue. La tendance bourgeoise à un régime dictatorial se déve-

loppe nettement, tandis que la croissance du Parti socialiste perturbe sérieusement la classe dirigeante japonaise.

## DERNIERE HEURE :

*Au moment où ce numéro est en cours d'impression, nous apprenons avec joie que nos camarades boliviens viennent d'être libérés.*

## Notre revue

Comme nous l'avions annoncé dans notre précédent numéro, nous sommes contraints, par la hausse des prix et des frais postaux, d'élever le prix du numéro et celui de nos abonnements.

Nous sommes certains que nos lecteurs comprendront qu'ils participeront ainsi à l'existence de notre revue.

Mais ils doivent nous aider encore davantage, en s'abonnant s'ils ne le sont pas encore, en nous trouvant d'autres lecteurs. Faites-nous parvenir des noms et des adresses de personnes susceptibles de s'y intéresser, à qui nous ferons un service de propagande d'un numéro.

### ABONNEMENTS A « QUATRIEME INTERNATIONALE » :

FRANCE : Un an (4 numéros) .....	900 frs
Abonnement de soutien .....	1.500 frs
ETRANGER : Un an .....	l'équivalent de 2,5 dollars
(plus frais postaux pour envoi par avion)	

Tous paiements à notre compte postal :

Pierre FRANK, 64, rue de Richelieu - C.C.P. 12648-46 Paris

Tous les paiements doivent être faits au nom du camarade P. FRANK.  
Ne pas faire d'envoi d'argent à « QUATRIEME INTERNATIONALE »

## LE 5<sup>e</sup> CONGRÈS MONDIAL DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

(OCTOBRE 1957)

En français :	
N° spécial de « QUATRIEME INTERNATIONALE » .....	200 francs
En anglais :	
N° spécial de « Fourth International »	
En allemand :	
N° spécial de « Die Internationale »	
En espagnol :	
N° spécial de « Revista marxista latinoamericana »	
Chaque exemplaire .....	250 francs

MICHEL PABLO

## DICTATURE DU PROLÉTARIAT DÉMOCRATIE, SOCIALISME

(Problèmes économiques et politiques des régimes de transition, à la  
lumière des expériences depuis Octobre 1917)

Un livre de 144 pages : 400 francs.

À notre service de librairie

L. TROTSKY. — ECRITS 1928-1940, tome I . . . . . 1.000 frs  
pour l'étranger l'équivalent de 3 dollars

LES BOLCHEVIKS CONTRE STALINE

La brochure : 400 francs

M. PABLO

LA GUERRE QUI VIENT  
(Capitalisme ou socialisme)

La brochure : 200 francs

E. GERMAIN

LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U.R.S.S.

(la société soviétique vue dans le miroir du dernier article de Staline)

La brochure : 80 francs

« Quatrième Internationale » paraît régulièrement quatre fois par an, sans compter ses numéros spéciaux ou ses suppléments.

Autres publications de la IV<sup>e</sup> Internationale :

EN ANGLAIS

FOURTH INTERNATIONAL  
THE SAMASAMAJIST (Ceylan)

EN ALLEMAND

DIE INTERNATIONALE

EN ESPAGNOL

REVISTA MARXISTA LATINOAMERICANA  
DE INTERNATIONAL (Hollandais)  
BANDIERA ROSSA (Italien)

Léon TROTSKY

## OU VA LA FRANCE?

Les événements de 1958 éclairés par ceux de 1934-36 : une réédition d'études sur la France écrites de 1934 à 1936 et que la chute de la IV<sup>e</sup> République a rendues d'une actualité brûlante.

Le volume : 500 francs

Commandes à P. Frank, 64, rue de Richelieu  
C.C.P. 12648-46 Paris

Le Directeur-Gérant : Pierre FRANK.

Diffusé par les N.M.P.P.



Société Parisienne d'Impressions, 4, rue Saunier - Paris (9<sup>e</sup>)

THE UNIVERSITY OF CHICAGO  
LIBRARY  
540 EAST 57TH STREET  
CHICAGO, ILL. 60637  
U.S.A.

CHICAGO, ILL. 60637  
U.S.A.